

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
CASIER JUDICIAIRE

ET
LA RÉHABILITATION DE DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 23 mai 1900, à 10 heures

PAR

ALBERT MORET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LEVEILLÉ.

*Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, } professeurs.
 GARÇON. }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux théories émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
CASIER JUDICIAIRE

ET

LA RÉHABILITATION DE DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 23 mai 1900, à 10 heures

PAR

ALBERT MORET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LEVEILLÉ.

Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, } professeurs.
GARÇON. }



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MA MÈRE

A MA TANTE

BIBLIOGRAPHIE

- Despatys (O.).** — Traité théorique et pratique des casiers judiciaires en France et à l'étranger. Paris, 1870.
- Le Poittevin (G.).** — Traité pratique des casiers judiciaires. *France judiciaire*, 1879, III^e partie. Nouv. édit., 1900.
- Appleton (J.).** — La Réforme du casier judiciaire. Paris, 1893, thèse Faculté de droit de Lyon.
- Theureau (L.).** — Les casiers judiciaires et un projet de casiers civils. Paris, 1891.
- Mironesco (G.).** — Traité théorique et pratique du casier judiciaire. Paris, 1898, thèse Fac. Paris.
- Doat (A.).** — Etude historique, juridique et critique du casier judiciaire. Toulouse, 1899, thèse Fac. de Toulouse.
- Bonneville de Marsangy (A.).** — Discours à la rentrée du tribunal de Versailles, 1848, publié en appendice à la suite de l'ouvrage du même auteur. De l'amélioration de la loi criminelle, 2 vol. Paris, 1855-1864.
- Bonneville de Marsangy fils (A.).** — Le casier judiciaire. Rapport *Bull. de la Soc. gén. des prisons*, année 1887, p. 300-317.
- Bonneville de Marsangy (L.).** — La réforme du casier judiciaire. *Gazette des tribunaux* des 16-17 novembre, 9 décembre 1891.
- Leveillé (J.).** — La réforme du casier judiciaire. Trois articles dans le *Temps* des 3 et 27 mars et 1^{er} avril 1891. — Où en est la réforme du casier judiciaire ? *Bull. Soc. pris.*, 1893, p. 37-52. — La réforme des règlements sur le casier judiciaire : rapport présenté au Congrès du patronage des libérés de Lyon, 1894. *Compte rendu du Congrès*, 1 vol. Lyon, 1895, p. 25.
- Forcrand (H. de).** — La réforme du casier judiciaire. *Journal du ministère public et du dr. criminel*, tome XXXIV, p. 85. — La réforme du casier judiciaire au Sénat, broch. Paris, 1899.
- Camoin de Vence.** — Rapport présenté à la *Société générale des prisons*. *Bull. Soc. pris.*, 1891, pp. 727-783 ; discussions, pp. 743-748 ; 836-866 ; 1018-1020 ; 1047-1084.

- Le Poittevin (G.).** — Discours de rentrée à la Cour d'Angers, 16 octobre 1891. *Gaz. des tribunaux*, 25 octobre.
- Rey (A.).** — Discours de rentrée à la Cour de Montpellier, 16 octobre 1891.
- Jacquin (Et.).** — Rapport sur un projet de loi relatif au casier judiciaire présenté au Conseil d'État.
- Fuzier-Herman.** — *Répertoire général du droit français*, v^o Cas. jud.
- Vincent et Penaud.** — Dictionnaire de droit international privé, v^o Cas. jud. *Bulletin officiel du ministère de la justice*. Paris, imprimerie nationale.
- Gillet et Demoly.** — Analyse des circulaires du ministère de la justice. Paris, 1876.
- Recueil officiel des instructions et circulaires du ministère de la justice*, 3 vol. Paris, 1879-1883. Imp. nat.
- Bulletin officiel du ministère de la justice*.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

- Présentation au Sénat par M. Fallières, garde des sceaux, le 22 octobre 1891, *J. O.* du 21 février 1892, n^o 11, p. 771. Rapport de M. Godin, le 10 mars 1898, *J. O.* des 15, 25 et 26 juin, n^o 95, p. 414. Première délibération, discussion et adoption, les 8 juillet, 8 et 9 décembre 1898, *J. O.* des 8 et 9 juillet. Deuxième délibération le 8 mars 1899, *J. O.* du 8 mars.
- Présentation à la Chambre, le 30 mars 1899, *J. O.* du 9 mai, n^o 880, p. 987. Proposition relative au casier judiciaire et à la réhabilitation, déposée à la Chambre par M. Dejeante et plusieurs de ses collègues le 12 juillet 1898, *J. O.* du 30 octobre, n^o 255, p. 1469. Rapport de M. Bovier-Lapierre sur le projet adopté au Sénat, *J. O.* du 29 juin, n^o 1042, p. 1690. Adoption, 3 juillet 1899.
-

LE CASIER JUDICIAIRE

ET

LA RÉHABILITATION DE DROIT

INTRODUCTION

Lorsque la question de la réforme du casier judiciaire fut soulevée au Sénat, au cours de la discussion du projet de loi qui devint la loi du 26 mars 1894, le garde des sceaux, M. Fallières, déclara qu'il fallait attendre, avant d'agir, le retour des délégués au Congrès pénitentiaire de St-Petersbourg, afin de profiter des lumières du Congrès. Ce fut en vain que l'on escompta les fruits de la discussion internationale. Le Congrès avait constaté des abus, il concluait qu'il fallait prendre des mesures, agir ; mais que fallait-il faire au juste, voilà ce que le Congrès ne disait pas : il se bornait à donner le platonique conseil de « délibérer dans les pays qui ont, comme dans ceux qui n'ont pas de casiers judiciaires, et de lutter contre la trop grande et trop facile divulgation soit du casier, soit des renseignements de police ».

En France, depuis 1890, l'on délibéra. La question fut agitée tout d'abord dans une commission extra-parlementaire, ensuite à la Société générale des prisons, puis à l'Académie des sciences morales et politiques, enfin au Conseil d'Etat. Les rapports succédèrent aux rapports ; les criminalistes « labourèrent le sujet en tous sens ».

De toutes ces savantes discussions, il ne se dégagait pas une solution évidente, généralement acceptée. La nécessité d'agir, de tenter de remédier à des abus constatés et reconnus depuis longtemps, a décidé le législateur à adopter le système construit par la commission extraparlamentaire, instituée en 1890 par M. Fallières.

La loi nouvelle a consacré le principe, admis par la pratique, mais en contradiction formelle avec l'esprit comme avec le texte de la loi préexistante : de la communication des informations judiciaires aux parties intéressées.

Même avec les restrictions actuellement apportées, nous croyons qu'un tel principe ne saurait être admis. Le créateur du casier avait mis, à côté de la publicité un remède : le pouvoir d'appréciation du juge, chargé de décider si une demande d'extrait doit être accordée ou bien refusée, parce qu'il en pourrait résulter des inconvénients.

Or les inconvénients, dans beaucoup de cas, ont apparu, formidables ; pourtant les magistrats se sont désintéressés de la question, la demande d'extraits devint

une formalité. Alors on crut devoir chercher d'un autre côté des palliatifs ; ce fut à tort selon nous, car si l'on ne veut ou l'on ne peut recourir énergiquement et efficacement au préservatif que M. Rouher avait mis à côté du mal, il faut s'attaquer directement au mal lui-même et le supprimer en supprimant la publicité.

La question de la réforme du casier, sous l'apparence d'une œuvre limitée à un objet très spécial, a une haute portée sociale et un but humanitaire nettement déterminé ; on doit reconnaître combien sont louables les intentions du législateur, qui a tâché de faire une juste part à l'expérience de la vie.

La législation pénale est la partie essentiellement variable et progressive de la législation ; le droit criminel, par sa nature et son but, subit nécessairement l'influence des idées morales et des mœurs, suit le mouvement des révolutions, se lie intimement à l'organisme politique et au progrès social. Alors que les sociétés s'élevaient de la barbarie à la civilisation, un fléau était à combattre : le brigandage, le crime organisé. L'imminence du péril peut-être, inspira la haine du criminel, le désir de le faire souffrir, de l'anéantir, de l'éliminer. Avec la civilisation, la criminalité s'est transformée sans disparaître.

Le souverain remède au délit paraît être maintenant, non dans l'atrocité des supplices, mais dans la suppression des causes du délit ; les uns, les facteurs « physiques et anthropologiques » tels que le climat, la race,

les idiosyncrasies individuelles, échappent au pouvoir de l'homme. Mais il est des causes sociales sur lesquelles on peut véritablement agir, et il faut demander à la réforme des lois et des institutions le refoulement de la criminalité.

La recherche des causes plus ou moins déterminantes du délit tend à inspirer moins de haine que de pitié pour le criminel. La peine n'est plus seulement un moyen de défense sociale, de vengeance, d'expiation, mais doit être aussi un moyen d'amendement et de cure morale. A côté de la souffrance, on met le pardon, à côté de la sévérité, l'indulgence. Les délinquants les plus dignes de bienveillance, ceux dont la moralité est moins gravement compromise et par conséquent ceux dont l'amendement et le reclassement peuvent être le plus justement espérés, sont ceux qui en sont à cette faute première qui inspirait à La Bruyère cette belle pensée : « Je ne sais s'il est permis de juger les hommes par une faute qui est unique, et si un besoin extrême ou une violente passion ou un premier mouvement tirent à conséquence » !

La distinction entre les délinquants primaires et les malfaiteurs d'habitude tend à devenir fondamentale dans notre législation moderne, et c'est de ce courant d'idées que procède presque uniquement la loi du 5 août 1899.

Est-ce envisager d'une façon suffisamment large la question de la réforme du casier judiciaire ? Cette matière touche aux intérêts les plus élevés de l'ordre social, à la liberté individuelle, à l'état des personnes.

La condamnation creuse un gouffre entre le malfaiteur et la masse des honnêtes gens qui se sentent dégagés de toute solidarité avec lui. Même repentant et converti, *le repris de justice* est condamné toujours par l'opinion publique, qui pour ses arrêts impitoyables et partant injustes parfois, trouve un guide d'autant plus cruel qu'il est plus exact : le casier judiciaire. Faut-il admettre qu'il est inutile de régénérer le coupable car son reclassement est impossible, que la progression constante des attentats contre les propriétés, des délits lucratifs ayant le gain pour mobile est un mal inhérent à la civilisation, que le vice criminel se retire de la masse pour se concentrer en un certain cercle d'individus ? Ce sont là de purs sophismes. Les progrès des sciences et des idées morales amèneront le refoulement de la criminalité ; il est nécessaire d'étudier et de corriger les vices de certaines institutions, et l'on peut espérer d'heureux résultats de nos réformes judiciaires, déjà faites ou encore à l'état de projet. Mais on doit surtout se demander si les condamnés, rendus à la circulation sociale, trouvent assez facilement du travail pour que la nécessité de vivre ne les fasse pas inmanquablement retomber dans le crime.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

§ 1. — Procédés d'informations judiciaires ; les registres et les bulletins ; les sommiers de la Préfecture de police ; les casiers judiciaires ; le service anthropométrique.

La police qui recherche et arrête les coupables, la justice qui les frappe, trouvent de précieuses indications dans la connaissance des *biographies judiciaires*. De tout temps, la nécessité d'assurer la sécurité publique a exigé de conserver la trace des condamnations passées ; cette nécessité s'est affirmée plus pressante dans les temps modernes et les procédés d'informations judiciaires sont devenus plus exacts et plus sûrs.

Dans nos anciennes coutumes, la préoccupation de reconnaître les malfaiteurs se révèle par l'emploi de certains procédés signalétiques, tels que la décalvation, la mutilation des membres, la marque (1).

Au XVIII^e siècle, une pratique moins inhumaine commence à se généraliser. On conserve à la police, sur un registre, la mention des condamnations prononcées par les tribunaux du lieu, en même temps que divers renseignements, les plaintes des particuliers, les sentences d'acquiescement et même les ordonnances de non-lieu.

Ces registres existaient, à la fin du XVIII^e siècle, à

(1) V. Bonneville de Marsangy, *Amélioration de la loi criminelle*, 2^e appendice.

peu près dans toutes les villes ; mais leur valeur était bien relative, car ils ne pouvaient fournir que l'indication des condamnations infligées à un individu par les tribunaux locaux, ou ceux des provinces voisines parfois. A la police de Paris, était tenu *le Journal de Paris* (1), et en 1790, l'Assemblée nationale ordonna la création d'un bureau spécial pour les renseignements et prescrivit que les mentions des condamnations fussent inscrites avec régularité.

Comme pour pourvoir à la suppression des délits qui troublent la société deux pouvoirs doivent concourir, celui de la police et celui de la justice, la Convention nationale, par une loi du 19 vendémiaire an IV, ordonna l'établissement près de chaque greffe de tribunaux correctionnels « d'un bureau de renseignements où, d'après l'article 29 de cette loi, il sera tenu, soit par le greffier, soit au besoin par un ou plusieurs commis sous la surveillance et la direction du greffier, un registre par ordre alphabétique de tous les individus qui seront appelés au tribunal correctionnel et au jury d'accusation, avec une notice sommaire de leur affaire et des suites qu'elle a eues ». C'était donc une double organisation que trouva le législateur de 1808 : l'une dépendant du ministère de la police, l'autre du ministère de la justice. Le Code d'instruction criminelle adopta cette division, tout en complétant les dispositions antérieu-

(1) V. Gisquet, *Mémoires*, IV, p. 293 ; Theureau, p. 5.

res (1). Il créa deux centres généraux d'informations :

ART. 600. — Les greffiers des tribunaux correctionnels et des cours d'assises seront tenus de consigner, par ordre alphabétique, sur un registre particulier, les nom, prénoms, profession, âge et résidence de tous les individus condamnés à un emprisonnement correctionnel, ou à une plus forte peine ; ce registre contiendra une notice sommaire de chaque affaire et de la condamnation, à peine de 50 francs d'amende pour chaque omission.

ART. 601. — Tous les trois mois, les greffiers enverront, sous peine de cent francs d'amende, copie de ce registre au ministère de la justice et à celui de la police générale.

ART. 602. — Ces deux ministres feront tenir dans la même forme, un registre général composé de ces diverses copies.

Il n'y a plus de ministre de la police générale et les attributions dont il était investi sont celles d'une division du ministère de l'intérieur ; mais le registre général qu'il devait faire tenir, existe toujours : ce sont les *Sommiers* de la préfecture de police, collection de renseignements qui est la continuation de celle commencée au XVIII^e siècle. Malgré l'élimination des mentions trop anciennes et par suite inutiles, la centralisation en

(1) Le but de ces dispositions était de faciliter la recherche des criminels et de constituer une statistique criminelle. V. Locré, *Lég. civ., comm. et criminelle de la France*, t. XXVIII, p. 155.

un lieu unique des renseignements judiciaires concernant tous les citoyens d'une grande nation, entraîne un amoncellement de mentions, forcément réparties dans un nombre considérable de volumes. On a remédié à ce dernier inconvénient. En 1832, les Sommiers composaient quatre cents gros volumes que l'on était forcé de consulter presque tous pour avoir quelque certitude sur le passé d'un individu. On avait bien établi des répertoires contenant le nom des gens sur lesquels on avait recueilli des renseignements, avec des renvois aux registres et aux numéros où se trouvaient les notes qui les concernaient. Mais ces répertoires étaient devenus eux-mêmes d'énormes volumes. Le préfet de police de 1832, H. Gisquet, eut l'heureuse idée (1) de remplacer l'inscription sur des registres par l'inscription sur des bulletins individuels ou fiches en carton léger, classés dans des compartiments par ordre rigoureusement alphabétique. De la sorte, on n'eut qu'à chercher le nom d'un individu pour trouver tous les renseignements recueillis sur lui.

Les recherches devinrent plus faciles, plus sûres : mais par le fait que les fiches de condamnations sont extrêmement nombreuses et centralisées en un lieu unique, il est impossible d'exécuter en même temps des recherches trop multiples ; aussi l'usage de cette source d'informations est forcément limité. Suffisante pour

(1) Mémoires de H. Gisquet, préfet de police sous Louis-Philippe (Paris, 4 vol. 1840), t. IV, p. 292 et s.

satisfaire aux besoins des agents du Ministère de l'Intérieur, les Parquets ne peuvent y recourir qu'en des cas exceptionnels. En 1893, M. A. Bertillon fit le dépouillement des Sommiers (1) : les fiches concernant les individus nés avant 1816 furent reléguées aux archives, et les autres divisées en décades ; d'après l'âge des condamnés, on dirige les recherches dans une subdivision. Depuis quelques années les Sommiers contiennent un renseignement nouveau et précieux : le signalement anthropométrique du condamné.

Le Code d'instruction criminelle instituait au Ministère de la Justice un autre centre d'informations, identiquement semblable à celui dont nous venons de parler ; cette disposition vient d'être abrogée par la loi du 5 août 1899, mais en réalité elle est tombée en désuétude depuis 1850. Des circulaires ministérielles ont rendu inutiles l'envoi au Ministère de la Justice de la copie du registre des condamnations tenu par les greffiers en vertu de l'article 602 du Code d'instruction criminelle, ainsi que l'envoi aux procureurs généraux des extraits de condamnations prescrit par l'article 198.

Il peut paraître surprenant qu'un ministre réforme une loi de sa propre autorité ; la justification de cette irrégularité fut la nécessité urgente de parer à des besoins nouveaux. Pour éviter les lenteurs de la confection d'une loi ou pour permettre d'attendre cette loi, le

(1) Les Sommiers, en 1893, ne contenaient pas moins de huit millions de fiches. V. *Bull. Soc. gén. des prisons*, année 1895, p. 271.

garde des sceaux, M. Rouher, par la Circulaire ministérielle organique du 6 novembre 1850, où se trouve pour la première fois le mot « casier judiciaire », crut devoir modifier provisoirement le système du législateur de 1808. Ce régime provisoire a duré un demi-siècle.

Tant que l'on avait senti la nécessité de connaître les antécédents des criminels seulement au point de vue de l'établissement de la statistique criminelle, de la surveillance des repris de justice, de l'administration de la justice, de l'application des peines de la récidive, le registre général tenu au Ministère de la Justice, suppléé à l'occasion par les Sommiers auxquels M. Gisquet avait apporté une notable amélioration, avait pu satisfaire à la rigueur (1) aux besoins journaliers des cours et des tribunaux. Il n'en fut plus de même lorsqu'on se trouva en face du suffrage universel et d'un jury organisé sur des bases nouvelles. On chercha et l'on trouva une méthode administrative plus perfectionnée.

Le principe de la réforme adoptée fut préconisé par un magistrat éminent, M. Bonneville de Marsangy, dans un discours resté célèbre, prononcé à l'audience de rentrée du tribunal civil de Versailles, le 5 novembre 1848 :

(1) « S'il est un fait de notoriété judiciaire, c'est que faute d'un mode prompt et facile de recherche, aucun tribunal n'était certain de connaître exactement les antécédents de ceux qu'il avait à juger. Et chaque année, M. le Garde des sceaux en était réduit à regretter cette déplorable impuissance de la justice. » Bonneville de Marsangy, *Rapport à la Soc. des prisons*, 1887.

De la localisation au greffe de l'arrondissement natal des renseignements concernant chaque condamné.

La décentralisation des renseignements judiciaires ou organisation de dépôts partiels ; la substitution des bulletins ou fiches individuelles aux registres, ainsi qu'il avait été déjà fait pour les Sommiers, telles furent les bases de la méthode nouvelle (1). Le garde des sceaux ordonna aux greffiers des tribunaux qui prononcent la peine d'envoyer au greffe de l'arrondissement natal, des bulletins de condamnation, qui, arrivés à destination, sont classés par ordre rigoureusement alphabétique dans une armoire à compartiments ou casiers : de là le nom de l'institution.

Les délinquants poursuivis devant une juridiction répressive doivent toujours justifier de leur état civil, et d'autre part, même si l'inculpé veut dissimuler son identité, on arrive en général assez facilement à l'établir et à connaître le lieu de naissance. Or, au greffe du tribunal de chaque arrondissement se trouvent réunis tous les actes de l'état civil. On a donc là les actes de naissance de tous les individus nés dans l'arrondissement. Si, à côté de cet ensemble des actes de naissance, on a soin de dresser la liste de toutes les condamnations dont ont pu être frappés ces individus, on pourra établir avec grande certitude un certificat indiquant, ou bien qu'une personne n'a jamais été condamnée, ou bien qu'elle a

(1) Bonneville de Marsangy, *De l'amélioration de la loi criminelle*. Discours reproduit à l'appendice du tome I.

encouru telle ou telle condamnation pénale ou disciplinaire.

Lorsqu'un bulletin de condamnation parvenu à un greffe ne correspond à aucun acte de naissance, il est renvoyé : on tâche de découvrir le véritable lieu originaire de l'individu, et si l'on n'y parvient pas, on classe le bulletin dans un casier spécial.

Ainsi, en regard des mentions des actes de l'état civil, on a la nomenclature des actes de l'état criminel de chaque individu.

La méthode administrative, instituée par la circulaire ministérielle organique du 6 novembre 1850, a été consacrée par la loi du 5 août 1899, qui, si elle a apporté quelques modifications à l'institution, n'a cependant pas changé l'organisation matérielle (1). Cette méthode très simple est en même temps très ingénieuse et très pratique ; les avantages de la division des centres d'information, du choix du lieu de naissance pour

(1) M. Auguste Doat (Thèse.Fac. de Toulouse, année 1899, p. 160) croit que le pouvoir législatif intervient en la matière du casier, pour satisfaire « la manie légiférante » qui sévit actuellement, au prix d'une « inelegantia juris » comme auraient dit les Romains. Cette assertion nous paraît étrange : la matière du casier, qui touche à l'état des personnes, est d'ordre essentiellement législatif et la loi de 1899 couvre une irrégularité. Mais comme le régime des circulaires a duré un demi-siècle, il aurait pu durer quelques années de plus : le régime des circulaires ministérielles se serait mieux prêté à l'expérimentation de diverses réformes ; or cela est peut-être nécessaire, vu les difficultés sérieuses que l'on a rencontrées dans la détermination des mesures pratiques à prendre. Au dire des rapporteurs du projet de loi « eux-mêmes, l'on ne savait trop que mettre à la place de ce qui existait ».

l'établissement des dépôts des bulletins de condamnations, de l'emploi des bulletins individuels en place des registres, sont autant de points établis par la pratique et sur lesquels il est inutile d'insister.

Le principe de cette méthode est susceptible d'applications diverses. On a proposé l'établissement d'un casier civil, destiné à remédier à l'insuffisance, vis-à-vis des tiers, du mode légal de publicité donnée aux faits de l'état civil (1). Les commodités que cette institution créerait ne seraient-elles pas largement compensées par le trouble apporté à la liberté de chaque citoyen qui serait classé, étiqueté selon sa capacité et dont la vie serait livrée aux investigations curieuses et malveillantes ?

On a préconisé « la création d'un casier général pour la recherche et la surveillance des malfaiteurs » (2). La préfecture de police de Paris a un casier de ce genre, où sont conservées les mentions des recherches ordonnées par différents parquets à l'égard d'inculpés soupçonnés de s'être réfugiés à Paris.

Enfin, depuis 1882, on a adopté l'idée de M. Alphonse Bertillon, de l'application des procédés de l'anatomie anthropologique aux questions de l'identification judiciaire (3). Cette méthode, basée essentiellement sur la

(1) V. de Neyremand, *De l'inst. d'un cas. civ. France jud.*, 1. (1878-79). L. Theureau. — Cocat. (Thèse, Fac. de Grenoble, 1898).

(2) Brochure de H. Gilbrin, procureur de la République à Mantes. Voir égal. Choucel, *Journ. du Min. pub.*, année 1877, p. 10 et s.

(3) M. A. Bertillon (*V. L'identification anthropométrique*) a fait un traité méthodique du signalement humain.

mensuration de diverses longueurs osseuses, vient compléter heureusement le système des casiers : la présence d'un nom déclaré par le délinquant, sur un registre de l'état civil suffit pour affirmer que l'état civil en question existe réellement, mais ne prouve pas que ce nom correspond à celui de l'individu que l'on a sous la main. Mais le signalement anthropométrique correspondant à un signalement déjà recueilli, prouve l'identité d'un récidiviste et met sur la trace de son véritable état civil. Le service anthropométrique fonctionne depuis 1882 et donne les plus heureux résultats.

§ 2. — Définitions et généralités ; question que soulève actuellement le casier judiciaire. Le sentiment de l'équité en opposition avec le sentiment de l'honnêteté publique. — Division générale.

La collection des bulletins rédigés à la suite de toute condamnation pénale ou disciplinaire, et classés par ordre alphabétique dans des armoires à cases intérieures, constitue les casiers judiciaires proprement dits ; dans un sens plus étendu, cette expression désigne l'institution tout entière et ses rouages divers. L'ensemble des bulletins concernant un même individu fournit sa biographie judiciaire ; ces bulletins, dits bulletins n° 1, déposés au greffe du tribunal de première instance du lieu de naissance des intéressés, sont immobilisés et ne sortent pas du greffe.

Personne n'a proposé de toucher à ces bulletins n° 1 :

c'est l'enregistrement pur et simple de toutes les condamnations encourues par un homme, et cet enregistrement une fois réalisé est perpétuel.

Ces condamnations sont divulguées par le moyen de bulletins, copies des premiers, et que l'on a numérotés pour les distinguer : le bulletin n° 2, destiné aux magistrats et aux administrations ; le bulletin n° 3, destiné uniquement aux particuliers (1).

Lorsque fut trouvée la méthode vraiment pratique, grâce à laquelle on peut reconstituer presque infailliblement le passé judiciaire de tout citoyen, l'on ne vit que les avantages à retirer de cette institution ; l'on pensa qu'on ne saurait trop utiliser l'arme terrible qu'on s'imaginait avoir forgée contre la criminalité. L'expérience a démontré combien la divulgation des renseignements très précis et très exacts ainsi recueillis, pouvait être dangereuse. Alors s'est posée la question de savoir à qui doit être ouvert le casier judiciaire et de déterminer quelles mentions doivent être publiées.

On a aisément admis, et avec beaucoup de raison, qu'une distinction fondamentale, fondée sur la qualité des personnes qui demandent des extraits, devait être faite ; les fautes, les défaillances de la vie des citoyens ne doivent pas être portées à la connaissance des particuliers de même qu'à celle des agents délégataires des pouvoirs publics.

(1) Avant la loi du 5 août 1899, tous « les extraits » du casier judiciaire étaient uniformément dénommés : bulletins n° 2.

L'État a pour mission de protéger l'exercice des droits individuels et d'assurer à chacun sa liberté d'action dans les limites fixées par la loi morale ; il a donc le droit de surveiller ceux qu'une première faute indique comme dangereux pour la sécurité publique et l'ordre qu'il est chargé de faire respecter. D'ailleurs, si l'on reconnaît que l'intervention du pouvoir est légitime, lorsqu'il applique une peine à l'auteur d'une lésion de droit, lorsqu'il prive un individu de ses droits les plus sacrés, de sa liberté, de ses biens, de sa vie, il faut admettre que la connaissance de la vie tout entière de l'individu est nécessaire pour apprécier si la répression doit être sévère ou indulgente, pour déterminer la part de liberté, de droits, d'estime, de considération qui doit être laissée à chaque délinquant.

Aussi l'on ne conteste pas que le casier judiciaire doive être mis à la disposition des magistrats du parquet et de l'instruction et des tribunaux, ainsi que du Gouvernement et des autorités qui en émanent directement. Mais les particuliers n'ont pas à rechercher les malfaiteurs, ni à les châtier, ni à assurer l'application de la peine.

Faut-il que les fautes passées soient perpétuées dans la mémoire des hommes ? On a dit que l'autorité, après avoir publiquement constaté les délits et prononcé les peines, ne peut pas étouffer systématiquement l'écho des arrêts rendus, qu'elle ne peut pas relancer en quelque sorte dans la circulation sociale, comme des person-

nages intacts, des hommes que les magistrats ont dû châtier. Pourtant, incombe-t-il à l'État une sorte d'obligation morale de prévenir les particuliers de la situation des libérés, et de ne pas leur refuser les renseignements qu'il a recueillis pour lui ? Si cela était, on pourrait généraliser et demander que toutes les administrations publiques ouvrent leurs dossiers au premier venu. Une telle pratique peut rendre à quelques-uns de réels services, mais elle ne semble pas commandée par l'équité.

Le casier judiciaire est le fidèle reflet de la vérité, il relate des faits avérés ; toute action reste à la charge de son auteur, responsable de chacun des instants de son existence : mais est-ce à dire que le sentiment de l'équité exige la divulgation d'une faute par ceux qui la connaissent ? Dire le mal de quelqu'un, c'est le faire apprécier seulement d'après ce qu'il y a de mauvais en lui, c'est lui nuire, le diffamer, mais ce n'est pas lui rendre justice.

Aussi le législateur de 1810 a-t-il voulu que l'écho de la punition ait une répercussion proportionnée à la perturbation sociale qu'a causée la faute. L'esprit de notre Code pénal est que la publicité d'un jugement ne puisse avoir lieu que lorsqu'elle a été expressément ordonnée par le magistrat, dans des cas et par des procédés strictement limités. L'esprit de nos lois sur la diffamation est qu'il n'est pas permis de jeter à la face d'un homme le fait le plus avéré et le plus certain.

On ne veut pas qu'un libéré passe pour un homme

irréprochable, honnête légalement ; il faut donc qu'il soit « marqué », séparé effectivement de la masse honnête, des non-condamnés, comme si une condamnation donnait la mesure adéquate de la moralité de l'agent ! Or cela n'est pas, quoique ceux qui ont été condamnés retombent très souvent dans le crime, quoique le vice criminel semble résider en un cercle d'individus sans cesse frappés par les arrêts de la justice. Le délit n'est pas causé par une force unique, accumulée et isolée dans un individu : l'immoralité ne serait-elle pas plutôt la résultante d'une complexité de forces convergentes à un instant donné ? Si le délinquant n'est pas un être spécial, s'il n'a pas une psychologie particulière, ce qui tendrait à le faire passer pour irresponsable, chez le plus misérable des repris de justice il reste une étincelle d'honnêteté qui peut luire à un moment donné. D'ailleurs, à côté de ceux que l'on nomme « les incorrigibles » il y a des délinquants « d'accident », qui ont agi sous l'empire d'un sentiment soudain, très vif ; il y a des impulsifs qui ont cédé à un ensemble de circonstances physiques et morales auxquelles ils étaient incapables de résister ; il y a des coupables qui n'ont pas été inspirés par des mobiles vils et déshonorants, par un but honteux : pour tous ceux-là, il suffirait de peu de chose pour les doter d'une somme moyenne d'honnêteté. Même au moment du délit, leur moralité est-elle bien différente de celle d'une foule de gens qui ne doivent leur honnêteté qu'à des circonstances heureuses

de leur vie et qui ne sont par conséquent que des honnêtes gens d'occasion !

Si la vertu n'est pas exclusivement l'apanage des uns, le vice celui des autres, une sorte de division générale des individus en deux classes, les bons et les mauvais, suivant qu'ils ont été condamnés ou non, est foncièrement injuste.

Mais alors, les considérations de justice se heurteraient, paraît-il, au sentiment de l'honnêteté publique qui demande qu'une faute commise ne soit pas ignorée, qu'un libéré reste en toutes circonstances courbé sous le poids de ses fautes ! Que la conscience populaire ait des jugements parfois peu conformes au sens moral, cela n'est pas surprenant : bien souvent, écrivains et moralistes ont décrit comment se forment les préjugés sociaux, et par quel phénomène bizarre, quel prodige néfaste, de l'agglomération d'éléments excellents dérive une force mauvaise, un monstre de cruauté et d'inconscience. Dans notre cas, personne ne peut soutenir que ceux que les arrêts de la justice ont frappés doivent, quel que soit leur repentir, leur conduite postérieure, rester l'objet d'une aversion générale et systématique. Pourtant la foule, la masse des honnêtes gens voudrait que certaines individualités, grâce à l'institution du casier judiciaire, soient autorisées à reconnaître infailliblement les libérés et par suite à les frapper de réprobation, d'ostracisme : car l'horreur que fait naître la divulgation d'une faute même ancienne, même rache-

tée, inspire instinctivement l'horreur du malfaiteur (1). Or n'est-ce pas précisément afin d'éviter les excès auxquels porte ce sentiment instinctif, que l'État a enlevé aux particuliers le droit de punir les infractions ? Après avoir subi la dose de répression que le pouvoir social inflige, le condamné doit-il être livré sans réserves à la vindicte privée ?

Que l'on parle d'un sentiment d'honnêteté publique ou que l'on parle de préjugés sociaux, il n'en est pas moins vrai qu'en chacun de nous réside, profondément enracinée, la cause première de cette sévérité excessive dont le public est tenté bien souvent d'accabler l'auteur d'une infraction ? Suivant M. Garofalo, « les malfaiteurs sont l'objet de la haine universelle, parce que les conditions qui expliquent l'anomalie d'où dérive le crime ne peuvent être connues du peuple, elles ne sont étudiées que des savants et des spécialistes : d'ailleurs, même chez ces derniers, si la connaissance des causes fait disparaître la haine, un autre sentiment qui l'égale ou à peu près ne pourra pas ne pas persister :

(1) « La foule honnête sympathisant avec la victime du criminel veut et ne peut réparer son malheur ; elle s'en prend à l'auteur de cette impuissance, elle le hait d'autant plus et se procure un soulagement momentané en le châtiant. Il semble presque, tant la ténacité de ce sentiment est remarquable, en dépit de tout calcul et de tout raisonnement, qu'une loi supérieure intervienne ici, qu'un écho social de la mystérieuse loi physique sur la réaction égale et contraire à l'action se fasse vaguement sentir dans ce penchant qui nous porte irrésistiblement à nous venger d'un délit comme à contredire une erreur. On se venge par la même raison qu'on réfute spontanément, souvent sans besoin. » G. Tarde (*Philosophie pénale*, p. 364).

la répugnance pour des êtres si dissemblables, si mal-faisants ».

Quoi qu'il en soit, indignation ou soif de vengeance, haine ou répugnance, cet instinct, cette force spontanée et irraisonnée ne doit pas être le guide à prendre pour déterminer quelle est la publicité à donner aux condamnations, puisque du fait qu'un condamné sera connu pour tel, on peut induire qu'il sera traité injustement. Pourtant l'on dit que la conscience populaire réclame cette divulgation, et, pour conserver une sorte « d'atmosphère d'honnêteté » il ne faut pas que les prescriptions du pouvoir blessent *l'âme des foules*.

Alors il faudrait que l'État, personnification des intérêts de tous, suivant des considérations morales et pratiques, d'après les mœurs, les usages, les sentiments et les préjugés mêmes du peuple, détermine et limite la mesure dans laquelle la nécessité de punir sera satisfaite et non dépassée !

De cet aperçu général, nous pouvons conclure que la tâche du législateur était délicate et ardue ; dans notre deuxième partie, nous examinerons les innovations apportées à la matière du casier judiciaire, ainsi qu'une réforme hardie qui est venue s'y juxtaposer : la réhabilitation de droit.

Mais auparavant nous avons à nous demander si la voie dans laquelle s'est engagé le législateur est la meilleure. Nous étudierons donc sous toutes ses faces, le problème délicat et complexe : les renseignements ju-

diciaires doivent-ils être divulgués ? Et si toutes les mentions de condamnations ne doivent pas rester clandestines, réservées à l'État, comment déterminer les mentions à communiquer aux particuliers ? Vraisemblablement, la loi nouvelle n'a pas donné la formule définitive, la solution sans appel ; elle marque seulement une phase dans la réforme. La discussion reste ouverte ; elle reviendra peut-être à l'ordre du jour lorsque la pratique aura démontré combien les innovations actuelles sont stériles !...

Au moment où une étape vient d'être franchie, nous allons essayer de réunir les principales idées que peut soulever cette question, de les analyser, de les ramener à des concepts généraux, afin de juger celles qui résistent à l'analyse, celles dans lesquelles la solution vraie, définitive, peut être entrevue.

PREMIÈRE PARTIE

DE L'UTILISATION DU CASIER JUDICIAIRE ET DES THÉORIES DIVERSES RELATIVES A LA COMMUNI- CATION DU CASIER AUX PARTICULIERS.

CHAPITRE PREMIER

DE L'USAGE DU CASIER JUDICIAIRE POUR LES BESOINS DE L'ÉTAT.

Les bulletins de condamnations et les extraits des casiers destinés aux agents délégataires de la puissance publique ne sont autre chose que des documents administratifs : ils ne nuisent pas au libéré en entraînant une incapacité spéciale, car ils ne servent qu'à faire appliquer les peines juridiquement prononcées. Généralement, ils ne servent qu'à permettre de faire subir les déchéances qui frappent les délinquants, traités d'après le texte et les principes des lois établies.

Dans ce rôle, les avantages très réels et très importants du casier judiciaire ne sont pas contrebalancés par de graves inconvénients.

La connaissance des antécédents judiciaires est indispensable à la bonne administration de la justice. Les tendances actuelles portent à se moins préoccuper de la matérialité du fait, à faire une part de plus en plus large à la moralité ou à l'immoralité de l'agent. On ne s'applique plus à distribuer « une livre de peine pour une livre de délit ». Le juge doit « individualiser » la peine ; il tient compte de tous les éléments qui peuvent indiquer le degré de perversité, de culpabilité de l'agent et le casier judiciaire lui fournit une base précieuse d'appréciation.

A un point de vue scientifique, le casier est utile en ce qu'il permet l'établissement d'une statistique de la récidive (1) et de la criminalité en général. La statistique, en indiquant la courbe que décrit la criminalité, éclaire le juge sur la répression particulière qui doit s'attacher à telle ou telle catégorie d'infractions ; de plus, la statistique criminelle peut aider à trouver la cause des faits qu'elle constate et mettre le législateur sur la voie des réformes rendues nécessaires.

D'une façon plus directe et plus usuelle, le juge a recours au casier judiciaire pour appliquer diverses lois pénales ; l'auteur d'une infraction doit subir un traite-

(1) Voir sur cette question, le rapport de M. Kölner au congrès de Paris (*de l'Union int. de droit pénal*) : De la méthode relative à l'organisation d'une statistique scientifique et uniforme de la récidive. *Bulletin de l'Union*, année 1893, p. 146-263. — V. également : congrès d'Anvers, mémoire de MM. G von Mayr, Garçon et Kölner, année 1894, p. 161.

ment différent suivant qu'il est délinquant primaire, récidiviste ou relégable ; ce sont là trois catégories de malfaiteurs dont la distinction est indispensable pour l'application des articles 56, 57 et 58 du Code pénal, des lois du 14 août 1885 et du 26 mars 1891. L'application régulière des dispositions légales sur la libération conditionnelle, la réhabilitation, le sursis à l'exécution des peines, la récidive, la relégation, exige la connaissance exacte des antécédents judiciaires du prévenu ou du condamné (1) ; la rapidité et la facilité avec lesquelles ces renseignements sont obtenus abrègent la durée des recherches, et par suite de la prison préventive.

Le casier judiciaire sert également à constater l'incapacité politique : il importe que les individus frappés de déchéances électorales soient écartés du scrutin ; le décret organique du 2 février 1852, les lois du 30 novembre 1875 et du 24 janvier 1889 édictent ces déchéances. Il est erroné de dire « que les casiers judiciaires constituent par eux-mêmes, surtout dans un pays de suffrage universel, une des plus dures pénalités, qui est d'exclure pour toujours les personnes qu'ils concernent de l'exercice de leurs droits de citoyens, sans qu'un tribunal quelconque leur ait légalement enlevé ces droits » (2). Car si le casier judiciaire permet d'écarter du scrutin ceux qui ne sont ni électeurs ni éligibles par

(1) « Le casier judiciaire est un mécanisme accessoire des lois sur la récidive. » Garraud, *Traité de dr. crim.*, t. 1, p. 370.

(2) Theureau, *Le casier judiciaire et un projet d'un casier civil*, p. 67,

suite d'une condamnation, s'il permet que des dispositions légales ne soient pas considérées comme non avenues, il ne crée évidemment pas l'incapacité politique ; si celle-ci constitue une pénalité trop forte, qui dure trop longtemps, c'est à elle-même qu'il faut s'en prendre. C'est ce qu'a reconnu le législateur en introduisant la réhabilitation de droit.

Les renseignements du casier sont encore communiqués à l'autorité administrative pour contrôler la liste des jurés (1) ; aux autorités militaire et maritime pour exclure les indignes du cadre de l'armée (2) ; aux ad-

(1) L'incapacité d'être juré résulte de l'article 2 de la loi des 21-24 novembre 1872 sur le jury.

(2) La loi du 13 juillet 1883 après avoir énuméré les condamnés ou relégués qu'elle exclut de l'armée, répartit en deux catégories les délinquants admis à servir. Les uns entrent dans l'armée continentale au même titre que les hommes dont le casier est vierge, les autres sont dirigés sur les bataillons d'infanterie légère d'Afrique. Ces derniers doivent avoir été condamnés soit pour crime à une peine correctionnelle, soit pour vol, abus de confiance, escroquerie, attentat aux mœurs, à un emprisonnement de trois mois (art. 4 et 5). A cette règle générale une exception a été apportée par la loi du 1^{er} mai 1897 qui a modifié, en faveur des hommes auxquels il aura été fait application de la loi du 26 mars 1891, les articles 5, 48 et 55 de la loi du 13 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée. Les hommes condamnés avec sursis sont versés dans l'armée continentale, peuvent contracter des engagements volontaires, mais en cas d'inconduite grave durant leur présence sous les drapeaux, ces hommes pourront, sur la proposition de leur chef de corps et par décision ministérielle, être envoyés aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique, ou en temps de paix, à des compagnies spécialement désignées pour accomplir leurs périodes d'exercices. C'est là une heureuse application de l'idée que la condamnation avec sursis n'est qu'une condamnation conditionnelle, un avertissement, une admonition ; s'il est bon d'éviter au condamné le démoralisant séjour à la prison, à plus forte raison faut-il le préserver à la ca-

ministrations publiques de l'État saisies de demandes d'emploi, ou en vue de poursuites disciplinaires ou de l'ouverture d'une école privée conformément à la loi du 30 octobre 1886.

En principe, les bulletins réclamés par l'Etat à ces fins ne comprennent que les mentions nécessaires, c'est-à-dire celles visées par les lois spéciales militaires, maritimes ou politiques. Pourtant, dans un intérêt supérieur de discipline, l'on donne connaissance aux autorités militaire et maritime de toute condamnation même à l'amende, et de tout jugement de faillite ou de liquidation judiciaire concernant un citoyen soumis, en raison de son âge, à l'obligation du service militaire ou maritime, c'est-à-dire un militaire ou marin de l'armée active, de la réserve, de l'armée territoriale ou de la réserve de l'armée territoriale ou des services auxiliaires. Les décisions dont il s'agit sont uniquement celles intervenues postérieurement à l'entrée au service, à un moment où le soldat, qu'il soit au corps ou dans ses foyers, est responsable de ses actes vis-à-vis de l'autorité militaire (1).

D'autre part, l'on communique intégralement à l'administration publique saisie d'une demande d'emploi, le passé judiciaire du candidat ; pratiquement,

serne d'une promiscuité forcée et constante avec des repris de justice très dangereux.

(1) Cette communication, faite par duplicata du casier judiciaire, est indispensable pour les promotions et nominations ; la conduite du soldat, qu'il soit au corps ou dans ses foyers, doit être appréciée par ses chefs.

cela aboutit à l'exclusion de tout libéré. Nous sommes là en présence d'une certaine « incapacité d'occuper une fonction publique », incapacité qui le plus souvent n'est pas ordonnée par la loi. On justifie cette pratique en disant que tout fonctionnaire détient une parcelle d'autorité, et que, par suite, il faut exiger de lui un passé irréprochable. Pourtant il est une multitude de petits fonctionnaires, dont l'autorité est bien minime ! L'on ne devrait certainement pas éliminer les libérés dont la moralité n'a pas été sérieusement compromise ; bien souvent, il n'en est pas ainsi, surtout pour les emplois les plus humbles (1).

Nous nous trouvons donc, dans ce cas, en présence d'un inconvénient du casier judiciaire ; nous croyons que des lois spéciales devraient déterminer d'une façon précise les condamnations qui rendent un citoyen incapable d'occuper tel ou tel emploi public, et que les administrations ne devraient pas avoir à se préoccuper des autres décisions rendues contre un candidat.

(1) Par une bizarre anomalie, le casier judiciaire relatant une condamnation insignifiante, n'empêche pas d'arriver aux plus hautes fonctions ; on a cité des exemples bien connus, un Premier Président, un ministre de l'intérieur ; mais ces mêmes personnages auraient trouvé un obstacle invincible à l'obtention d'un emploi de facteur rural, d'allumeur de réverbère ou de garde champêtre. M. Béranger (séance du Sénat, 8 déc. 1898) rapporte qu'un balayeur de la Ville de Paris, employé depuis 4 années à titre d'auxiliaire, est chassé au moment d'être titularisé, parce qu'on découvre qu'il a « un casier judiciaire » ! Une condamnation qui n'empêche pas un homme de devenir ministre, sera pour lui un obstacle invincible s'il veut devenir balayeur de la Ville de Paris.

Mais le mal ne serait pas grand si, en réservant les emplois publics aux non-condamnés, les libérés pouvaient librement tourner leur activité vers d'autres travaux ; d'ailleurs, sans toucher au casier, il est possible de modifier par des instructions ou circulaires ministérielles, la sévérité des règlements administratifs. Ce ne sont donc pas les renseignements réclamés par l'État qui peuvent soulever des protestations sérieuses et légitimes. Aussi, dans les chapitres suivants, nous considérerons uniquement le casier judiciaire dans un deuxième rôle.

CHAPITRE II

DE L'USAGE DU CASIER JUDICIAIRE POUR LES BESOINS DES PARTICULIERS.

§ 1. — Principe du Code d'instruction criminelle. — Innovation de M. le Garde des sceaux Rouher en 1850; intentions des promoteurs du casier. — Effets réels. — Première réforme en 1876.

Les malfaiteurs dont les antécédents sont dénoncés aux particuliers, sont traités suivant les coutumes, les mœurs, les règles des relations privées. Par conséquent, on serait volontiers enclin à dire que, si les libérés se trouvent trop durement et injustement traités, ce sont les habitudes du peuple, c'est l'opinion publique qu'il faut réformer. Il faut développer le jugement et les idées de chacun, de telle sorte que le public ne s'effarouche pas outre mesure d'une condamnation qui n'indique pas une réelle perversité de l'agent.

Mais si les pouvoirs publics ont la faculté de réduire les exigences sévères des règlements administratifs, les sentiments intimes, l'opinion publique leur échappent. Il est téméraire de croire que l'on puisse développer l'éducation intellectuelle et morale des particuliers jusqu'à leur faire juger humainement des choses humaines, jusqu'à faire communément admettre que souvent

une condamnation n'est pas plus une présomption de criminalité que l'absence d'antécédents judiciaires n'est une garantie de bonne conduite pour l'avenir. Agir dans ce sens sur la masse du public est une œuvre difficile, lente, qui ne peut donner que des résultats bien incertains (1). Force est donc à l'autorité de ne permettre qu'avec la plus grande prudence la divulgation de la situation des libérés, et par conséquent, de toucher à l'institution du casier judiciaire par qui cette divulgation est possible.

La question de la communication des renseignements judiciaires a subi, en notre siècle, diverses fluctuations.

Les registres généraux, établis au ministère de l'intérieur et à celui de la justice par le Code d'instruction criminelle, devaient être absolument secrets ; les Somniers de la préfecture de police ont toujours conservé ce caractère. Par les travaux préparatoires, nous voyons que la question de principe a été débattue et tranchée. D'après le projet de loi primitif, un alinéa ainsi conçu devait terminer l'article 602 du Code d'instruction criminelle : « Il pourra être délivré aux fonctionnaires et

(1) « Que l'Administration favorise la création et le développement des institutions de patronage, c'est le vœu de la loi du 14 août 1883 ; c'est à ces institutions qu'il appartiendra de peser sur les mœurs et sur les habitudes pour empêcher que les portes ne soient impitoyablement fermées aux condamnés repentants et qui veulent demander au travail le moyen de reprendre leur rang dans la société. » Rapport de M. le conseiller d'Etat Jacquin. — Sans doute, voilà d'excellentes mesures ; mais sont-elles actuellement suffisamment efficaces ? Quand le deviendront-elles ?

officiers publics compétents, et aux parties intéressées les extraits qui seront demandés. » Lors de la discussion devant le Conseil d'État, cet alinéa fut supprimé sur la proposition de Regnault de Saint-Jean d'Angely (1), parce que, dit-il, « il importe d'empêcher qu'un malveillant n'abuse de cette disposition pour lever des extraits et les faire insérer méchamment dans les journaux ».

L'intention du législateur de 1808 était donc bien clairement, bien nettement exprimée ; d'ailleurs, en pratique, les registres généraux qui ne purent suffire aux besoins de l'État, n'étaient guère susceptibles d'une utilisation privée.

Le garde des sceaux de 1850 crut devoir admettre un principe contraire. Le casier judiciaire parut être la prolongation, le complément de l'état des personnes ; on décida qu'il serait public de même que les actes de l'état civil. Quelles furent exactement les intentions des promoteurs de la méthode administrative nouvelle ? D'après M. Bérenger : « On ne s'expliqua pas sur le point de savoir quels seraient les caractères de la nouvelle institution à laquelle on donna le nom de casier judiciaire ; c'est dire que le casier conserva en fait le caractère des notices qu'il remplaçait. A l'origine le casier a donc été absolument secret et les premières circulaires ne lui ont pas donné un autre caractère » (2).

(1) Locré, *Législation commerciale, civile et criminelle de la France*, XXVIII, p. 103.

(2) *J. off.*, Sénat, séance du 8 décembre 1898.

Ainsi, d'après M. Bérenger, la publicité du casier se serait introduite abusivement dans la suite. Cela ne nous paraît pas exact. Cependant il est certain que M. Rouher n'autorisa la publicité du casier que sous conditions, et qu'il n'entendait pas accorder aux particuliers un droit absolu et général. La circulaire organique du 6 novembre 1850, parlant des avantages du casier au point de vue des relations des citoyens entre eux, dit que « la délivrance des renseignements contenus aux casiers judiciaires à d'autres qu'aux magistrats de l'ordre judiciaire ne pourra jamais avoir lieu qu'après le visa du procureur de la République. Les bulletins recueillis aux casiers ne sont en effet pour la plupart que des extraits des procédures criminelles, et il appartient au ministère public d'examiner dans quel cas ils peuvent *sans inconvénients* être livrés à la publicité. »

Dans une circulaire postérieure, le garde des sceaux ajoute : « On m'a demandé dans quel esprit devait s'entendre la communication à faire aux simples particuliers des renseignements contenus aux casiers judiciaires ; ma pensée est que la publicité doit être la règle et que la communication doit être accordée chaque fois que le ministère public reconnaît que la demande qui en est faite s'appuie sur *des motifs sérieux et légitimes*. »

M. Rouher a sans doute pensé qu'en réglementant ainsi la publicité du casier, elle échapperait à toute critique et ne pourrait entraîner aucun danger, puis-

qu'elle était sous le contrôle, soumise entièrement à l'acceptation de la justice. Dès l'instant où cette publicité deviendrait abusive, par l'usage qu'en feraient les particuliers, ce devait être le droit et le devoir du ministère public d'intervenir, d'apprécier le bien-fondé de toute délivrance ainsi que les suites qu'elle pourrait avoir ; les administrations publiques et les magistrats de l'ordre judiciaire avaient un droit tout autre à la délivrance des extraits.

Mais en pratique, et ce fut là un abus, le visa du procureur de la République resta toujours une pure formalité : la demande d'extrait ne fut jamais refusée. Souvent même on s'adressa directement et verbalement au greffier, qui délivrait le bulletin sans même consulter le parquet ; plusieurs circulaires ministérielles constatent cette irrégularité et rappellent que toute demande doit être adressée par écrit au procureur de la République.

L'institution n'eut pas immédiatement le succès auprès du public qu'espéraient ses promoteurs ; M. Bonneville de Marsangy avait évalué à 500.000 le nombre des bulletins qui devaient être délivrés annuellement pour les besoins des particuliers, et à 2.000.000 le nombre des bulletins qui devaient être réclamés pour les demandes d'emplois publics ; il avait signalé certains faits déplorables provenant de l'impossibilité de connaître le passé d'un individu d'apparente honorabilité : ainsi, des pères de famille acceptaient à leur insu pour gendres d'an-

ciens repris de justice, à leur insu de riches banquiers choisissaient pour caissiers d'anciens voleurs, des négociants acceptaient pour associés d'anciens forçats, etc. etc. On croyait donc que les particuliers « sur le point de conclure une affaire importante de famille ou de commerce », s'empresseraient de s'enquérir du casier judiciaire (1). Comme les bulletins étaient tarifés, ce devait être la source de beaux profits pour le Trésor. Cependant l'opération financière ne fut pas très brillante pendant de nombreuses années.

M. O. Despatys constate que le nombre des bulletins délivrés jusqu'en 1870 ne fut que de 36.000. En 1874, le chiffre annuel n'est encore que de 1.099. Les administrations publiques mêmes ne se préoccupent guère des condamnations passées pour choisir leurs employés. C'est ce que remarque M. Despatys (2) : « ...La jonction d'un bulletin n'est pas en principe exigée. Il n'y a pas de règles précises à cet égard. Dans la pratique, le gouvernement ayant tous les moyens possibles de s'éclairer sur les antécédents, la famille, l'honorabilité des candidats, est suffisamment édifié sans recourir aux

(1) Le garde des sceaux de 1850 a prévu que le casier serait un « terrible châtiment pour les coupables » ; cette prédiction s'est réalisée, mais un quart de siècle plus tard. Il est surprenant que M. Rouher ne se soit pas demandé s'il n'excédait pas la limite de ses attributions ! D'après l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme, « nul ne peut être puni, qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée ».

(2) O. Despatys, *Traité théorique et pratique du casier judiciaire en France et à l'étranger*, p. 163.

casiers judiciaires pour donner aux requêtes la suite qui leur convient. » Ainsi quand on adresse au gouvernement une demande d'emploi, il n'est pas nécessaire d'y joindre un bulletin n° 2. C'est l'exception et non la règle.

A plus forte raison, le casier judiciaire n'était-il guère utilisé au point de vue des relations sociales. C'est pourquoi la publicité du casier ne souleva pas de protestations pendant de nombreuses années.

Mais si, à cette époque, les particuliers ne tenaient pas à contrôler leur honorabilité les uns par les autres, en revanche certains individus, dans un but de chantage et de diffamation, se faisaient délivrer un extrait du casier judiciaire d'une personne, et la menaçaient de divulguer ses condamnations ; ou bien ils faisaient insérer les renseignements obtenus dans un journal, et un commerçant rival, un concurrent quelconque, un ennemi, était ruiné, discrédité, voué à l'opprobre.

Pour éviter qu'une institution, destinée en principe à aider la justice, servît à favoriser de mauvais desseins, M. Dufaure, garde des sceaux, a édicté dans les circulaires ministérielles du 14 août et du 6 décembre 1876, des prescriptions très nettes pour interdire que les extraits du casier puissent être délivrés à d'autres qu'à la justice, aux administrations publiques et à la personne intéressée.

Comme un individu ne demande pas un bulletin de condamnation pour son édification personnelle mais

bien pour celle d'autrui, il résulte de cette pratique une publicité indirecte, « oblique » suivant l'expression de M. Leveillé. C'est la seule admise depuis les circulaires de 1876 ; c'est celle qui a été consacrée par l'article 6 de la loi du 5 août 1899 : « Un bulletin n° 3 peut être réclamé par la personne qu'il concerne. Il ne doit, dans aucun cas, être délivré à un tiers » (1).

§ 2. — La publicité oblique ; conséquences.
Réformes proposées.

Le ministère public aurait pu, à toute époque, refuser un extrait du casier à un particulier, que ce soit un tiers ou la partie intéressée ; comme il n'usait jamais de ce droit, on fut forcé de limiter la délivrance du casier pour remédier aux premiers inconvénients qui surgirent.

Le libéré est donc seul à avoir le relevé de ses condamnations ; il est libre de le tenir secret, en ce sens qu'il n'existe aucun moyen de contrainte légale pour le forcer à le divulguer. Ainsi, au moment de l'exercice des droits électoraux, des électeurs sont soupçonnés d'avoir subi des condamnations les privant du droit de

(1) M. J. Lacointa (*Bull. Soc. des pris.*, année 1893, p. 303) dit que dès le début, la règle était que l'extrait du casier ne devait être délivré qu'à la personne qu'il concerne : par un abus on arriva à délivrer cet extrait aux tiers. Nulle part nous n'avons retrouvé le principe d'une distinction originaire entre la partie intéressée et les tiers ; mais partout, le principe qu'il appartient au magistrat le droit de refuser à tout particulier la délivrance du casier.

vote ; ou bien, des individus doivent être témoins, et il y a quelque intérêt à établir qu'ils sont sous le coup d'une incapacité qui ne permet pas d'accepter leur témoignage : dans aucune circonstance, ni les parties intéressées, ni le maire, ni le juge, ni aucune autorité ne pourront exiger d'un individu qu'il apporte lui-même la preuve de son ignominie ou de son passé sans tache (1).

Mais cette liberté effective n'est qu'illusoire, pour une certaine classe de la société du moins. Les instruments de travail sont monopolisés entre les mains de quelques-uns : les capitalistes, les patrons, les employeurs pour nous servir d'une expression consacrée. Ceux qui demandent à ce qu'on leur fournisse ces instruments de travail, les ouvriers, les employés sont dans un rapport de dépendance d'où peut résulter une contrainte morale assez puissante, assez déterminante pour qu'ils exhibent leur casier, puisqu'elle a pour levier la nécessité de parer aux besoins primordiaux de l'existence.

Ce n'est guère que lorsqu'une contrainte de ce genre existe que l'extrait du casier est demandé et livré à la connaissance d'un tiers par l'intéressé. Par suite d'une telle pratique, les libérés qui appartiennent à une certaine classe sociale ou qui se sont élevés à un certain rang malgré tous les obstacles, ne craignent plus le

(1) Voir à ce sujet la discussion à laquelle cette question donna naissance au Sénat. *J. off.*, séance du 8 décembre 1898, p. 975-976.

chantage et la diffamation. Mais une certaine égalité qui existait jadis a disparu. Le régime des premières Circulaires ministérielles, c'était le contrôle individuel et réciproque du passé judiciaire de tous les citoyens les uns par les autres. Maintenant, le casier, c'est le contrôle des puissants sur les nécessiteux, des riches sur les pauvres. L'inégalité des classes possédantes et des classes déshéritées est rendue plus choquante, l'antagonisme plus aigu. Comme le Trésor perçoit des droits pour chaque délivrance d'extrait, il en résulte un impôt grevant uniquement les travailleurs, la classe la plus pauvre de la société.

Ainsi, la publicité des informations judiciaires est restreinte, soit en ce que les parties intéressées seules ont le droit d'obtenir un extrait des condamnations, soit en ce que certains individus ont seuls le pouvoir effectif de le connaître. Cependant, c'est seulement depuis l'époque où ces restrictions ont été apportées que le casier judiciaire est entré réellement en faveur auprès des particuliers. Après avoir négligé longtemps la possibilité qui leur était offerte de s'enquérir des antécédents judiciaires, les administrations privées, les compagnies de chemins de fer, les patrons, en un mot les employeurs comprennent le parti qu'ils en peuvent tirer : se procurer gratuitement un indice parfois significatif de la moralité de leurs subordonnés, éviter les longueurs des enquêtes personnelles souvent difficiles, se mettre à l'abri de certains risques en éliminant au-

tomatiquement, systématiquement ceux qui ont été punis d'une faute par le pouvoir social. D'autre part, les non condamnés, la grande masse du public, ne s'opposent pas à cette coutume qui se propage rapidement : ils sont heureux d'avoir un moyen commode de prouver leur honorabilité en produisant un certificat officiel, et ils espèrent grâce à cette recommandation trouver facilement du travail.

Existe-t-il encore beaucoup de professions pour lesquelles on n'exige pas l'extrait du casier judiciaire ; y a-t-il des industriels qui, préoccupés des questions de philanthropie, consentent à employer des libérés qui leur paraissent susceptibles d'être ramenés au bien ? Nous ne pouvons apprécier la question. Mais on constate que l'usage d'exiger l'extrait du casier judiciaire se répand de plus en plus, et que le nombre des bulletins délivrés aux particuliers augmente d'une façon constante ; avant 1876, il était à peine de quelques milliers, maintenant il est de plusieurs centaines de mille. En 1889, ce chiffre atteint 163.000 ; en 1892, il est de 214.000 ; plus tard de 250.000, de 300.000 (1) ; depuis une vingtaine d'années, le mouvement ascensionnel du développement de l'institution ne fait que s'accroître.

(1) *J. off. Doc. parl.*, Sénat, 1898, p. 431. L'habitude prise de se servir du casier sera, verrons-nous plus loin, le grand obstacle pratique qui s'oppose à la suppression immédiate, soudaine du bulletin n° 3 ; c'est en même temps la raison d'être de cette suppression. On conçoit fort bien que l'institution du casier ait pu subsister de nombreuses années sans soulever de légitimes protestations puisque le public ne s'en préoccupait pas ou fort peu.

On ne saurait blâmer un patron de s'enquérir du passé de celui qu'il veut prendre à son service, surtout si l'on considère que l'article 1384 du Code civil le rend civilement responsable du délit commis par son préposé. Plus ces vieilles et respectables habitudes qui autrefois rapprochaient le maître du serviteur, et dans une certaine mesure plaçaient celui-ci parmi les membres de la famille, disparaissent, plus il semble nécessaire de demander une attestation officielle, rassurante, sur le passé des gens dont on devient responsable par le seul fait de leur admission dans un emploi et un service. Le nombre considérable des concurrents pour chaque place rend possible une sélection, que semblent exiger les conditions actuelles de la vie. Autrefois, l'homme mourait dans la petite ville où il était né, et où son existence entière s'était écoulée ; aujourd'hui, les gens se déplacent, apparaissent dans un milieu où ils étaient inconnus, et vont ensuite dépenser ailleurs leur activité sans que l'on puisse suivre leur trace. Parmi ces inconnus, les employeurs devront s'imputer d'avoir choisi des préposés infidèles, ignorants, négligents, peu soucieux des principes de la probité et de la morale !

Avant que l'usage du casier judiciaire fut entré dans les mœurs, les employeurs étaient garantis contre l'envahissement clandestin des repris de justice les plus dangereux par la Surveillance de la haute police. On a prétendu que cette Surveillance prolongeait injustement l'expiation après l'exécution de la peine, qu'elle

notait d'infamie le condamné, le chassait de la société par une sorte de damnation perpétuelle : elle rejetait, par un mouvement de flux et de reflux, les malheureux de la misère dans la prison, de la prison dans la misère.

Il y a une certaine analogie entre le casier judiciaire et la Surveillance de la haute police ; ces deux institutions ont pour fondement le droit de la société de se défendre contre les libérés, et le but à atteindre serait, non pas de constituer une pénalité, mais une garantie sociale. Mais est-il possible d'organiser cette garantie sociale, sans entraîner pour ceux qui ont un casier ou pour les surveillés, une peine incompatible avec les principes du droit moderne ? Le casier devrait atteindre ce but : dévoiler le passé du libéré à des gens qui ont un réel intérêt à le connaître, mais ne pas empêcher de travailler les individus qui voudraient vivre honnêtement. On s'était déjà préoccupé, pendant longtemps de résoudre ce problème : concilier la surveillance de l'Etat avec la nécessité de cacher à tous la situation du libéré qui, connue, le voue à l'opprobre et lui interdit tous moyens d'existence honnête (1).

(1) En contradiction avec cette préoccupation du législateur, se trouve le principe des promoteurs de la publicité du casier : « Nul citoyen une fois frappé par la justice, ne pourra plus, même en se dépayasant, cacher ses méfaits sous les dehors d'une fausse honorabilité, ni par conséquent obtenir de la bonne foi trompée du pouvoir ou des citoyens, les témoignages d'estime et de confiance qui doivent être réservés à l'honnête homme. »

Comme notre législation ne semblait pas pouvoir arriver à une solution satisfaisante de ce dernier problème, la Surveillance de la haute police a disparu (1) en 1885. Les Livrets ouvriers, considérés comme des instruments de servitude conduisant à l'avilissement, furent supprimés par la loi du 2 juin 1890 ; cependant ils pouvaient servir à faire admettre tout individu, à lui trouver de l'occupation, car le livret ne disait pas qu'un individu, n'avait pas subi de condamnation, mais qu'il avait travaillé et qu'il avait une certaine aptitude professionnelle.

Actuellement, si on laisse de côté le certificat de bonnes vie et mœurs qui est délivré par le maire du domicile et qui est dépourvu de toute valeur, parce qu'il est accordé sans vérification préalable, le casier judiciaire est le seul document officiel qui puisse fournir un indice de la moralité d'un individu ; la suppression des Livrets ouvriers et de la Surveillance de l'État a sans doute influencé l'extension de son usage.

La conséquence de cette pratique est que les libérés, ceux qui ont « un casier judiciaire », c'est-à-dire ceux

(1) Cependant la loi du 23 janvier 1874 présentait une solution presque satisfaisante : le condamné était libre de choisir et de changer le lieu de résidence ; mais il devait, 15 jours avant sa libération, indiquer celui qu'il avait choisi et de plus, il ne pouvait le quitter à moins de motifs exceptionnels qu'après l'avoir habité 6 mois. Ces mesures, bien moins rigoureuses que celle du Code pénal et de la loi de 1832, ont cependant été considérées comme dangereuses parce qu'elles exposaient le libéré à être reconnu pour tel par le public et qu'elles empêchaient ainsi le reclassement des libérés.

qui ne peuvent présenter un extrait vierge de toute mention, sont exclus par les employeurs. Ce n'est pas que ceux-ci partagent généralement l'opinion absurde qui consisterait à croire que toute condamnation rend inapte à un emploi quelconque ; certainement ils se rendent fort bien compte que le choix d'un employé devrait être basé sur la connaissance de la vie toute entière du candidat, de son individualité physique et morale ; ils savent que l'enquête personnelle devrait intervenir pour atténuer ou aggraver la signification apparente du passé judiciaire. Il est même probable que les patrons entrent dans ces considérations lorsqu'ils le peuvent sans trop d'embarras ; c'est pourquoi nous croyons que le bulletin du casier n'est guère exigé dans les petites industries, ou plutôt dans les industries où le nombre des employés est relativement restreint par rapport au nombre des patrons. Pour des raisons analogues, nous croyons pouvoir avancer, avec plus de certitude, que la publicité du casier est peu nuisible aux libérés de race paysanne. Mais pour eux, une autre raison leur fait trouver du travail : les travailleurs font généralement défaut dans les campagnes.

Mais dans les grandes industries, dans le haut commerce, alors qu'un seul employeur a parfois des centaines, des milliers d'employés, alors que patrons et salariés ne sont unis que par des liens fragiles, des pactes de travail qui se rompent suivant les intérêts momentanés de chacun, on comprend le succès d'un

procédé d'élimination uniforme, rapide, commode quoique grossier et superficiel ; on comprend la tendance générale à ne pas faire de distinctions, d'exceptions pour des individus dont on n'a pas le temps d'apprécier la moralité et que personne ne recommande ; ce seront seuls les employeurs philanthropes qui s'astreindront à cette besogne, puisqu'aucune utilité n'est en jeu pour eux et que le nombre des candidats est supérieur au nombre des emplois.

On comprend que la pratique que nous venons de décrire ait soulevé de vives critiques dès qu'elle se fût généralisée ; d'ailleurs un fait positif est là pour leur donner du poids. Les promoteurs du casier judiciaire crurent avoir imaginé une arme précieuse contre les malfaiteurs ; depuis une vingtaine d'années, le casier est devenu « le châtiment terrible » dont parlait M. Rouher en 1850. Or la criminalité est-elle refoulée ? Loin de là, le nombre des délits contre les propriétés, plus productifs que les délits contre les personnes, augmente sans cesse ; le nombre des récidivistes a doublé, triplé. Cela est d'une notoriété telle qu'il est fastidieux d'insister, alors que dans les feuilles quotidiennes même nous trouvons publiées des statistiques désolantes. Par contre, si nous regardons ce qui se passe dans un pays voisin, chez un peuple qui n'est certainement pas coupable de méconnaître par sentimentalité excessive le principe de l'utile, en Angleterre enfin, nous constatons que le casier judiciaire n'existe pas, que les notices ju-

diciaires sont rigoureusement secrètes, et que la criminalité diminue.

Les conséquences fâcheuses de la publicité du casier furent signalées dès 1878. Au Congrès de Stockholm, un délégué disait déjà : « Le public n'entre pas dans l'examen des causes qui ont déterminé la condamnation ; il n'en a pas le temps et n'en prend pas la peine. La gravité de la peine ne compte pas : le casier judiciaire dit tout et les portes se ferment devant l'individu bon ou mauvais, repentant ou non, qui est ainsi désigné à la réprobation publique » (1).

C'est ce qui fut répété plus tard aux Congrès pénitentiaires de Saint-Petersbourg (15-24 juin 1890) et d'Anvers (2) (9-15 octobre 1890), au Congrès de patronage tenu à Lyon en juin 1894 ; c'est ce que la grande majorité des membres des Sociétés de Patronage des libérés, est venue déclarer à la Société générale des prisons, où l'on se préoccupe très vivement de la question du casier depuis 1887 ; c'est ce qui est reconnu, en 1892, à l'Académie des sciences morales et politiques, lors du rapport présenté par M. Bérenger sur l'ouvrage de M. Theureau (3).

La question du casier judiciaire fut portée à diverses

(1) V. Compte-rendu du Congrès de Stockholm, p. 440.

(2) Actes du Cong., et *Bull. Soc. gén. des pris.*, année 1890, p. 925. Année 1891, p. 93.

(3) Séances et travaux de l'*Acad. des sciences mor. et polit.*, T. CXXXVII, p. 681 et suiv. Le rapport de M. Bérenger a été suivi d'une discussion intéressante.

reprises devant le Parlement depuis 1885 ; à cette époque déjà, Mgr Freppel disait, lors de la discussion de la loi sur la relégation, que « c'est grâce au casier judiciaire que de malheureux ouvriers ne trouvent de travail nulle part et sont mis à la porte des ateliers ». L'usage du casier est tellement courant, tellement entré dans les mœurs que diverses lois mentionnent incidemment cette institution extra-légale : la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire ; la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire ; la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement, celle du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

Pendant la discussion de cette dernière loi, M. Bérenger expose éloquemment les graves inconvénients de la publicité du casier, et pour la première fois, il fait apparaître l'institution sous son jour vrai : « Le casier judiciaire (1) est devenu une véritable peine, pire que la peine principale. La peine principale a un terme. Celle-là n'en aura jamais, et elle équivaut pour le condamné, non pas seulement à une incapacité d'emploi, mais à une incapacité de travail, c'est-à-dire à une impossibilité de vivre... ».

Le garde des sceaux, M. Fallières, répondant aux instances de M. Bérenger, institua le 24 juillet 1890 une commission extraparlamentaire chargée de préparer un projet de loi remédiant aux inconvénients signa-

(1) *J. off. Déb. parl.*, 1890, p. 704.

lés (1). Dès lors, cesse l'ère des critiques générales, indéterminées ; il faut améliorer la situation des libérés, qui en sortant de prison, se trouvent sans ressources, sans travail et bien plus, sont à peu près dans l'impossibilité de trouver du travail ; cela est admis, incontesté. Reste à savoir par quelles mesures l'on combattra la tendance très marquée qu'ont les libérés d'embrasser la « professionnalité » du délit ?

Les uns voudraient que l'on s'efforce de refouler la criminalité sans toucher au casier ; car la cause de la récidive, ce serait notre organisation pénitentiaire tout entière et non pas le casier judiciaire (2). En attendant

(1) Cette commission était ainsi composée : MM. Cazot, Béranger et Trarieux, sénateurs ; MM. Guyot-Dessaignes, Bovier-Lapierre et Leygues, députés ; M. Voisin, conseiller à la Cour de cassation ; M. Herbet, directeur de l'administration pénitentiaire ; M. Leveillé, professeur à la Faculté de droit de Paris ; M. Dumas, directeur des affaires criminelles et des grâces du ministère de la justice ; M. Bloch, avocat général à la Cour d'appel de Paris ; M. Guillot, juge d'instruction au tribunal de la Seine ; M. Brégeault, substitut du procureur de la République près le même tribunal ; M. Yvernès, chef de division au ministère de la justice ; M. Jacquin, conseiller d'Etat, et M. Lépine, secrétaire général à la préfecture de police. M. Brégeault présenta au garde des sceaux, au nom de la commission, un rapport accompagné d'un projet de loi. Ce projet fut déposé sur le bureau du Sénat, puis soumis au Conseil d'Etat. Dans cette Assemblée, les difficultés de la question sont examinées à nouveau ; le rapport de M. le conseiller Jacquin conclut au maintien du système en vigueur. Pendant quelques années, l'on semble renoncer à une réforme législative. Enfin le projet primitif est mis à l'ordre du jour pour la séance du 8 juillet 1898 ; après quelques modifications, quelques ajournements et de nombreuses discussions, il est voté par le Sénat et la Chambre des députés l'adopte le 5 août 1899.

(2) V. en ce sens, Appleton, *La réforme du casier judiciaire* (Paris, 1893).

la refonte de notre Code pénal, on peut combler quelques lacunes ; quelques mesures, déjà prises ou encore à prendre, s'imposent en faveur des délinquants dignes d'intérêt, que l'on ramènera au bien par l'indulgence : par exemple, la libération conditionnelle, la suppression des petites peines d'emprisonnement, leur remplacement par l'amende et l'adoption d'un système de prestation en nature pour le cas où l'amende ne peut être payée ; l'admonition répressive ou bien le sursis à l'exécution des peines, etc., etc. (1).

Nous ne discuterons nullement le bien fondé des diverses réformes judiciaires accomplies ou projetées. Quelle que soit leur utilité, elles ne changeront en rien la situation sociale du libéré ; s'en préoccuper à l'occasion de notre question spéciale, c'est vouloir faire dévier le débat. Deux seules mesures combattent directement les effets de la publicité du casier : la réhabilitation et l'extension des Sociétés de patronage des libérés.

Les membres des Sociétés de patronage se déclarent impuissants à lutter contre l'accoutumance de plus en plus générale des employeurs à exclure tout libéré ; d'ailleurs ces sociétés n'existent pas partout, et la grande majorité des libérés ne pourra avoir recours à elles. Le nombre des individus qui obtiennent la réhabilitation et pourront par suite exhiber un extrait « vierge », est annuellement de 2 à 3000 ; or en 1891, on constatait un

(1) A. Bonneville de Marsangy, rapport sur le casier judiciaire. *Bull. Soc. gén. des pris.*, 1887, p. 300 et suiv.

chiffre de 5.494.359 (1) individus pourvus d'un casier judiciaire, et à chiffre, il faut ajouter celui des condamnations annuelles.

Ces remèdes, à eux seuls, sont notoirement insuffisants parce qu'ils sont essentiellement partiels, relatifs, et non point généraux. Alors que les individus jadis astreints à la Surveillance de la haute police, ne sont aujourd'hui soumis à aucune des obligations qui leur incombait, alors qu'ils sont dispensés de souscrire des déclarations de résidence, de recevoir des passeports récognitifs, de séjourner six mois dans une commune, de se présenter dans les bureaux du maire ou du commissaire de police ; alors qu'ils sont absolument libres de se rendre où bon leur semble sous la réserve de ne point paraître dans les localités interdites, et qu'il n'y a plus de ces surveillés, qui n'étaient ni libres ni détenus : on admettrait que tous les condamnés restent cependant atteints dans l'exercice de leurs libertés primordiales, dans leur droit au travail, ou plutôt leur droit à trouver du travail !

(1) V. *J. off. Doc. parl.* Chambre, 1898. Annexe n° 253, Proposition de loi relative au casier judiciaire et à la réhabilitation présentée par MM. Dejeante, Groussier, Allard, etc. etc. — A la Société des Prisons (année 1891), M. Yvernès déplore, les chiffres de la statistique en main, la faiblesse du chiffre des demandes en réhabilitation. D'ailleurs, cette belle institution ne peut venir au secours du libéré que plusieurs années après sa libération, alors que le libéré a besoin immédiatement de trouver du travail ; c'est ce qu'a mis en relief à plusieurs reprises M. Leveillé : « Mes contradicteurs me la baillent belle avec leur remède à terme : le malade sera mort lorsqu'ils arriveront avec leur remède tardif. La réhabilitation n'est qu'un moyen posthume ; il en faut carrément débarrasser la question. »

Le courant des idées qui amena la disparition de la Surveillance et des Livrets, n'a pas encore abouti à la suppression de la délivrance d'un extrait du casier aux particuliers ; après avoir eu la publicité directe, absolue, puis la publicité « oblique », nous allons avoir la publicité oblique et incomplète (1), il semble que le principe soit destiné à s'en aller par bribes, par lambeaux.

Dans aucune des Assemblées diverses où fut discutée la question du casier — si ce n'est au Conseil d'État, où la section de législation s'est franchement prononcée en faveur de la clandestinité du casier et l'Assemblée générale en faveur de la publicité — une majorité ne s'est formée pour le maintien du système des circulaires ministérielles ou pour le retour au principe du législateur de 1808. On a cherché des moyens termes, des palliatifs (2) ; on a préconisé des propositions transactionnelles.

(1) Dans le système des circulaires ministérielles, on peut dire que l'extrait délivré aux particuliers est intégral, complet ; il présentait quelques divergences avec l'extrait délivré aux tribunaux et aux administrations publiques, ainsi il ne mentionnait pas les condamnations effacées par l'amnistie, la réhabilitation, et les décisions prononcées en vertu de l'article 66 du Code pénal. Mais cela tenait à la nature même des choses et il y avait là l'application d'un principe de droit auquel il est impossible de se soustraire. Les individus dont la condamnation n'existe plus, ceux qui ont été acquittés pour défaut de discernement ont certainement droit à un certificat de non-condamnation ; il n'y a pas là une exception au principe de la publicité des actes de l'état criminel. V. *J. off.* Sénat, séance du 8 décembre 1898, p. 971.

(2) Avant d'en arriver à la suppression de la surveillance le légis-

Ces propositions de réformes peuvent se diviser en deux groupes. Les unes ont trait à ce que l'on a appelé « la perpétuité » du casier ; avant la loi de 1899, un des vices du casier était la perpétuité de toutes ses dénonciations. Comme le faisait remarquer notre éminent professeur, M. Leveillé : « A vingt ans un jeune homme a commis un mince délit ; il a été condamné à trois mois de prison ; il a aujourd'hui, 50, 60, 80 ans ; il traîne toujours le boulet du passé. La répression ici dépasse la faute : trois mois de prison et 60 ans de honte ! » (1) Pour répondre à une telle critique, on a imaginé ce que l'on a appelé improprement *la prescription du casier*, ou la disparition des mentions de condamnation après un certain laps de temps. Cette disparition pouvait-elle à elle seule entraîner celle des diverses incapacités attachées à la personne, provenant d'une condamnation ? Évidemment non, puisque le casier les constate mais ne les crée pas. Si ces incapacités, elles aussi, durent trop longtemps, il faut que la loi ou le juge les édictent pour un temps moins long, ou bien avoir recours à la réhabilitation de droit ; c'est ainsi qu'on est arrivé à s'occuper de cette matière à propos du casier. Ces deux réformes ont été admises par le législateur.

lateur avait fait des efforts analogues, qui aboutirent à un système très perfectionné et presque acceptable : celui de la loi du 23 janvier 1874.

(1) *Le Temps*, 1^{er} avril 1891.

Mais évidemment, la perpétuité des mentions du casier n'est funeste que parce qu'existe la publicité. Si le libéré est entravé dans son existence longtemps après sa condamnation, ne l'est-il pas, plus lourdement encore, au moment de sa libération, « l'heure de la crise ». C'est donc à la publicité que les réformateurs devront s'attaquer ; sans aller jusqu'à la suppression de l'extrait destiné à l'usage privé, la majorité des criminalistes a reconnu au moins la nécessité d'une distinction entre les révélations nécessaires et les révélations inutiles.

Comment doit se faire cette distinction ? Sur cette question, ainsi que les a classifiées M. Leveillé, trois opinions se sont fait jour et ont eu d'éloquents défenseurs :

1° Dans une première opinion, le législateur lui-même déterminera d'avance les condamnations qui ne seront pas portées aux extraits ;

2° Dans une seconde opinion, ce sera le tribunal, lors du jugement qui, en prononçant la condamnation, ordonnera ou non l'inscription au casier ;

3° Dans une troisième opinion, ce sera l'autorité administrative (pénitentiaire) qui, au moment de la libération, ferait remise de l'inscription au casier, au profit des condamnés méritants.

Nous retrouverons ces théories diverses au cours de notre étude, et nous nous attacherons à en discuter les principes, plutôt qu'à exposer les mesures pratiques auxquelles elles conduisent. Mais nous croyons pouvoir ajouter, se référant au même ordre d'idées, une qua-

trième opinion, dont nous trouvons, il est vrai, peu de traces dans les discussions antérieures :

4° Dans une quatrième opinion, ce serait à l'autorité judiciaire, aux magistrats du parquet, lors de la demande de délivrance d'un extrait, à prononcer sur les révélations qui doivent être faites et celles qui ne le doivent pas.

CHAPITRE III

DE LA NATURE DU CASIER JUDICIAIRE.

§ 1. — Théories opposées sur la nature du casier. — L'inscription au casier est une peine au sens juridique du mot.

L'usage actuel du casier judiciaire par les particuliers, s'il est avantageux pour quelques-uns, engendre de très grands inconvénients; c'est là un fait qui est incontestable mais dont l'appréciation est essentiellement variable. C'est pourquoi nous trouvons de si nombreuses divergences d'opinions, des systèmes divers tendant, soit à maintenir la publicité de l'extrait intégral du casier, soit à conserver un extrait restreint et incomplet, soit à supprimer entièrement la publicité des renseignements judiciaires.

Nous ne voulons, et nous ne pouvons pas mesurer, jauger exactement quelle est l'excellence, la supériorité pratique de chacune des propositions émises. Mais toute mesure pratique dérive d'une conception théorique, d'une idée générale; et pour qu'un système soit logique, il faut que chacune de ses parties soit en harmonie avec le principe directeur qu'il a consacré. Aussi la première difficulté à résoudre, la première question à poser, est celle de savoir quelle est la nature du casier

judiciaire. Pour réformer une matière, il faut en avoir une notion bien nette.

La Commission extraparlamentaire de 1890 s'est trouvée en présence de deux théories opposées relativement à la nature même du casier. L'une, d'après laquelle il constituerait une peine véritable, accessoire ; non pas qu'il soit qualifié littéralement ainsi par les textes, mais, opérant comme toute peine émanant du pouvoir social, il doit être rangé dans la catégorie des peines. L'autre théorie au contraire, considérant le casier judiciaire d'après son but et son objet, tendrait à établir qu'il n'est qu'une institution d'utilité publique, créée dans l'intérêt de la société. La commission n'a pas cru devoir se prononcer formellement entre ces deux théories ; « elle a été amenée à reconnaître que le casier judiciaire, s'il constitue pour le condamné, dans un grand nombre de cas, une aggravation de pénalité, est en même temps le document le plus certain et le plus difficile à remplacer lorsqu'il s'agit pour la justice, pour l'Etat ou pour les particuliers, de connaître le passé d'un individu. »

Il nous semble que, par cette définition extraite du rapport de M. Brégeault présenté à M. le garde des sceaux au nom de la commission, on prononce formellement que le casier est une aggravation de peine et non une peine, et par suite on se rallie absolument à la seconde théorie. Mais il faut voir là une expression inexacte des intentions de la commission, qui a refusé

de trancher la question sous le prétexte d'autoriser le plus grand éclectisme dans l'examen des réformes possibles.

Or, cette manière de procéder nous paraît absolument mauvaise, inadmissible. Toute peine est en même temps une mesure de protection sociale : mais la réciproque est fausse ; par suite, il est essentiel de décider si le casier n'est seulement qu'une mesure de protection et de défense, ou bien si son caractère est d'être une peine, au sens juridique du mot, auquel cas il faudra appliquer les règles et les principes qui régissent notre droit pénal moderne ; auquel cas il ne faudra plus se borner à opposer l'intérêt des libérés plus ou moins dignes de sympathie, à celui des employeurs, à celui des honnêtes gens qui le sont tout à fait, puisque l'utilité n'est pas le seul facteur sur lequel repose le droit de la société de punir l'auteur d'une infraction (1).

La question ne saurait être douteuse ; reprenant les paroles prononcées par MM. Bérenger et Fallières au Sénat en 1890, M. Leveillé a établi ensuite, de la façon la plus péremptoire, que l'inscription d'une condamnation sur l'extrait délivré aux intéressés constitue, juridiquement, une peine pour les condamnés. Dans notre ancien droit, on parlait de peines qui agissaient par

(1) On a prétendu qu'il ne faut pas faire une loi pour corriger les inconvénients du casier, parce que les lois ne sont pas faites pour protéger une infime minorité de gens peu recommandables : n'a-t-on pas fait des lois pour supprimer les peines inutiles et barbares ?

voie « d'humiliation » ; l'inscription est une de ces peines qui humilient et qui dégradent ; elle ressemble prodigieusement à la marque, flétrissure épouvantable qui pouvait se dissimuler sous les vêtements et qui ne s'appliquait qu'aux pires malfaiteurs.

Pour démontrer que l'inscription du casier est une véritable peine, M. Leveillé invoque (1) l'analogie avec l'affichage des condamnations criminelles, prescrit par l'article 36 du Code pénal, avec l'affichage des condamnations correctionnelles prescrit par diverses lois spéciales : les commentateurs les plus autorisés n'hésitent pas à écrire que cet affichage est une peine proprement dite.

Comment agit cette peine ? M. Leveillé nous dit : « Le libéré, une fois sorti de prison est exposé à mourir de faim, car l'inscription au casier équivaut pour le malheureux à une interdiction de travailler. Cette interdiction d'emploi, cette incapacité de travail ressemble singulièrement à ces dégradations civiques, à ces destitutions de fonctions, à ces incapacités de vivre, qui sont encore des peines, d'une catégorie inférieure, si l'on veut les considérer comme telles, mais enfin des peines admises et consacrées par nos lois. » Cette dernière assimilation prête le flanc à une critique facile. D'après cette conception, la peine s'appliquerait au moment du besoin, par suite d'un acte personnel du con-

(1) V. *Bull. Soc. gén. des pris.*, année 1891, p. 1087 et s.

damné qui va montrer son extrait ou refuser de le montrer, ce qui est identique quant au résultat ; dès lors la peine ne s'appliquera pas, si le libéré ne veut pas, ou plutôt si l'employeur ne veut pas qu'elle s'applique. Or les particuliers n'ont aucun pouvoir sur les peines véritables, sur les peines qui émanent du pouvoir social. D'autre part, de quels emplois le jugement de condamnation exclut-il ? Une incapacité doit être précisée, déterminée ; de plus, lorsqu'elle est prononcée, elle est toujours appliquée à tout condamné. Or il n'en est rien en ce cas.

Mais ces objections tombent d'elles-mêmes, si au lieu de s'arrêter à « l'incapacité de travail », qui n'est qu'un effet, l'on remonte à sa cause. Nous retrouvons, dans les travaux préparatoires du Code d'instruction criminelle une notion très précise de ce qu'est tout registre de condamnations, toute liste de malfaiteurs : « Ne sera-ce pas un très moral résultat, déclare le législateur dans l'exposé des motifs de la loi, que la crainte inspirée à l'homme sur le point de commettre une faute, de voir son nom figurer sur ces fastes de la honte et du crime ! *Cette peine d'infamie* survivra à la flétrissure et la réhabilitation seule pourra l'effacer (1). » Tant que les archives du crime sont restées secrètes, cette peine d'infamie a été virtuelle pour ainsi dire, sans effets spéciaux. Dans notre ancien droit, les auteurs

(1) Locré, t. XXVIII, p. 154.

croyaient pouvoir diviser les peines en peines afflictives et en peines infamantes, ce qui tendrait à indiquer qu'une peine peut être infamante sans être afflictive ; dans cette conception, les annales du crime, secrètes, seraient le type par excellence de la peine infamante. Car le libéré peut souffrir dans son for intérieur de savoir son nom mis à côté de celui des pires malfaiteurs ; mais le public l'ignore. Il n'a donc rien à craindre de ce chef et dans ses rapports avec le pouvoir social, il sera traité d'après les principes des lois établies.

Il n'en est plus ainsi lorsque, d'une façon quelconque, les renseignements judiciaires sont portés à la connaissance du public : l'infamie cesse d'être subjective pour devenir afflictive. Les annales du crime deviennent une peine d'infamie accompagnée d'une exécution matérielle, analogue à l'exécution par le carcan, l'exposition publique, l'affichage. Dans une société de citoyens libres, se forme une classe spéciale d'individus, uniformément réprouvés comme malfaiteurs, mauvais sujets, bandits. Peu importe qu'un libéré ait commis telle ou telle infraction : s'il est parmi « ceux qui ont un casier judiciaire », il appartient à une classe méprisée, honnie, repoussée ; il est *noté d'infamie*. Peut-être est-il repentant, converti, peut-être sa moralité n'a-t-elle jamais été sérieusement atteinte ; qu'importe ! il porte le poids des méfaits de ses compagnons de chaîne. Et l'on viendra dire que, lorsque le pouvoir social au nom de l'intérêt général, range dans cette classe maudite un

individu déclaré par jugement irrévocable coupable d'une infraction, il ne frappe pas d'une peine afflictive et infamante très sévère, très dure, dont l'effet à peu près unique est d'entraver le droit de trouver du travail ! (1).

Cela nous paraît inadmissible et nous sommes confirmés dans cette opinion par ces paroles que nous trouvons dans le remarquable rapport (2) présenté par M. Bovier-Lapierre à la Chambre des députés au nom de la commission de la législation criminelle, chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat : « On ne peut sérieusement contester que l'existence d'un casier judiciaire, n'ait tous les caractères d'une peine accessoire qui vient s'additionner à la peine prononcée par les tribunaux. »

Si nous admettons que le casier judiciaire est une véritable peine, voici les conséquences diverses que l'on peut tirer de cette idée générale :

1° Le parti le plus simple et le plus logique est de supprimer cette peine, qui n'est pas, ainsi que nous l'établirons plus loin, en harmonie avec les principes de notre droit pénal moderne (système de la clandestinité) ;

2° Si la nécessité de cette peine s'impose, il faut tout

(1) Pour que la peine existe, il n'est pas nécessaire que la publicité soit réelle, c'est-à-dire que le libéré exhibe son casier ou refuse de l'exhiber, ce qui est identique quant aux effets : il suffit que le libéré n'ait pas le pouvoir, le droit d'exhiber un casier blanc ; or cette incapacité là ne dépend pas de lui, elle est édictée par le pouvoir social.

(2) V. *J. off.*, Annexe au procès-verbal de la séance du 21 juin 1899, n° 1042.

au moins la proportionner à la moralité de l'agent, ne l'appliquer qu'à ceux qui la méritent. De là, les efforts de quelques-uns des partisans d'un système transactionnel ; les mesures les plus logiques parmi celles qui tendraient à ce but sont évidemment celles qu'a préconisées M. Leveillé, celles qu'autrefois, M. le garde des sceaux Dufaure avait fait admettre pour la Surveillance de la haute police (1) (L. du 23 janvier 1874) : 1° donner au juge un pouvoir d'appréciation au moment de la condamnation ; 2° autoriser la suspension administrative, qui serait le pendant de la libération conditionnelle ; 3° admettre le droit de grâce. Mais si l'on ne veut reconnaître un droit d'intervention au pouvoir judiciaire, puisque la peine du casier judiciaire est très sévère, il ne faudrait l'appliquer qu'aux grands coupables, à ceux qui peuvent être considérés comme tels soit à cause de la nature de l'infraction, soit à cause de la quotité de la peine : des tentatives ont été faites en ce sens ;

3° Enfin, si le casier est une peine, il est inadmissible que cette peine soit perpétuelle, dans tous les cas où elle est ordonnée ; de là, une motion assez facilement acceptée et communément désignée sous le nom de prescription du casier. Cette réforme fait l'objet de l'article 8 de la loi du 5 août 1899.

(1) L'analogie entre la surveillance et le casier judiciaire est très frappante et il est normal que l'on ait songé aux mêmes moyens pour remédier à des inconvénients presque identiques. Seulement, ces moyens ont été jugés insuffisants pour la surveillance ; seraient-ils meilleurs dans notre espèce ?

2. — **Objections apportées à cette première théorie.** Le bulletin destiné à l'usage privé ne serait-il qu'un document administratif pur et simple ?

Cette première théorie est évidemment loin de satisfaire tous ceux qui se sont préoccupés de la question du casier. On a dit que le caractère pénal de la publicité du casier était regrettable, que l'on voudrait lui enlever ce caractère dans la mesure du possible. Alors, on essaye de jouer sur les mots, et, comme on ne peut, sans supprimer la publicité, faire disparaître la peine, on la nie tout simplement.

Les uns déclarent qu'une assimilation entre la délivrance d'un extrait et l'affichage prescrit par le Code pénal (art. 36 et divers articles en matière correctionnelle), n'est pas juridique. Comme nulle part, nous n'avons trouvé des arguments qui viennent appuyer cette opinion, nous ne pouvons ni les exposer ni les réfuter.

D'autres admettent une telle assimilation, mais voudraient faire croire qu'un mode de publication n'est pas une peine. C'est ce que le Conseil d'État semble dire (1) : « La publicité résultant de la délivrance d'extraits serait une peine, et une peine en contradiction avec tous les principes de notre législation. On parle de pilori, d'exposition publique, de robe de Nessus... (Quelques lignes

(1) V. Rapport présenté par M. Et. Jacquin, conseiller d'Etat, sur un projet de loi relatif au casier judiciaire.

plus loin, nous lisons) : Cette publicité n'est pas une peine, elle n'est autre chose qu'un mode de publication, différent sans doute de ceux qui existent actuellement, et à ce titre ce n'étaient point peut-être de simples circulaires ministérielles qui la pouvaient établir : elle devait être réglée par la loi ; c'est cette irrégularité qui sera couverte par le projet en délibération. Comme toute publication de condamnation, elle constitue une aggravation de la peine et présente un caractère afflictif. »

Cette affirmation, faite avec tant d'autorité, ne nous paraît nullement concluante. Seulement elle peut être l'effet d'une confusion. Qu'entend-on par mode de publication ? Entend-on l'affichage du jugement en matière criminelle et correctionnelle ? Tous les commentateurs sont d'accord pour reconnaître que c'est là une peine ; pour dire le contraire, il faudrait prouver leur erreur. Or personne ne s'est engagé sur ce terrain, car l'issue de la discussion ne saurait être douteuse.

Mais en se servant d'un terme général, vague et évasif, le Conseil d'État a certainement essayé d'assimiler la publicité du casier à la publicité des débats, à l'audience ou par la voie de la presse. Nous retrouvons cette assimilation dans l'ouvrage de M. J. Appleton :

« Ce qui constitue la véritable publicité de la condamnation, c'est la publicité de l'audience, c'est le droit donné à toute personne, même étrangère aux débats, de se faire délivrer par le greffier une expédition ou un extrait de tout arrêt ou jugement de condamnation con-

cernant un tiers, sans qu'il soit nécessaire d'indiquer le but dans lequel cette pièce est réclamée (art. 863, C. proc. civ.) (1). Si la divulgation d'une condamnation est une peine, combien plus grave serait celle qui résulte de la publication des débats par la voie de la presse. »

La publicité des débats n'est qu'une aggravation de peine, cela est certain ; c'est là un principe général dont nous retrouvons l'application devant toutes nos juridictions de jugement, et qui est consacrée par toute constitution moderne régissant un peuple civilisé. Le condamné en souffre, comme il a souffert d'avoir été arrêté par la force publique, d'avoir peut-être traversé, menottes aux mains, tout un pays, d'avoir subi de la prison préventive, d'avoir entendu le ministère public dévoiler peut-être les secrets ignominieux de sa vie privée. Malgré son caractère afflictif, la publicité des débats n'est pas une peine, parce que la souffrance n'est pas infligée par le pouvoir à un individu déclaré coupable par jugement, puisqu'elle dérive de la manière de rendre le jugement, puisqu'elle dérive d'un principe général admis dans l'administration de la justice, appliqué aussi bien à un coupable qu'à un honnête homme, à un condamné qu'à un acquitté : la justice ne peut être occulte.

(1) C'est fort inutilement que M. Appleton (Thèse 1893. Fac. de Lyon) parle de ce droit à propos de la divulgation de la situation des libérés, puisque pour demander une expédition, il faut évidemment connaître l'existence de la condamnation.

Mais il n'en est plus ainsi lorsque le Pouvoir publie une condamnation après les débats, après le jugement rendu ; car c'est là une application du verdict, de la sentence. C'est pourquoi l'affichage et la publicité du casier sont des peines et non pas simplement des mesures ayant un caractère afflictif.

Les adversaires de la théorie que nous avons soutenue, que MM. Leveillé et Guillot ont émise sans rencontrer beaucoup de contradicteurs, au cours des discussions de la commission extra-parlementaire, qu'ont acceptée MM. Béranger, Fallières, Bovier-Lapierre (pour ne citer que ceux dont l'opinion est le plus publiquement et catégoriquement exprimée), déclarent que le casier judiciaire est un document administratif, créé dans un but de défense et de protection sociales ; pour la réglementation de l'institution, il n'est pas besoin de se préoccuper des principes du droit pénal. Dès lors, pour apprécier cette mesure d'utilité, on comparera les deux faces de la question : les libérés, infime minorité, peu sympathique, dont les intérêts légitimes sont parfois méconnus et lésés par suite de l'usage du casier, mais pour l'utilité de qui l'on ne fait pas les lois ; d'un autre côté, l'on considérera complaisamment ce que l'on croit être les immenses avantages des honnêtes gens, dignes des bienfaits des lois, parce qu'ils sont la masse, la majorité et parce qu'ils n'ont été punis ni pour crimes ni pour délits !

En prenant le principe de l'utile pour guide, il faut

draît établir que l'usage du casier par les particuliers est en harmonie avec la définition de Stuart Mill : « La justice reste le nom approprié à certaines utilités sociales, qui sont de beaucoup plus importantes, plus absolues, plus impératives que toutes les autres de la même espèce. » Or la divulgation de la situation des libérés est-elle d'une utilité « impérative » ? Cela est au moins fort contestable. M. Bérenger nous dit (1) : « L'intérêt des honnêtes gens n'est pas douteux ; mais je conteste qu'il en soit de même de la société dont l'intérêt peut ne pas être toujours identique au leur. Son rôle n'est pas en effet de s'occuper exclusivement du bien-être de quelques-uns, fussent-ils les plus dignes et les plus nombreux. Elle doit assurer l'existence à tous, et ce soin lui est même impérieusement commandé par le devoir de protéger la sécurité particulière des bons citoyens. Car rien ne contribue plus à augmenter le nombre des malfaiteurs que les obstacles apportés aux efforts faits pour racheter une première faute. »

Quoiqu'il en soit, si l'on admet que le casier judiciaire ne constitue pas une peine, l'on peut logiquement, suivant les appréciations personnelles et variables que l'on portera sur les avantages et les inconvénients de la publicité du casier, arriver à ces conséquences :

1° On doit conserver le principe de la délivrance d'un extrait intégral aux particuliers : c'est le système « de

(1) *Bull. Soc. gén. des pris.*, année 1891, p. 853.

la publicité », qui admet sans restrictions la pratique autorisée par les circulaires ministérielles ;

2° Si l'on croit utile de toucher à la publicité des renseignements judiciaires, il ne faut porter au principe que la moindre atteinte possible. La faveur, le bienfait de la loi, ne doit s'étendre qu'à un fort petit nombre de condamnés. De là, la proposition transactionnelle qui a rallié une majorité dans les commissions : il faut déterminer, dans la loi elle-même et d'après la quotité de la peine, une limite fixe, très abaissée, au-dessus de laquelle toute condamnation sera inscrite (1).

(1) C'est ce que fait l'article 7 de la loi du 5 août 1899. Comment expliquer une telle mesure, alors que l'article suivant organise la « prescription » de la peine du casier ? Nous voyons, entre ces deux articles une contradiction qui provient de ce que la commission extra-parlementaire ne s'est pas prononcée sur la question fondamentale de la nature du casier.

CHAPITRE IV

DE LA CLANDESTINITÉ DU CASIER JUDICIAIRE.

§ 1. — Principales objections apportées contre la clandestinité ; discussion.

Notre législation a condamné le principe précédemment admis par les circulaires ministérielles (1), de la délivrance de l'extrait intégral du casier ; il n'est pas possible de croire qu'elle revienne jamais sur le premier pas fait dans la voie où elle s'est engagée. Cependant ce principe serait le plus logique, le plus rationnel si l'on admet, d'abord que l'inscription au casier n'est pas une peine, ensuite que les objections contre la « clandestinité » sont fondées.

Pour établir que l'État doit être une sorte d'agence publique de renseignements, on invoque surtout l'intérêt des employeurs ; en quelques mots, M. le conseiller

(1) Le maintien de la publicité intégrale du casier, telle qu'elle existait sous le régime des circulaires ministérielles a été préconisé par MM. A. Bonneville de Marsangy, G. Dubois (*V. Bull. Soc. gén. des pris.*, ann. 1887, 1891). J. Appleton (ouv. cit.) ; le Conseil d'Etat en assemblée générale s'est déclaré favorable à ce système. La suppression de la publicité a été demandée par MM. J. Cazot et Bérenger (commission extra-parlementaire de 1890, *Soc. des pris.*), L. Theureau (ouv. cit.) ; la section de législation du Conseil d'Etat a adopté ce principe ; MM. Mironesco et Doat se sont ralliés à ce dernier système.

d'État Jacquin le met en relief dans son rapport : « Faute de pouvoir se renseigner légalement et avec certitude sur les antécédents judiciaires, les employeurs, pour nous servir d'une expression consacrée dans les débats auxquels a donné lieu cette discussion, vont donc être exposés à introduire dans leurs ateliers, dans leurs usines, dans leurs bureaux, sous le même toit qu'eux, jusque dans leurs familles peut-être, des hommes dont la présence seule pourra constituer un danger, et ils n'en seront même pas avertis ! » Que les employeurs courent moins de risques en faisant porter le choix des préposés uniquement parmi les non-condamnés, cela est évident. Mais la clandestinité serait-elle réellement une mesure mauvaise, au point de vue des relations entre patrons et préposés ? Sur ce point, *tot capita, tot sensus* !

Les uns disent que, par suite de la notoriété qu'a prise le casier, il s'est introduit une habitude générale : celle de demander tout naturellement aux solliciteurs d'emplois de justifier d'un passé irréprochable, et de montrer quel a été exactement le caractère des défaillances de conduite qu'ils ont pu avoir. Il en résulterait qu'il est maintenant impossible d'obtenir des renseignements de cette nature par une autre voie. On a habitué le public à la certitude qu'il y a quelque part, à une source officielle, trace des condamnations de tous les individus. Supprimer la publicité du casier, c'est causer une perturbation grave dans les relations socia-

les. Que répondre à cela, si ce n'est que précisément, c'est cet usage, qui tend à se généraliser, d'exiger de tout employé un casier blanc, qui constitue un abus formidable et funeste ! Tant que les employeurs ne se sont pas souciés du casier, c'est-à-dire jusqu'en 1872, ou 1875, la question présentait peu d'importance, ce qui explique pourquoi on s'en préoccupa fort peu. Mais maintenant qu'il n'en est plus ainsi, on viendrait arguer de l'accoutumance pour soutenir une pratique devenue usuelle, sans se demander si cette pratique est bonne ?

Par une contradiction singulière, d'autres partisans de la publicité, ou peut-être les mêmes, déclarent que sans le casier, les employeurs s'adresseraient aux agences privées et se procureraient ainsi les renseignements qu'ils désirent : mais de déplorables erreurs pourraient provenir des moyens moins sûrs qu'ils emploieraient ; de là des inconvénients pour tous, sans avantages pour les libérés. Cette assertion peut être directement réfutée. Sans l'extension des fonctions électives qui en a rendu la nécessité pressante, il est à croire que le casier judiciaire n'existerait pas ; en tout cas, il n'existait pas avant 1850, il n'existe pas actuellement chez plusieurs grands peuples de l'Europe. A-t-on jamais constaté de sérieux inconvénients lorsque les particuliers sont privés de renseignements officiels ? L'Angleterre, la Russie, la Suède, se montrent nettement hostiles à la pratique du casier, et ne nous ont même pas emprunté sa méthode administrative si sim-

ple et si perfectionnée ; ce ne peut être ni la sentimentalité, ni l'excès d'humanité qui ont guidé toutes ces nations ; elles ont probablement pensé qu'il n'y a rien à gagner à faire connaître aux particuliers la situation des libérés. Si les employeurs n'ont pas un certificat officiel, ils font une enquête personnelle, ils n'ont que ce moyen de fixer leur choix, sans doute cette enquête est aléatoire, sujette à des erreurs, elle est difficile et coûteuse parfois, elle demande du temps, toujours. Mais c'est le seul moyen d'arriver à une appréciation sérieuse de la moralité d'un candidat. Aussi, par suite de la clandestinité, on peut croire que les fautes ne resteraient pas ignorées, mais que la connaissance brutale du fait serait atténuée ou aggravée par celle des circonstances, par l'appréciation de la vie tout entière du libéré que l'on n'exclurait plus *à priori*, et par habitude.

Lorsqu'un employeur occupe un personnel peu nombreux, lorsqu'il choisit un domestique par exemple, il ne s'enquiert même pas du casier judiciaire, tellement ce procédé d'enquête lui paraît grossier. Mais dans la grande industrie et le haut commerce, alors que des centaines et parfois des milliers de travailleurs sont sous les ordres d'un seul patron, l'enquête personnelle est une lourde tâche pour l'employeur qui désire s'en tenir à un certificat officiel, mais sans grande signification. Nous comprenons les raisons de cette préférence, mais nous ne comprenons pas que l'Etat les admette. Un mouvement économique tend à monopoliser entre

les mains de quelques-uns tous les instruments de travail ; les grands capitalistes ou les grandes sociétés ruinent et font disparaître les petits employeurs : alors, parce qu'un employeur aura des difficultés pour bien recruter un personnel nombreux, il faut lui reconnaître le droit de nuire à la sécurité publique en privant de travail les libérés (1), qui trouveraient peut-être le moyen de vivre honnêtement si les petits employeurs d'antan n'avaient pas disparu ? Ne voit-on pas que la clandestinité du casier ne ferait seulement qu'apporter une perturbation dans les habitudes de quelques employeurs, très peu nombreux s'ils sont très riches, et très puissants : ces personnages à qui le casier est incontestablement utile, seront-ils vraiment lésés, s'ils n'ont pas de moyen infaillible et rapide de ne choisir leurs préposés que parmi les non-condamnés, s'ils éprouvent de ce chef quelques préjudices, quelques pertes de temps ou d'argent ? Ne sera-ce pas là une conséquence directe de la situation économique, d'où provient leur enrichissement et leurs profits colossaux ?

(1) M. Bérenger disait au cours des discussions de la Commission extraparlamentaire : « L'intérêt social conseille de se défendre contre les délinquants en leur offrant la possibilité de revenir au bien s'ils en ont la volonté. La récidive a triplé depuis trente ans, ce qui revient à dire que la sécurité sociale est trois fois moindre. Le malheureux frappé d'une première condamnation est fatalement entraîné par la loi à commettre de nouveaux délits. M. Flandin, dont le nom fait autorité le reconnaissait, quand il disait : Les tribunaux punissent les récidivistes de peines légères parce que le casier judiciaire est responsables de leurs fautes. »

A côté de l'utilité des employeurs, les partisans de la publicité du casier arguent de l'utilité de tous les honnêtes gens : « Accusé injustement d'avoir comparu devant les tribunaux, l'honnête homme n'a qu'à s'adresser au greffe pour obtenir un certificat établissant l'injustice de l'accusation, et on voudrait lui refuser cette preuve que l'Etat détient dans ses cartons ! » Il ne faut pas accorder trop d'importance au cas infiniment rare de l'innocence calomniée ; l'honnête homme a le droit de traîner son calomniateur devant les tribunaux ; s'il veut détruire « d'insaisissables soupçons », rien ne s'oppose à ce qu'une disposition exceptionnelle et stricte de la loi vienne à son secours sans porter atteinte au principe de la clandestinité.

Est-ce que la production d'un bulletin vierge aide un individu à trouver du travail ? On prétend, qu'à une époque où de nombreux concurrents se disputent l'emploi le plus modeste, l'attribution d'une place à un libéré en prive un honnête homme qui va être poussé au crime. Comme on a constaté que sur 100 bulletins délivrés, 98 sont vierges, il faudrait conclure que chaque non-condamné a environ 2 chances sur 100 de trouver du travail du fait de l'élimination des libérés. Ces raisonnements ne sont-ils pas fort captieux ! Est-ce que le nombre des instruments de travail est limité, de telle sorte que la France ne peut nourrir par le travail que 35 millions de régnicoles, et que par suite, 5 millions doivent être des « professionnels » du délit ?

S'il en était ainsi, il faudrait se féliciter de la diminution des naissances, qui fera bientôt cesser ce déplorable état de choses. Cependant, il est de notoriété publique que l'agriculture manque de bras, qu'il est inutile d'aspirer à une plus grande extension de nos colonies parce que nous ne pourrions pas les exploiter ! N'est-il pas permis de croire que, ce qui rend si nombreuse la concurrence dans la lutte pour la vie, c'est le manque d'esprit d'entreprise ? Or parmi les libérés, il en est d'actifs, d'industriels, d'intelligents, qui dirigeant leur activité dans la bonne voie, mettraient en valeur des forces inutilisées.

Que de fois n'a-t-on pas remarqué le talent, le génie presque, que certains malfaiteurs déploient dans le crime, et déploré que de grandes facultés soient si mal utilisées ! On croit qu'il faut « éviter l'envahissement clandestin des honnêtes gens par les repris de justice », qu'il faut éviter que les non-condamnés soient en contact avec ceux qui ont un casier judiciaire. Ne sont-ce pas là des formules nettement hostiles et contraires à la régénération et au reclassement du condamné, à l'amendement du coupable ? Empêcher que les libérés se fondent et disparaissent dans la masse honnête, c'est les forcer à se grouper. Signalés, pourchassés parce que l'idée qu'on se fait des prisons accrédite l'opinion qu'ils n'ont dû en sortir qu'avec un degré de corruption de plus, ils échouent dans les grandes villes avec l'espoir d'y cacher leur honte. Ils s'organisent pour subvenir à leur

existence par des moyens coupables, ils forment cette milice active, remuante, qui apparaît toujours dans les troubles civils, se met au service de toutes les factions ennemies de l'ordre et oppose un perpétuel obstacle à la paix publique.

Pourtant les arguments fondés sur « l'utilité des non-condamnés et des employeurs » sont les plus sérieux que peuvent invoquer les partisans de la publicité ; ceux-ci disent également que les ouvriers eux-mêmes ne veulent pas avoir pour camarade un libéré, qu'un délinquant ne doit pas avoir un emploi alors que des hommes dont le passé est sans tache ne peuvent en obtenir. Nous avons parlé dans notre chapitre préliminaire, du sentiment de l'équité, du sentiment « de l'honnêteté publique » ; la répugnance dont est l'objet le libéré existe (1), mais est-elle toujours juste et méritée ? Lorsqu'un libéré travaille, il doit être estimé s'il se conduit bien : car cet homme a du mérite à lutter victorieusement contre un penchant mauvais ; s'il se conduit mal, le pouvoir social est là pour faire respecter les droits lésés. D'autre part, il est faux de dire que, sans le casier, condamnés et non-condamnés seront sur le même pied, trouveront aussi facilement du travail les uns que les autres : la condamnation, par la publicité des débats, a une notable répercussion, et au sortir

(1) L'Etat a pris la direction de cet instinct naturel de réaction sociale contre les actes anti-sociaux ; mais s'il en dirige les manifestations, ce n'est pas à dire qu'il doive se laisser guider par lui.

de prison, le libéré est seul, ordinairement sans ressources, sans appuis, tandis que le véritable honnête homme trouve dans son passé d'honneur et de vertu des attestations et des recommandations autrement probantes que le casier judiciaire.

Le Conseil d'Etat a paru faire grand cas d'un argument cependant fort singulier. M. le conseiller d'Etat Jacquin dit dans son rapport : « Voyez aussi quelle étrange conséquence résulterait du système de la clandestinité. On ne peut prétendre empêcher que le patron, n'ayant plus cette source facile de renseignements qu'il puisait dans le casier, n'interpelle celui qui sollicite un emploi sur ses antécédents. Or, si l'on veut que le casier reste interdit au public, c'est que l'on entend que le passé judiciaire ne sera point révélé : c'est dire au demandeur d'emploi qu'il doit nier les condamnations qu'il a pu encourir. La clandestinité, *c'est l'excitation au mensonge par la loi elle-même.* »

Les partisans de la clandestinité n'ont nullement les intentions que leur prête le Conseil d'Etat ; car vouloir « que le passé judiciaire ne soit point révélé », ce serait demander en quelque sorte le retour à la justice « occulte ». Autre chose est de demander le secret des renseignements recueillis par l'Etat, dont la divulgation est pour les libérés une cause d'exclusion d'emploi presque générale, systématique et funeste.

Mais nous devons répondre directement à la question étrange que soulève M. Jacquin. Le patron interpelle le

solliciteur d'emploi sur son passé judiciaire : la loi doit-elle forcer le libéré à avouer lui-même ses fautes, ou bien doit-elle *être muette* (1) ? L'hésitation n'est pas permise, car à notre époque les principes de la législation sont trop connus et trop bien établis en ce qui concerne une matière absolument analogue. Lorsque le libéré a comparu devant les tribunaux, lorsque le juge l'a questionné, la loi ne l'a pas forcé à l'aveu ; il a été libre de dissimuler ses fautes, de dire ce que bon lui a semblé pour sa défense ; on ne lui fait même pas prêter serment. Et l'on vient prétendre que la loi ne doit pas lui laisser cette liberté lorsqu'il demande du travail, lorsqu'il lutte non plus pour conserver quelques droits, pour éviter quelques jours de prison, mais lorsqu'il lutte pour conserver sa vie elle-même ? Jadis, notre législation pénale, pour forcer l'aveu, autorisait des tortures variées, la question ordinaire ou extraordinaire ; maintenant, elle autoriserait que l'employeur dise au libéré : avouez vos fautes ou vous n'aurez pas de pain. N'est-ce pas une torture, que la misère grâce à laquelle les employeurs peuvent obtenir la présentation de l'extrait du casier ? Il est vrai que cette torture-là ne cesse pas avec l'aveu.

Par la clandestinité, la loi resterait sur une réserve sage et prudente. Certes il faut approuver et louer le délinquant qui, par scrupule moral, pour éviter de dire

(1) Par la clandestinité la loi n'excite ni à mentir, ni à avouer : elle est muette, elle reste étrangère aux débats.

un mensonge, n'hésite pas à encourir le mépris et la honte, à s'exposer peut-être à la misère avec tout son cortège de maux. Mais ce n'est pas une raison pour que la loi, en autorisant la divulgation des renseignements de l'Etat, force le délinquant à faire lui-même un aveu ignominieux et dégradant, sans respect pour la dignité humaine !

§ 2. — Le caractère pénal de la communication des antécédents judiciaires aux particuliers doit entraîner la suppression de la publicité du casier.

On présente communément la question du casier comme un problème à double face. D'une part, il faudrait considérer les intérêts des honnêtes gens, la faveur qui leur est faite. Cette faveur est en tous cas bien insignifiante pour chacun puisqu'elle est faite à tant de concurrents dans la lutte pour la vie, bien peu méritée puisqu'elle est faite à des gens dont la vertu est toute négative. Il nous semblerait plus exact de dire que, par la délivrance d'un casier blanc, un homme n'est pas puni, et par suite d'examiner uniquement si la société doit punir par ce mode de répression.

Que le casier soit une peine véritable, ou une institution administrative ayant un caractère afflictif, tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'en ce qui concerne les libérés, il est une défaveur, une souffrance, un « terrible châtiment ».

Envisageant donc ce qui n'est pour eux qu'une se-

conde face de la question, certains prétendent que le vœu de clandestinité procède d'une exagération de sentimentalité qui tendrait à affaiblir démesurément la répression : car le coupable est atteint bien plus fortement par le casier que par la condamnation à quelques jours de prison ou à l'amende.

Mais alors, l'argumentation s'écroule, le terrain s'effondre sous les partisans de la publicité ! A la suite d'une élucubration hâtive, d'une simple délibération dans le cabinet du ministre de 1850, on frappera les délinquants d'une telle aggravation de pénalité et un demi-siècle plus tard l'on viendra demander de régulariser cette pratique illégale, sous prétexte que l'habitude est prise, que la grande masse de la population qui n'est pas atteinte, ne proteste pas ! Quelle que soit la commodité du casier judiciaire pour les employeurs responsables moralement et civilement de leurs préposés, quelle que soit son utilité pour les non-condamnés, il faut se demander si la société fait respecter les droits de chacun des citoyens. Le pouvoir édicte des sanctions contre l'auteur d'une lésion de droits d'après des principes établis, des règles générales et dans un but déterminé.

Est-ce que la publicité du casier est un mode de prévention sérieux ? « Salutaire avertissement, dit la circulaire du 6 novembre 1850, pour ceux que leur conscience ne retiendrait pas suffisamment dans la voie du devoir ! » Cette mesure d'intimidation est loin d'être efficace : M. O. Despatys le reconnaissait déjà en 1870.

Les récidivistes n'ont plus rien à craindre, sous ce rapport ; quant à ceux qui ont encore quelque souci de leur nom et de leur avenir, l'expérience prouve qu'ils connaissent le mécanisme des casiers judiciaires et surtout qu'ils n'ont d'autres préoccupations que de se faire condamner sous des noms supposés : c'est donc une invitation aux inculpés à cacher leur nom, leur état civil et leur identité, plutôt qu'un moyen de prévenir des crimes ou des délits conçus dans leur esprit.

Mais d'ailleurs, l'effet d'intimidation n'est pas une raison suffisante. Certains partisans de la publicité du casier, acceptant l'assimilation à l'affichage des condamnations, déclarent que le casier est un procédé de publication supérieur à ceux qui existent, mais que par ses caractères et son but, il ne diffère pas essentiellement des autres modes de publication actuellement en usage, puisqu'il est limité dans sa durée et son étendue. Sans doute, il n'y a peut-être qu'une différence d'efficacité entre l'affichage et la publicité du casier : alors, pourquoi le législateur n'observerait-il pas la même prudence, la même réserve, dans les deux cas ? En matière correctionnelle, la publication n'est pas la règle mais l'exception ; l'affichage n'est admis que dans des cas très rares et limitativement déterminés, à titre facultatif pour le juge.

D'autre part, l'affichage n'est prescrit que dans certains lieux, dans certaines villes, de telle sorte que le jugement de condamnation est connu de ceux-là mêmes

qui auraient pu connaître la faute ; la punition est proportionnée à la répercussion que peut avoir l'infraction, l'affichage n'est pas fait dans le lieu où le libéré va se fixer au sortir de prison. Tandis que la publication par le casier, suit le libéré partout ; il ne peut espérer recommencer sa vie brisée, car il trouve partout le même obstacle, la même entrave. S'il n'éprouve pas la honte de savoir sa condamnation connue de tous, honte qui pourrait au moins lui inspirer le remords, il subit la conséquence pratique du déshonneur, il est repoussé par les employeurs. Cette peine d'infamie, incomparablement plus sévère que celle dérivant de tout autre mode de publication ne saurait être admise, car elle n'est pas rationnelle, juste, ni correctionnelle.

Divulguer la situation des libérés de telle sorte qu'ils ne pourront que fort difficilement tout au moins, trouver du travail, ce n'est pas répondre à l'idée que tout châtimement doit autant que possible amender le coupable (1) ; ce n'est pas mettre en pratique la devise si célèbre : *parum est coercere improbos pœna, nisi probos efficias disciplina.*

Si le châtimement ne remplit pas le but qu'il devrait se proposer, il n'est pas non plus proportionné à la perversité des condamnés, puisque tous ceux qui ont un

(1) « Si dans le traitement à infliger au délinquant il y a une souffrance, cette souffrance n'est qu'un moyen, et le but doit être de faire un homme comprenant le droit, sentant le devoir, utile aux autres comme à lui-même. » Emile Acolas, *Les délits et les peines*.

casier sont considérés comme des « infâmes » ; il n'est pas non plus *nécessaire*, car l'intérêt de la conservation de la société exige que les libérés travaillent plutôt que de rester oisifs, alors même que dans l'exercice de leur métier, ils feraient courir quelques risques à certains individus. Enfin, et c'est là une critique qui est à considérer, quoiqu'elle puisse être adressée à diverses autres peines, le châtement est très inégalement ressenti.

Le libéré qui appartient aux classes possédantes, qui n'a pas besoin qu'on lui fournisse des instruments de travail, n'a rien à craindre du casier judiciaire, parce que personne n'aura sur lui un moyen de contrainte assez puissant pour exiger de lui la production d'un extrait. Par suite, le travailleur n'est pas protégé par l'État qui ne le renseigne pas sur celui à qui il loue ses services, qui ne lui dit pas que celui à qui il confie ses jeunes enfants, sa fille, sa femme est peut-être un individu de mœurs perdues ! Puisque les partisans de la publicité du casier dénaturent le caractère de cette institution, veulent faire croire qu'elle est une mesure d'utilité publique, le casier ne devrait pas donner satisfaction aux vues intéressées et aux intérêts privés de quelques-uns : il faudrait se préoccuper des intérêts très réels qu'à la grande masse des employés de connaître la moralité de ceux au service de qui ils entrent.

Mais parmi les libérés mêmes qui appartiennent aux classes inférieures de la société, parmi ceux qui ont besoin qu'on leur fournisse des instruments de tra-

vail pour vivre honnêtement, la souffrance existera-t-elle toujours ? Kant veut que la peine soit égale au délit ; cette conception du symbolisme de la peine, qui provient peut-être de l'idée de symétrie qui domine toute la philosophie Kantienne, est une conception populaire aussi bien que philosophique : elle est le principe de l'enfer du Dante, de l'enfer bouddhique. Si l'on en juge d'après les dessins des bonzes, le luxurieux est condamné à grimper à un arbre épineux qui l'ensanglante pour atteindre à une belle femme nue, assise au milieu des branches ; les violents sont plongés dans un fleuve de sang ; les menteurs ont la langue arrachée, etc. De la sorte, les damnés sont punis pour leurs vices, plutôt que pour des crimes déterminés, point de vue très rationnel, car la justice doit tendre à frapper à travers le fait délictueux, la force délictueuse, danger permanent de nouveaux délits. Or, si nous considérons le châtimement du casier judiciaire, nous voyons que, ceux qui toute leur vie ont cherché à vivre par le travail de même que ceux que l'appât d'un gain illicite, la paresse et la débauche ont conduits au crime, sont poussés sans distinction à l'oisiveté funeste !

On peut se demander jusqu'à quel point et à quelles conditions doit s'exercer le droit de punir. Il n'est pas douteux que la note d'infamie, la qualification de « repris de justice » que l'opinion publique décerne uniformément à ceux qui ne peuvent exhiber un casier vierge, est une entrave très sérieuse au droit de trouver du

travail, corollaire indispensable du droit à l'existence et du droit à la liberté. Dans l'édit célèbre du 12 mars 1776, qui essaya d'introduire la liberté de l'industrie en France, Louis XVI ou plutôt Turgot parle d'un droit de travailler, dont l'exercice se trouve entravé par le système des corporations : « Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme, et cette propriété est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes. »

S'il est un principe que les idées modernes ont mis en lumière et formellement établi, c'est celui qui déclare qu'il est libre à toute personne d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouve bon ; d'où l'on déduit que les tribunaux ne peuvent, sous aucun prétexte, interdire à un individu telle ou telle industrie, tel ou tel commerce, que chacun a le droit d'exercer son industrie ou son commerce comme bon lui semble, à moins d'infraction à la loi, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. Le casier judiciaire vient indirectement porter atteinte à ce principe : car la liberté du travail n'est qu'un vain mot, si à côté de la faculté de chercher du travail, on ne laisse pas à tout homme la possibilité d'en chercher avec succès, la chance d'en trouver chez les entrepreneurs privés.

Que la société agisse légitimement lorsqu'elle prive l'auteur d'une infraction de ses droits les plus sacrés, de sa liberté, de ses biens, de sa vie même, cela n'est

pas en question ; mais nous nous demandons si, laissant l'existence à un individu, lui rendant la liberté, elle ne doit pas lui laisser intact un droit qui lui est intimement lié ? On nous dit que si les libérés ne veulent pas, par une sorte de « coquetterie et d'amour-propre », se cantonner dans un métier spécial, ils trouveront du travail ; et l'on cite à l'appui ce fait que dans d'immenses chantiers de terrassements, l'on ne s'inquiète pas du casier judiciaire. Alors, par la publicité du casier, on voudrait condamner, par exemple, un comptable, un bureaucrate, un mécanicien, un mineur à devenir terrassier ? La peine serait rude et l'épreuve trop forte pour que souvent les meilleures résolutions résistent longtemps ! Mais sans considérer les effets pratiques, ne pouvons-nous pas soutenir que l'Etat doit laisser à tout homme la faculté de chercher du travail avec chances de succès, conformément à ses forces et à ses capacités ? Tant qu'un être est valide, libre, il faut lui permettre de trouver du travail selon ses aptitudes.

Pourquoi faire une exception au détriment de celui dont le passé n'est pas irréprochable, alors que c'est là un droit dont *la propriété imprescriptible* a été donnée par Dieu à tout être qui a des besoins ? Bien plus, à tout être valide, comme le disait le grand homme d'Etat qu'était le prince de Bismarck (1), à la tribune du

(1) Dans la séance de Reichstag du 9 mai 1884, lors de la discussion sur la prolongation de la loi contre les menées subversives de la démocratie socialiste du 21 octobre 1878, le prince de Bismarck fit

Reichstag allemand, le pouvoir social, loin d'enlever la faculté de travailler selon sa capacité, ne devrait-il pas même fournir le travail s'il ne lui est pas possible d'en trouver chez les entrepreneurs privés ?

L'on peut élever avec raison contre le casier toutes les objections que suscitent les peines d'ordre moral, que l'on réproouve parce que ce sont des peines dégradantes, incompatibles avec la dignité humaine, sans effet heureux ; mais la publicité soulève une question

la déclaration suivante : « Je me résumerai en disant : donnez à l'ouvrier le droit au travail tant qu'il est valide, donnez-lui du travail tant qu'il est valide, assurez-lui des soins quand il est malade, assurez-lui l'assistance quand il est vieux. Si vous faites ce que je viens de dire, si vous ne reculez pas devant les sacrifices nécessaires et ne criez pas au socialisme d'Etat, dès que quelqu'un prononce le mot « assistance de la vieillesse », alors je crois que ces messieurs du programme de Widen enfleront vainement leurs pipeaux, que l'affluence vers eux diminuera sensiblement, sitôt que l'ouvrier verra que le gouvernement et les corps législatifs prennent sérieusement soin de son bien-être » (Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Reichstags, session 1884, vol. 1, p. 481). — Dans la suite de la séance, Bismarck ajoutait : « Oui, je reconnais absolument un droit au travail et je me prononcerai pour ce droit tant que je serai à cette place. Par là je me trouve placé non pas sur le terrain du socialisme, qui, dit-on, n'a pris naissance qu'avec le ministère Bismarck, mais bien sur le terrain du Code prussien. (Suit une citation du Preussische Landrecht, II, Tit. 49, § 2 : Ceux à qui ne manquent que les moyens et l'occasion de gagner eux-mêmes leur propre subsistance et celle de leur famille, à ceux-là devra être fourni du travail conformément à leurs forces et à leur capacité.) Le droit au travail n'a-t-il pas été proclamé au moment de la publication du Code ? N'est-il pas conforme à toutes nos idées morales que l'homme qui dit à ses concitoyens : *je suis en bonne santé, capable de travailler, mais je ne trouve pas de travail*, a le droit de dire : *donnez-moi du travail !* et que l'Etat est obligé de lui donner du travail ? »

spéciale dont la réponse ne nous semble pas douteuse : la société doit-elle entraver presque d'une façon générale et absolue le droit, la liberté de chercher et de trouver du travail, alors que l'individu auquel on ne permet plus l'exercice normal de ses facultés, a été cependant jugé digne de conserver la liberté et l'existence ?

CHAPITRE V

LES SYSTÈMES TRANSACTIONNELS DE PUBLICITÉ RESTREINTE.

§ 1. — **Fondements sur lesquels reposent ces systèmes ; moyens par lesquels il est possible d'opérer le tri des condamnations. Objections générales.**

Les partisans de la clandestinité n'ont pas été très nombreux jusqu'à présent ; mais leur nombre s'accroît singulièrement si l'expérience pratique constatait la faillite des systèmes transactionnels tendant à la délivrance aux particuliers d'un extrait incomplet. Il était naturel et normal, avant de supprimer la publicité, de tenter de corriger, de perfectionner, par certains tempéraments, le système pratiqué antérieurement. Ça été là généralement le but et l'effort des réformateurs. Bien souvent, ont-ils pensé, la vérité se trouve dans un juste milieu ; d'ailleurs, et c'est là une meilleure raison, on n'attaque pas de front un abus enraciné et invétéré, on ne peut espérer le détruire tout d'un coup (1).

Ces systèmes transactionnels, susceptibles de variantes diverses, se proposent d'atteindre la publicité dans

(1) M. Bovier-Lapierre, dans son rapport, disait : « L'expérience parlementaire nous apprend qu'à vouloir toujours mieux, on risque bien souvent l'ajournement indéfini d'un bien immédiatement réalisable. »

ses effets ; laissant de côté les questions de principes, ils prennent pour point de départ des observations, des considérations pratiques dont on ne peut nier la justesse.

Si la divulgation des condamnations, même les plus faibles, est souvent une maladresse et une cruauté inutiles, vouloir corriger et amender tous les malfaiteurs est une pure utopie. Si l'on peut raisonnablement espérer le relèvement moral de certains coupables, d'autres paraissent plus spécialement endurcis dans le mal. Donc, une distinction doit être faite entre les libérés. Comme l'expérience montre que les employeurs ne la font pas, il faut toucher au casier : il faut que le pouvoir social distingue entre les libérés méritants et les libérés indignes, en leur délivrant ou non un casier vierge.

Le problème technique se pose ainsi : déterminer parmi les condamnations prononcées contre un individu, celles-là qu'il importe sérieusement de porter à la connaissance des employeurs possibles de ce même individu (1).

Donc, pour faire ce triage des condamnations, on devra considérer : 1° si l'idonéité d'un individu à se bien conduire est plus ou moins grande, si la perversité intrinsèque de l'agent est un danger permanent de nouveau délit ; 2° si la faute intéresse l'employeur, c'est-à-

(1) Travaux de la commission extra-parlementaire, contre-projet de M. Leveillé.

dire si la faute est un obstacle sérieux à ce que le délinquant accomplisse ponctuellement son devoir dans l'exercice de son métier, ou du métier qu'il voudra embrasser après sa libération.

Tel est, rationnellement, le programme à tracer pour le triage des condamnations. Certes, l'on ne peut espérer qu'il puisse être rempli parfaitement, idéalement ; mais il faut se demander s'il se trouve dans la législation une solution acceptable.

Pour apprécier la force délictueuse et fixer le traitement à faire subir à celui en qui elle réside, la société dispose de trois moyens, peut recourir à trois autorités : la loi qui mesure *in abstracto* la dose de répression qui paraît nécessaire et à qui échappent les circonstances de faits et de personne ; le juge qui prononce la peine ; l'autorité administrative qui la fait exécuter et la suspend parfois.

Par suite, on peut imaginer deux manières de déterminer le degré d'immoralité au-dessus duquel les délinquants auront un casier judiciaire : établir un critérium par le moyen de la loi seule (1), ou bien faire concourir ces autorités, comme elles peuvent le faire pour la fixation de la peine. L'une et l'autre de ces méthodes ont des avantages divers, rempliront plus ou moins bien

(1) Les peines que la loi inflige de plein droit à l'individu déclaré coupable par jugement sont nommées peines accessoires ; aucune différence essentielle et de nature n'existe entre elles et celles que le juge doit formellement prononcer. Par suite, la nature du casier est la même dans l'un et l'autre cas.

le but proposé. Certes, la question est délicate : il faut, d'un fait passé, la faute, induire l'avenir, la conduite future du libéré. Mais enfin, parce que la justice humaine est imparfaite, ce n'est pas une raison pour supprimer cette justice ; pourquoi ne se servirait-on pas du même subterfuge auquel on a recours lorsqu'il s'agit d'apprécier une autre question insondable, la responsabilité morale ? Lentement, mais progressivement, devant les difficultés insurmontables d'apprécier l'anormalité du délinquant, on abandonne le terrain de la responsabilité morale pour se placer sur le terrain pratique des mesures de défense ; c'est ainsi déjà que pour le mineur, les juges remplacent souvent la question théorique du discernement par la question pratique des mesures qui pourraient sauver l'enfant (1).

Seulement, en admettant que le châtiment du casier soit proportionné à la moralité adéquate du condamné, est-ce que le but des systèmes transactionnels sera rempli ? Pas le moins du monde. Ce châtiment étrange, n'est pas légitimé par la nécessité de faire respecter les droits de chacun, mais sa seule raison d'être est l'utilité des employeurs ; si cette utilité n'existait pas, tout le monde serait d'accord pour supprimer le châtiment.

(1) Sur ce point, la législation belge a déjà abandonné la formule du discernement. On peut prévoir le moment lointain peut-être où, dans toutes les législations, cette question aura fait place à une simple question pratique, qui laissera au juge la liberté de choisir les mesures appropriées aux cas particuliers, pour les adultes comme pour les autres délinquants.

Comment le pouvoir social jugera-t-il qu'une faute, tout en n'indiquant pas l'impossibilité du retour au bien, n'est pas intéressante à connaître pour l'employeur !

Les partisans de la publicité prétendent que, l'employeur seul est pleinement capable d'apprécier s'il peut confier un emploi à un libéré ; sans doute c'est le juge le mieux posé, mais comme ses intérêts sont engagés, il choisit la solution qui lui paraît la plus opportune pour lui, et il élimine toujours le libéré ; l'employeur est à la fois juge et partie.

Mais d'autre part, le pouvoir social, parce qu'une condamnation est de telle nature, ou qu'elle est insignifiante, viendrait déclarer que la mention est inutile alors qu'il ne sait même pas à quoi elle peut servir ! Les conditions que doit remplir un travailleur sont essentiellement variables avec chaque espèce. Il n'est pas nécessaire d'exiger d'un manouvrier les mêmes qualités que d'un domestique, d'un comptable, ou d'un précepteur.

La loi, le juge ou l'administration pénitentiaire ne peuvent tenir compte de la nature de l'emploi que postulerait le libéré. Ils ignorent où celui-ci se présentera ; d'ailleurs concevrait-on que, deux hommes également coupables d'un acte illicite identique, subissent ou non le châtimement du casier parce que, par exemple, l'un est garçon de recettes, l'autre garçon de bureau ?

On peut aisément prouver que les mêmes infractions, sont utiles à connaître pour certains employeurs, abso-

lument inutiles pour d'autres. Par les mêmes procédés suivant lesquels la société évaluera si l'amendement du délinquant est probable, vouloir dresser la liste des libérés dont les antécédents judiciaires intéressent les employeurs, dont l'élimination de l'existence honnête est à prévoir, c'est là une œuvre impossible. Par une même méthode, on peut espérer à deux buts, alors que ces deux buts sont, non pas opposés, mais complètement étrangers l'un à l'autre, lorsqu'il n'existe entre eux aucun rapport, ou que des rapports fort vagues. On se heurte à une impossibilité matérielle, de même que si, par exemple, avec un même procédé on voulait apprécier deux qualités hétérogènes d'un objet : l'aiguille d'une balance donne-t-elle l'indication du poids et de la densité d'un corps ?

Mais si les systèmes transactionnels, tendant à l'établissement d'un casier « menteur », nous semblent foncièrement illogiques, ce défaut capital est-il compensé par quelques heureux effets pratiques ? Les employeurs n'ont certes pas le droit de se plaindre que le pouvoir social délivre à certains condamnés, malgré leur faute, vu leur honorabilité réelle apparente aux yeux de la justice, un certificat d'honnêteté légale ; mais ils peuvent se dire à bon droit : la société fait pour nous une distinction entre les bons et les mauvais, et par suite, plus rigoureusement que par le passé, nous devons exclure « les infâmes ». Haro sur ceux qui ont un casier judiciaire !

Quel va être le sort de ceux que, bien légèrement peut-être, on a jugé « incorrigibles », incapables de travailler ? C'est là une préoccupation à laquelle on ne peut échapper. C'est fort beau d'avoir préservé les employeurs de leurs atteintes ; mais il ne faut pas oublier que ces êtres réputés dangereux vont errer, vigoureux et affamés, à travers la société. Ils ne sont plus sous la surveillance de la Haute police : ils sont absolument libres d'agir, excepté toutefois de tourner leur activité dans la voie du travail. Comment va-t-on donc protéger les citoyens contre ces êtres malfaisants que la misère talonne ? On parle de réformer notre système pénitentiaire, d'organiser la transportation sur de nouvelles bases. Qu'importe, si le casier subsiste ; nous trouverons toujours, sur le sol national, deux catégories d'individus : ceux qui sont légalement honnêtes et les autres, *les infâmes*. A ceux-là, la société semble dire : soyez libres et vivez sans léser les droits d'autrui ; vous n'avez pas de ressources, votre pécule sera vite épuisé et il n'est pas probable que vous trouviez à utiliser votre vigueur et vos forces ; il est bien regrettable que le casier judiciaire soit un obstacle à votre régénération par le travail, mais l'on ne peut songer à abolir une institution si commode pour les employeurs ! Si vous commettiez quelques nouvelles infractions, alors on songerait à vous corriger efficacement en vous traitant par l'expatriation, ou bien par un système perfectionné d'emprisonnement cellulaire !

22. — Limite fixe établie par la loi elle-même.

Les diverses variantes qui peuvent dériver du principe de la publicité restreinte, ont fait l'objet d'une étude approfondie (1) ; la solution qui triompha fut celle-ci : il faut établir par avance dans la loi elle-même, un critérium fixe, immuable grâce auquel s'opérera le tri des condamnations à inscrire sur l'extrait du casier uniquement destiné aux particuliers. Pour faire ce tri, le législateur se basera sur la quotité de la peine prononcée et s'inspirera du vieil adage : *de minimis non curat prætor*.

Comment est-on arrivé à cette formule, à la seule inspection de laquelle on peut déclarer que l'effet pratique, l'atténuation des inconvénients du casier, sera très insignifiant (2).

(1) Les nombreuses discussions de la commission extraparlamentaire de 1890 ont roulé sur l'examen des mentions que devrait contenir le bulletin n° 3. Depuis lors, ce fut la question ordinairement envisagée.

(2) Ce n'est pas à dire que les partisans de la publicité intégrale ne puissent élever de sérieuses critiques. Nous les trouvons résumées dans les paroles prononcées par M. le garde des sceaux, au Sénat, le 8 décembre 1898 : « Je préférerais discuter le point de savoir si on doit ou non délivrer un bulletin aux particuliers. J'aimerais mieux que la faculté de demander le casier judiciaire fût réservée aux autorités judiciaires ou aux administrations publiques que d'être exposé à faire délivrer, sous la garantie du gouvernement, des certificats incomplets, inexacts, qui ne produiront que l'un ou l'autre de ces deux effets : ou ils tromperont les particuliers qui voudront s'y rapporter, ou on n'aura plus aucune confiance en eux.

Il y a à l'heure actuelle une pratique qui peut avoir ses inconvé-

Pour que l'effet pratique recherché soit obtenu, pour arriver au soulagement non pas nominal mais réel des libérés dignes d'intérêt, il aurait fallu faire un triage étendu et sérieux des condamnations qui paraissent entacher l'honorabilité et la probité. Or ce ne peut être le fait de la loi.

D'abord parce que c'est une entreprise chimérique que de vouloir par la loi abstraite, conjecturale, lointaine, juger des mobiles et des intentions des coupables.

Ensuite parce que ce triage ne peut s'appuyer sur aucune base. Certains délits, par leur nature, semblent plus particulièrement dangereux et déshonorants. On a essayé de faire une énumération ; l'épreuve tentée par la commission extraparlamentaire et par le Conseil d'État a été concluante : toute liste, même fort longue, est incomplète, sans grande signification. M. Guillot l'a

nients, je le reconnais, mais qui au moins repose sur l'application légale d'un principe. Aujourd'hui, la pièce qu'on délivre à l'intéressé est sincère et quand il la présente à un tiers, patron ou administration, ces derniers savent qu'on peut avoir confiance en elle. Si vous admettez des limitations, des restrictions, qui nécessairement seront arbitraires, il n'en sera plus ainsi. Lorsqu'on portera un document semblable à un patron, il sera fondé à dire : s'il y a « néant » sur votre casier judiciaire, cela ne prouve pas que vous n'avez pas été condamné, mais peut-être que vous avez seulement encouru des condamnations qu'on ne fait pas figurer au bulletin qui est délivré aux particuliers. Du reste, il y a des gens fort intéressants qui seraient absolument victimes de cette organisation nouvelle : ce sont ceux qui n'ont jamais été condamnés. A ceux-là, vous enlevez le moyen légal de prouver qu'ils n'ont jamais subi de condamnation. » *J. off., Doc. parl., Sénat, 1898, p. 971.*

démontré : si l'on inscrit au casier le vol et d'autres délits similaires, faudra-t-il omettre de nombreuses infractions dont la gravité ne saurait être méconnue : suppression des lettres confiées à la poste, destruction malveillante des matières de fabrique pour troubler l'industrie du patron, les contraventions à la loi de 1867 sur les sociétés financières et bien d'autres délits qui ont un caractère très anti-social ? Il est évident que si une énumération trop longue est inapplicable pratiquement, trop courte, elle offense l'équité.

On ne peut se contenter de décider de l'inscription ou de la non-inscription d'après le taux de la peine, car la qualification du délit n'est pas indifférente. Tel fait réprimé d'une peine légère, démontre souvent une perversité ou du moins des tendances plus graves que tel autre puni plus sévèrement.

Faut-il combiner le taux de la peine et la nature de l'infraction ? C'est là une complication nouvelle, qui ne serait pas heureuse même si elle était réalisable. M. Bérenger le prouve par des exemples : un individu rencontre une fille de mœurs faciles et s'égare avec elle dans un fossé ou dans les blés, le garde champêtre les surprend : c'est un outrage aux mœurs et cependant celui qui s'en est rendu coupable ne devrait pas être traité avec la dernière rigueur ; de même, le cas d'un attentat à la pudeur consommé avec une mineure alors que, dépravée avant l'âge, elle aura provoqué elle-même son complice.

Puisque les règles abstraites, écrites à distance des faits, risquent trop d'être fausses, qu'elles ne prennent pas suffisamment la mesure des délits et surtout la mesure des délinquants, puisqu'il faut regarder à l'homme que l'on veut châtier et non pas seulement à l'acte qui s'est accompli, il était facile de permettre d'« individualiser » la peine en admettant le pouvoir du juge. On préféra renoncer à tenir réellement compte de l'idoneité du délinquant à revenir au bien, et l'on accepta cet expédient commode : on prit l'échelle des peines, et l'on décida qu'au dernier échelon des peines, le châtiment du casier ne serait pas accessoirement encouru.

De la sorte, les condamnés vraiment intéressants ne sont pas triés des condamnés dangereux ; mais par contre, les employeurs, s'ils n'ont pas toutes les indications qui leur seraient utiles, savent que le demandeur d'emploi n'a pas subi plus de tant de jours de prison pour un délit quelconque. Si cette assurance n'est pas fort rassurante, le soulagement des libérés est insignifiant. Pourtant, quoique aucun des buts du système transactionnel ne soit atteint, c'était la solution qui s'imposait forcément, fatalement.

En cherchant à frapper les condamnés d'un châtiment qu'exige leur perversité, que l'on ait recours à l'autorité législative ou à l'autorité judiciaire pour fixer l'application du châtiment, on se préoccupe à un certain point de vue de tenir compte en la matière des princi-

pes du droit pénal. Cette préoccupation est illogique et irrationnelle, puisque l'on méconnaît d'autres principes essentiels. L'on organiserait bien une peine méritée, adaptée à la perversité de l'agent, mais on ne pourrait nier que cette peine est illégitime, puisqu'elle a pour fondement l'utilité des employeurs et non la conservation de la société. Or cette peine illégitime n'aurait même plus de raison d'être, puisque l'utilité des employeurs n'est pas corrélative à l'immoralité de l'agent !

Tandis qu'en laissant la mesure de répression extrêmement défectueuse, on peut essayer de soutenir qu'une peine tellement difforme n'est pas une peine : ce sont les défauts mêmes du casier qui servent à le conserver, car le moindre perfectionnement sérieux rend incompréhensible la publicité des extraits. L'on veut protéger les employeurs et l'extrait intégral est destiné à ce but ; l'extrait incomplet répond à un double but qui ne peut être atteint par le même moyen. Alors, en portant la moindre atteinte possible à la publicité, on donne l'illusion d'une réforme et en même temps, l'on accepte un système dont les défauts seront d'autant moins accentués, moins évidents que la réforme sera plus imperceptible. Plus les condamnations dispensées seront légères, insignifiantes, moins le principe de la publicité restreinte est illogique : c'est la preuve irréfragable de l'infécondité de tout système qui en dérive.

§ 3. — L'intervention de l'autorité judiciaire ; le droit de grâce ;
la suspension administrative.

Pourtant, si l'on considère l'énorme différence qui peut exister entre des condamnations pour des fautes analogues, suivant que l'inscription au casier devra ou non s'ensuivre, n'est-on pas forcé de reconnaître qu'en toute conscience, le juge est tenu, lorsqu'il prononce son jugement, de faire entrer en ligne cette considération ? Que devient alors le frêle subterfuge derrière lequel peuvent se retrancher les partisans du système de publicité restreinte dont nous venons de parler (1) ?

Si l'on jette le masque, si l'on reconnaît franchement la nature du casier, si malgré les défauts de la peine on veut, quand même, conserver l'institution, aucune raison sérieuse n'existe pour ne pas admettre les mesures pratiques dont M. Leveillé a démontré éloquemment et à plusieurs reprises l'évidente supériorité. Si les malfaiteurs endurcis et dangereux doivent seuls avoir un casier, trois mesures, qui peuvent être

(1) Ceux-ci se refusent à proportionner le châtiment à la faute, sous le prétexte qu'il ne faut pas constituer une peine nouvelle dont la légitimité n'est pas soutenable. Ainsi toute tentative pour rendre l'application du châtiment plus logique, rend ce châtiment plus inadmissible ; en améliorant l'institution, en restreignant ses fâcheuses conséquences, on rend la publicité plus odieuse. En réalité, il n'en est rien, et la nature du casier est certainement la même dans les deux cas : mais les partisans de la publicité s'efforcent de le nier, car s'ils le reconnaissent, ils seraient bien près de reconnaître en même temps que leur cause n'est guère soutenable.

admises conjointement ou isolément, se recommandent :

1° Admettre que le juge, saisi d'une affaire spéciale, ayant sous les yeux un délinquant déterminé, pouvant mieux que la loi mesurer les chances de relèvement d'un homme tombé et pressentir son avenir probable, puisse en toute liberté (1), suivant les inspirations de sa conscience, ordonner ou ne pas ordonner l'inscription perpétuelle ou temporaire de la condamnation sur l'extrait destiné à l'usage privé.

On objecte que, confier ce pouvoir au juge, ce serait accentuer précisément le caractère pénal que l'on regrette, que l'on voudrait au contraire voir disparaître dans la mesure du possible à un mode de publication « dont le seul but devrait être de renseigner les particuliers, justification de son existence » (2). Il est aisé de répondre : 1° que pratiquement, la pénalité serait adoucie puisque un grand nombre de condamnés ne seraient pas frappés ; 2° que théoriquement, une mesure pénale a identiquement le même caractère, qu'elle s'ajoute à la peine principale par suite d'une décision formellement exprimée par le juge (peine complémentaire) ou qu'elle s'ajoute de plein droit, par le seul fait d'une disposition législative (peine accessoire).

(1) Le pouvoir du juge peut être admis d'une façon plus ou moins large ; mais nous ne discuterons pas la question pratique du degré de pouvoir à accorder au juge et nous formulons la règle extrême et générale, dont le principe est à examiner.

(2) Rapport de M. le conseiller d'Etat Jacquin.

On objecte encore les contrariétés de jugements, les difficultés que le juge rencontre dans la saine appréciation d'une telle question. Mais ce sont là des critiques générales que l'on peut adresser à la justice des hommes : la justice doit-elle être supprimée parce qu'elle est imparfaite ?

2° On peut admettre la remise gracieuse de la peine : le pouvoir exécutif devrait, en vertu de dispositions formelles, remettre les peines accessoires, les incapacités dont sont atteints les déportés, les forçats, les réclusionnaires et plus généralement les libérés. Ce droit de grâce n'a rien de commun avec l'amnistie, dont le caractère essentiel est d'être une mesure qui profite à une collectivité ; ce ne serait nullement une mesure anti-constitutionnelle, et une innovation dans notre droit pénal (1).

3° Enfin, poursuivant l'assimilation aux mesures prises par la loi de 1874, destinée à parer aux inconvénients de la Surveillance de la haute police, M. Leveillé préconise par dessus tout, la remise ou la suspension administrative de la peine (2). Le droit de grâce présente un

(1) M. Colmet de Santerre a dit cependant : « Une remise gracieuse des incapacités, mais ce serait une amnistie individuelle ! Les amnisties ne pouvant être prononcées que par l'autorité législative, M. Leveillé, qui veut conférer au chef du pouvoir exécutif le droit de signer une amnistie partielle, préconise une violation de la constitution ; sa doctrine ne pourrait être acceptée qu'après une révision par le congrès, de la Constitution de 1875 ! » *Séance de l'Acad. des sciences mor. et pol.*, t. 137.

(2) Suivant l'opinion de M. Leveillé, cette réforme suffirait à elle seule à corriger efficacement les inconvénients du casier judiciaire.

danger, car la grâce est une libération définitive ; c'est un remède insuffisant, parce que le chef de l'Etat ne peut user de son droit dans tous les cas nécessaires. Il n'est pas de bonnes raisons pour refuser ce pouvoir à l'Administration, à qui la loi du 27 mai 1885 donne une prérogative plus importante : la libération conditionnelle.

Comme la libération conditionnelle, la suspension de l'inscription serait une faveur accordée aux libérés, en récompense de leur bonne conduite ; cette faveur pourrait être prononcée pour une courte durée, et susceptible de renouvellements sous la « caution morale » d'une Société de patronage. Cette motion repose sur une idée fort juste : c'est à l'agent d'exécution de la peine qu'il faut laisser la latitude de l'appréciation, car il est mieux placé, pour prononcer sur une question semblable, que le juge qui ne voit le coupable qu'un instant, le connaît insuffisamment par quelques réponses hâtives, et se trouverait fort embarrassé s'il devait prononcer de « l'incorrigibilité » et infliger à un individu une peine qui semble exclure à jamais toute possibilité de relèvement.

M. Leveillé a développé les avantages et mis en relief la supériorité de ces mesures ; il a réfuté les critiques, établi que la nature du casier ne change pas alors que la loi ou le juge opère le triage des condamnations, démontré que les inconvénients du casier seraient sérieu-

sement amoindris (1). Nous nous bornerons à une seule objection.

Supposons le programme réalisé (2) : suivant qu'un libéré est suspect ou non d'une rechute dans l'avenir, on l'a mis ou non à l'index par le casier. Ainsi, les libérés endurcis ont seuls un casier. Une question se pose alors : pourquoi ce châtiment, pourquoi cette peine ? Le casier judiciaire ne s'explique ni comme moyen de prévention, ni comme moyen de répression. Ce n'est pas parce que le casier est une souffrance que l'on organisera cette peine (3) : personne ne peut le soutenir. « On ne veut pas, dit-on, aux risques et aux dépens de la sécurité générale, voiler complaisamment les antécédents des pires criminels. » Or nous voyons bien comment les directeurs de compagnies, les chefs d'ateliers, d'usines, de maisons de commerce seront protégés contre les malfaiteurs dangereux, mais nous ne voyons pas du tout comment les citoyens, le public, seront préservés

(1) Nous ne pouvons reprendre ces questions, alors qu'elles ont été si éloquemment exposées par notre savant maître. V. à ce sujet : J. *Le Temps*, 3 et 27 mars, 1^{er} avril 1891. *Bull. Soc. gén. des pris.*, années 1891 et 1893. Congrès du patronage des libérés de Lyon, 1894. Compte rendu, p. 19.

(2) « Je ne veux pas tant sacrifier à cette chimère compromettante et vaine : le reclassement en France même des malfaiteurs indignes. Cet autre résultat, je déclare que je ne le poursuis pas, que je n'y travaille pas, que je ne le souhaite pas. » J. *Le Temps*, 8 mars 1891. Alors il faudrait souhaiter l'expatriation de tous ceux qui auraient un casier, *les indignes* ; pourquoi laisser en France des individus, dangereux par l'oisiveté même à laquelle ils sont condamnés ?

(3) La justification du casier ne peut être son caractère pénal (V. § 2 du chapitre précédent),

de leurs atteintes. Est-ce que la sécurité publique sera augmentée parce que les patrons repousseront ces mal-fauteurs dont la situation, dénoncée à quelques individualités, est jalousement cachée au public sans défense ! Alors, le pouvoir social relancerait des êtres dangereux dans la circulation sociale en prenant contre eux cette unique garantie : leur ôter la possibilité de la régénération par le travail ! Et cette mesure vraiment étrange, serait prise pour sauvegarder les intérêts des employeurs, alors qu'on leur dissimule un grand nombre de condamnations qui leur seraient très utiles à connaître, et qui seraient parfois, d'après la fonction à remplir, plus significatives que celles des délinquants soi-disant endurcis ! La seule apparence de justification du casier est méconnue : alors pourquoi conserver la publicité, peine difforme et monstrueuse ? Plus le triage des condamnations sera réel, sérieux, moins la publicité restreinte se comprendra, moins elle aura de raison d'être.

C'est pourquoi la solution du problème du casier n'est pas dans un système quelconque de publicité restreinte ; si l'extrait du casier est vraiment expurgé, si les libérés indignes et endurcis dont le retour au bien est improbable ont seuls un casier judiciaire, la publicité du casier ne se comprend plus, n'est plus soutenable ; si le triage des libérés méritants est grossier, insignifiant, basé sur ce que la condamnation est extrêmement légère, le soulagement des libérés est purement imaginaire, et

l'on s'expose à infliger un traitement très différent à deux individus également coupables, dont l'un bénéficiera d'une disposition arbitraire de la loi et l'autre non. De là quelques injustices sans amélioration générale.

CHAPITRE VI

LA DÉLIVRANCE DU CASIER NE DEVRAIT-ELLE PAS ÊTRE SOUmise A UNE VÉRITABLE ORDONNANCE DU JUGE ?

De l'échec des systèmes tendant à une sélection des condamnations, doit-on conclure qu'il faut opter (1) entre la révélation des indications contenues au casier et le retour aux principes appliqués avant 1850, le caractère occulté des renseignements recueillis par la justice ?

En ce cas, l'hésitation n'est pas possible et quelles que soient les résistances, si invétérée que soit l'habitude prise, le retour aux principes du Code d'instruction criminelle s'impose. Mais n'est-il pas possible de remédier aux inconvénients du casier sans briser l'outil, sans déclarer en droit, le casier uniquement destiné à renseigner les agents de l'autorité ?

Au début des travaux de la commission extraparlamentaire, l'on décida l'adoption d'un système transactionnel entre la publicité et la clandestinité ; d'après cette formule, on aurait pu chercher soit à restreindre le nombre des renseignements à communiquer, soit à ne délivrer l'extrait du casier que dans certains cas.

(1) C'était l'avis du Conseil d'État.

En 1893, M. Appleton disait tenir de source autorisée qu'un projet de loi était sur le point d'aboutir, lequel décidait que la communication de l'extrait aux particuliers ne serait autorisée que dans des cas déterminés, par exemple, dans le cas où un honnête homme calomnié voudrait dissiper des soupçons.

Ce projet a été abandonné, et de fait, il est bien difficile de déterminer catégoriquement, à l'avance, les cas dans lesquels l'extrait devrait être obtenu.

Mais, n'est-il pas possible et suffisant de revenir à une plus saine interprétation de l'esprit dans lequel doit s'entendre la publicité du casier, d'après les circulaires ministérielles organiques mêmes qui innoverent le principe ?

De fervents admirateurs du casier louent sans réserves l'institution, disant : l'usage du casier judiciaire tel que la prudence de l'autorité judiciaire l'a permis ne saurait être un déplorable abus ! Et en effet, la communication du casier est acceptée, voulue par les parquets, à qui, en 1850, a été confié le soin de décider de la question. Mais alors ! ne serait-ce pas aux procureurs de la République qu'il faut reprocher les désastreuses conséquences de l'usage du casier ?

M. le garde des sceaux Rouher avait donné aux magistrats du parquet cette instruction : vous accorderez un extrait à un particulier lorsqu'il justifiera de motifs sérieux et légitimes, lorsque vous estimerez qu'il n'y aura pas d'inconvénients. Or, comme il apparaissait

déjà à cette époque que cette délivrance était un châti-
ment pour les condamnés, la bonne méthode qui seule
pouvait conduire à faire poser des principes en cette
matière, c'était l'observation consciencieuse des effets
du châtiement, tant de la menace que de l'application.

Comment les magistrats ont-ils rempli cette tâche ?
Leur initiative s'est bornée à vérifier si la demande
d'extraits était régulièrement libellée, faite dans les
formes, si tant est qu'ils ne se déchargèrent pas de ce
soin sur les greffiers ! Sans doute, cette manière d'agir
fut plus commode pour les procureurs de la Républi-
que ; mais enfin, la commodité serait-elle la grande
règle en la matière ?

Si en fait, comme on l'affirme, administrations, pa-
trons, maîtres se refusent à faire des distinctions, et
rejetent impitoyablement toute requête accompagnée
d'un bulletin mentionnant une peine si minime fût-
elle, soit quant à son chiffre, soit quant à la qualifica-
tion du délit, il faut bien qu'une autorité intervienne
pour substituer son appréciation à celle que l'on ne veut
pas faire. Puisqu'un bon choix ne peut être fait à
l'avance, *a priori*, longtemps avant les événements ;
puisque les règles abstraites, écrites à distance des faits
risquent trop souvent d'être fausses ; puisque la base
d'appréciation est essentiellement variable suivant la
nature de l'occupation à confier, suivant le milieu dans
lequel devra être placé celui qui sollicite un emploi :
c'est au seul moment de la délivrance de l'extrait que

sont réunis les éléments sur lesquels on peut baser une distinction, et l'autorité judiciaire est la mieux placée pour intervenir.

Le législateur, le pouvoir exécutif peuvent donner des instructions générales ; mais la solution de la question de savoir si telle ou telle demande d'extrait doit être accordée ou refusée, ne peut être qu'essentiellement variable suivant l'espèce proposée : c'est là une question de pratique et si l'autorité judiciaire mettait ses soins à la trancher en toute occasion, une sorte de jurisprudence s'établirait bien vite en la matière. La nature du délit devrait guider la détermination du choix de l'emploi que le délinquant pourra briguer sans entraves.

Au solliciteur d'emploi non condamné, il faudrait que le procureur de la République, au lieu de délivrer un casier blanc qui ne dit rien sur son compte, refuse la communication du casier ; ce refus ne pourrait être qu'une présomption d'honorabilité. Ce même refus devrait être opposé (1) à tous ceux dont les antécédents n'indiquent pas que l'exercice de la fonction postulée serait pour lui une cause permanente de nouveaux dé-

(1) Une circulaire du 4 décembre 1884 avait inauguré une pratique assez analogue dans un cas très spécial : à la demande d'un époux qui désirait, par le casier, savoir si son conjoint n'avait pas encouru de condamnations de nature à entraîner le divorce, le parquet répondait, non par la délivrance d'un bulletin blanc, mais en avisant de l'inexistence de condamnations de nature à faire prononcer le divorce contre le dit conjoint. Dans notre espèce, le parquet aviserait de l'existence de condamnations de nature à en traverser l'exercice de telle fonction déterminée.

lits. Par exemple, si un individu a failli à la probité, il conviendra de lui éviter les tentations qui résulteraient pour lui de l'argent à manier ; si la faute a été contre la morale, de la fréquentation des enfants. Mais que ces individus sachent, qu'en sollicitant d'autres emplois qui leur conviennent mieux, ils ne rencontreront plus d'obstacles de la part du casier. Ne serait-ce pas le rôle de la justice, d'orienter les libérés dans la voie où leurs instincts mauvais seraient le moins vivement sollicités, ce qui serait utile pour eux comme pour la société ?

Ainsi entendue, la publicité ne serait plus une peine, au sens juridique du mot : car l'inscription d'une mention publiée ne procéderait plus du jugement de condamnation, mais d'une sorte de second jugement distinct, prononcé sur des causes spéciales ; l'appréciation du juge serait basée sur la nature et la gravité du délit, la conduite du libéré pendant et après l'emprisonnement, enfin, la nature de l'emploi sollicité ; ce serait là, une suite de la condamnation.

D'autre part, des considérations rationnelles nous font admettre ce système de réforme comme seul possible. Actuellement, du droit légal qu'a tout individu d'obtenir un extrait du casier, il résulte que tout employeur a la possibilité légale d'exclure tout libéré. De cet état de choses résulte une incapacité de travail, qui, si elle est absolue, est *la privation de la vie par la privation des moyens d'existence*. Cette incapacité ne peut être assimilée aux incapacités qu'édicte le pouvoir social, mais elle est un effet de la peine du casier ; cette

incapacité est prononcée, infligée par des individualités et provient, par conséquent, du droit de punir laissé par l'État aux particuliers. Or si la classe des employeurs frappe trop cruellement, n'est-ce pas le devoir de l'État d'autoriser et de régler la mesure dans laquelle il faut laisser le pouvoir d'appliquer cette sorte de pénalité. Pour cela, il ne faut pas se borner à soustraire quelques libérés à la vindicte privée, il faut que l'incapacité de travail ne puisse être que contingente, que relative. Au lieu de donner à tous les employeurs le même motif d'exclusion, il ne faut donner ce motif qu'à certains employeurs pour qui il est probant.

En considérant de cette façon la question du casier, il n'y a plus, à proprement parler, à opter entre le principe de la publicité et celui de la clandestinité. Nous verrons plus loin, en faisant un rapide examen de la législation étrangère, qu'en Portugal où l'institution du casier a été transportée littéralement telle que l'avaient créée les circulaires ministérielles de 1850, une interprétation analogue a préservé le pays des dangers du casier : la publicité n'existe pas en fait.

Si M. Rouher, escomptant les résultats présumés d'une institution nouvelle, a pu dire que la publicité doit être la règle et non pas l'exception, c'est-à-dire que la communication doit être accordée beaucoup plus souvent qu'elle n'est refusée, maintenant que l'expérience et le temps nous ont montré quel est l'usage réel du casier et quelles sont ses conséquences, ne pouvons-nous pas en déduire que la règle doit être inversée ?

DEUXIÈME PARTIE

RÈGLEMENTATION LÉGISLATIVE DU CASIER JUDICIAIRE. — LA RÉHABILITATION DE DROIT

CHAPITRE PREMIER

CONSTITUTION ET FONCTIONNEMENT DES CASIERS JUDICIAIRES.

§ 1. — Organisation ; les casiers d'arrondissement et le casier central. — Enonciations du bulletin n° 1.

Tant que l'institution du casier judiciaire a été régie par des circulaires émanant de divers départements ministériels, il était difficile de se reconnaître à travers un dédale de prescriptions éparses et confuses. Pour avoir une vue d'ensemble, exacte sur la matière, il fallait se reporter à près de 150 textes ; aussi était-il à craindre que le fonctionnement ne fût pas uniforme et sans reproche, que des règles si flottantes fussent mal connues et mal appliquées.

Ces inconvénients n'existent plus, maintenant qu'un

texte précis réglemente la matière (1). Le projet de loi, élaboré par la commission extra-parlementaire de 1890 et déposé sur le bureau du Sénat le 22 octobre 1891, est devenu, après de nombreuses vicissitudes et quelques modifications, la loi du 5 août 1899. L'organisation matérielle du casier n'a nullement été en discussion, et elle est restée absolument la même dans ses grandes lignes.

Les greffiers sont chargés de l'administration des casiers ; ils rédigent des bulletins n° 1, à la suite des jugements de condamnations énumérés par la loi, et ils les expédient au parquet général. De là, ces bulletins sont envoyés au greffe du tribunal de l'arrondissement du lieu de naissance du condamné, où ils sont classés par ordre alphabétique dans un lieu non accessible au public, ordinairement dans celui où sont conservés les actes de l'état civil ; ils forment ce qu'on appelle les casiers d'arrondissement.

(1) Loi du 3 août 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit. V. Appendice. Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi (12 décembre 1899). Circulaire adressée par M. le ministre de la justice aux procureurs généraux, relative à l'application de la loi, du 15 décembre 1899 (Publiée au *J. off.* du 17 décembre 1899, p. 8427).

M. G. Le Poittevin a fait un commentaire de la loi et du règlement d'administration publique (*Traité théorique et pratique des casiers judiciaires*, seconde édition, 1900). Ce manuel pratique, « destiné à servir de guide aux magistrats et aux greffiers dans la mission importante et délicate qui leur est confiée », pénètre dans tous les détails d'application ; les textes et documents intéressant la matière sont reproduits d'une façon très complète.

Lorsque les bulletins n° 1 sont relatifs à des individus nés à l'étranger, dans les colonies, ou dont l'acte de naissance n'a pas pu être retrouvé, ils sont envoyés au ministère de la justice ; là, ils sont classés, et constituent le casier central, par opposition aux casiers des greffes. Ce casier central est organisé depuis 1853 (1), et le service est dirigé par un agent spécial, sous la surveillance du directeur des affaires criminelles et des grâces (2).

Les greffiers sont, dans leur administration, sous l'autorité et la surveillance du procureur de la République et du procureur général : les magistrats du parquet doivent vérifier et viser tous les bulletins, et cette surveillance doit être effective (3) en raison des difficultés qui peuvent surgir surtout au début de l'application de la loi.

Tous les bulletins n° 1 sont établis conformément à un modèle uniforme et sur papier blanc ; ceux qui ont trait à un individu, pour lequel doit exister un bulletin n° 1 antérieur, portent la mention manuscrite : récidive.

Le casier judiciaire, biographie judiciaire des personnes soumises aux lois françaises, enregistre tout accident pénal ou disciplinaire de leur existence, sauf

(1) Cir. chanc. du 23 mai 1853, VII.

(2) Règl. d'adm. pub. (art. 1 et 2).

(3) « Je n'hésiterai pas, lorsqu'un bulletin contiendra des erreurs regrettables qu'un examen un peu attentif aurait permis d'éviter, à rendre responsable le magistrat qui l'aura visé. » Circ. Chanc. du 15 décembre 1899.

au législateur à prévenir par de sages mesures les divulgations dangereuses. L'article 1 de la loi ordonne la rédaction du bulletin n° 1 constatant :

1° Les condamnations contradictoires ou par contumace et les condamnations par défaut non frappées d'opposition, prononcées pour crimes ou délits (1), par toute juridiction répressive. Vu la généralité de ces termes, dorénavant il devra être établi un bulletin n° 1 en cas de condamnation même à l'amende prononcée par un tribunal correctionnel à la requête d'une administration publique, notamment pour infraction aux lois sur les eaux et forêts, les douanes, les contributions indirectes, les octrois et les postes. De telles amendes sont surtout à considérer comme des réparations civiles, et à ce titre, elles étaient exclues antérieurement du casier.

Par l'expression « juridictions répressives », la loi entend évidemment des juridictions civiles appelées à réprimer des faits d'audience ;

2° Les décisions prononcées par application de l'article 66 du Code pénal. Ces décisions, tout en étant des sentences d'acquittalment, par suite du défaut de discernement du mineur de seize ans, sont des notes de moralité dont la connaissance est indispensable pour le juge en cas de rechute ;

3° Les décisions disciplinaires prononcées par l'autorité judiciaire ou par une autorité administrative lorsqu'elles entraînent ou édictent des incapacités.

(1) L'expression « délits » est employée dans le sens que lui donne le Code pénal et vise les délits-contraventions.

Seuls donneront donc lieu à la rédaction d'un bulletin n° 1, les jugements ou arrêts de l'autorité judiciaire portant destitution d'un officier public ou ministériel, puisque la peine de la destitution est la seule qui puisse entraîner une incapacité ou déchéance légale (déchéance électorale, art. 15, § 8 du décret organique du 2 février 1852 ; incapacité d'être juré, art. 2, § 7 de la loi du 21 novembre 1872). C'est ce qu'a formellement reconnu la Cour de cassation lorsqu'elle a déclaré que le bénéfice de la loi du 19 mars 1864, organisant « la réhabilitation disciplinaire » ne pouvait s'étendre aux peines inférieures à la destitution (V. Cass. crim., 25 novembre 1899. Arrêt Mallet) (1). Ainsi ne doivent pas être portées

(1) Il s'agissait en l'espèce d'un huissier, qui, ayant été condamné à d'autres peines disciplinaires que la destitution, formait une demande en réhabilitation, qui fut déclarée non recevable.

Vu l'article 1^{er} de la loi du 19 mars 1864, ainsi conçu : « Les notaires, les greffiers et les officiers ministériels destitués peuvent être relevés des déchéances et des incapacités résultant de leur destitution. »

Attendu que la réhabilitation instituée par ce texte en faveur des officiers ministériels condamnés disciplinairement diffère de la réhabilitation admise en matière correctionnelle par la loi du 3 juillet 1852 en ce qu'elle ne s'applique pas comme cette dernière quelle que soit la peine prononcée ; que le législateur de 1864, ainsi que le prouvent les travaux préparatoires de la loi, s'est montré moins large que celui de 1852 et n'a d'autre but que de permettre aux officiers ministériels condamnés disciplinairement de se faire relever de déchéances et incapacités résultant de leurs condamnations ; que, de toutes les peines disciplinaires qui peuvent être prononcées contre un officier ministériel, la destitution est la seule qui entraîne des incapacités, que c'est la seule qui est visée dans la rubrique de la loi de 1864 et dans l'article 1^{er} ci-dessus transcrit, et la seule qui par conséquent, puisse donner lieu à une demande en réhabilitation, rejette.

au casier, les décisions disciplinaires qui ne sont que de simples suspensions, des réprimandes.

L'autorité administrative est sans action sur la capacité ; on peut se demander quelle est la portée de la mesure prise par le législateur ? Quel sens attacher au mot « incapacité », si l'on veut attribuer un effet quelconque au texte de la loi ? Sans doute, la loi ne vise pas les réprimandes adressées aux fonctionnaires, leurs suspensions ou révocations, la mise en réforme d'un officier, etc. ; mais elle a probablement eu en vue les actes administratifs dont la mention était antérieurement conservée : les décisions portant privation ou suspension du droit de porter une décoration, croix de la Légion d'honneur, médaille militaire, décorations étrangères. Ces décisions sont de véritables déchéances ;

4° Les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire ;

5° Les arrêtés d'expulsion pris contre les étrangers.

Le projet de loi primitif voulait que la déchéance de la puissance paternelle fût portée au casier ; comme le casier n'est pas exclusivement réservé aux condamnations criminelles et correctionnelles, il n'y a pas de raison pour ne pas mentionner une décision entraînant une déchéance fort grave, et qui doit être connue du parquet pour que le père n'obtienne pas la remise ou la garde de son enfant ou n'exerce point la fonction de tuteur. Pourtant la déchéance ne pourra être mentionnée que lorsqu'elle est l'accessoire d'une condamnation.

Les bulletins n° 1 sont dressés par le greffier de la juridiction qui a statué dans la quinzaine à partir du jour où la décision est devenue définitive ; ils contiennent des mentions destinées à bien spécifier la décision qu'il s'agit de constater, et à désigner l'individu auquel le bulletin s'applique (1). La loi ne prescrit pas de mentionner le signalement anthropométrique du condamné ; le législateur a estimé que c'était là une mesure d'ordre administratif qui compliquerait singulièrement le bulletin n° 1. Pour établir exactement la situation pénale des condamnés, et permettre l'exécution des dispositions relatives à la dispense et à la prescription de certaines inscriptions au bulletin n° 3 et à la réhabilitation de droit, le législateur énumère certaines mentions qui doivent être portées sur le bulletin n° 1, postérieurement à sa rédaction, au fur et à mesure que se produisent les événements qui modifient la situation des intéressés (2).

§ 2. — Les duplicata des bulletins n° 1 ; le casier électoral
et le casier militaire.

Les duplicata appartiennent à des catégories distinctes ; ils sont établis pour être envoyés à certaines administrations de l'État à titre de renseignements administratifs, ou bien pour être transmis par les soins du

(1) V. Appendice. Modèle de bulletin n° 1.

(2) *Id.* V. l'article 2 de la loi, précisé et complété par l'article 7 du Règlement d'administration publique.

casier central au lieu d'origine du condamné, lorsqu'il est étranger et qu'il existe un échange de bulletins entre la France et son pays.

L'article 5 de la loi consacre l'institution du casier militaire et du casier électoral.

Pour faciliter la radiation sur les listes électorales, des personnes frappées de condamnations entraînant des incapacités, politiques, on avait établi en 1874 (1), aux sous-préfectures des lieux de naissance des condamnés, un casier où étaient classés les duplicata des bulletins n° 1, rédigés à la suite de jugements entraînant suspension ou privation des droits électoraux (2). Actuellement, les duplicata sont adressés à l'autorité administrative du domicile de tout Français et de tout étranger naturalisé. Cette disposition est loin d'être à l'abri de toute critique. En effet, l'expression « domicile » est trop vague ; il importerait que le casier électoral fût constitué au domicile électoral et que, dans le cas où l'on supposerait au condamné plusieurs domiciles électoraux, il y ait autant d'avis donnés pour permettre la radiation des listes électorales.

(1) Circ. Chanc. des 18 décembre 1874, 27 août et 8 décembre 1875.

(2) M.H. de Forcrand, *La réforme du casier judiciaire au Sénat*, p.17, propose de modifier ainsi l'article 5, § 2 : « En cas de condamnation privative du droit de vote, le maire du domicile électoral connu ou présumé est informé par un simple avis revêtu des signatures du greffier et du procureur de la République et relatant, à l'exclusion absolue de toutes autres mentions, l'état civil, la profession et le domicile de la personne visée, l'attestation de la déchéance, son point de départ et sa durée.

L'autorité militaire a le plus sérieux intérêt (1) à connaître les tares morales des hommes à sa disposition, ne serait-ce que pour provoquer la cassation des gradés devenus indignes. Depuis 1874, on a établi dans tous les bureaux de recrutement, des casiers analogues aux casiers électoraux (2). La loi prescrit d'adresser à l'autorité militaire ou maritime, un duplicata du bulletin n° 1 en cas de condamnation, faillite, liquidation judiciaire ou destitution d'un officier ministériel, prononcée contre un individu soumis à l'obligation du service militaire ou maritime.

§ 3. — Les extraits du casier judiciaire ; énonciations et délivrance du bulletin n° 2 ; création du bulletin n° 3.

Sous le régime des circulaires ministérielles, les extraits du casier étaient tous uniformément dénommés « bulletins n° 2 » ; maintenant, comme une distinction fondamentale est faite entre les extraits, pour éviter toute confusion, on dénomme « bulletins n° 2 » les extraits du casier délivrés aux magistrats, aux autorités militaires ou maritimes, et aux administrations publiques, et on les rédige sur papier bulle ; l'extrait délivré aux particuliers, dont les mentions diffèrent, est appelé bulletin n° 3 ; il est rédigé sur papier gris bleu (3).

Le bulletin n° 2 est le relevé intégral des bulletins

(1) Articles 4 et 5 de la loi du 15 juin 1889 et loi du 1^{er} mai 1897.

(2) Circ. du 19 février 1874.

(3) V. Appendice.

n° 1 applicables à la même personne ; il contient non seulement les indications inscrites sur le bulletin n° 1 au moment de la rédaction primitive, mais encore toutes les mentions postérieures ; seul le bulletin n° 2, réclamé par les administrations publiques de l'État pour l'exercice des droits électoraux, n'est pas une copie intégrale : il ne constate que les décisions entraînant des incapacités prévues par les lois spéciales relatives à l'exercice des droits politiques.

On peut diviser en deux classes les personnes publiques qui peuvent obtenir un bulletin n° 2.

Dans une première catégorie, les magistrats du parquet et de l'instruction, qui n'ont aucune justification à faire pour consulter le casier. On peut préciser ainsi cette première classe : « les ministres, le grand chancelier de la Légion d'honneur, le préfet de police, les procureurs généraux et les procureurs de la République, les juges d'instruction, les commissaires du gouvernement et les rapporteurs près les conseils de guerre (1) ».

Quant à la seconde classe, variable suivant les intérêts de l'État et les modifications de l'organisme gouvernemental et administratif, il est impossible d'en donner une énumération complète ; les personnes qui la composent doivent fournir un motif déterminé pour obtenir un bulletin n° 2.

(1) H. de Forcrand, *ouv. cité.*

Comme l'extrait délivré à l'intéressé qui veut contracter un engagement volontaire ne peut être que le bulletin n° 3, qui n'eût pas renseigné suffisamment les autorités militaires et maritimes sur les antécédents judiciaires, les extraits nécessaires sont délivrés non pas à l'intéressé, mais directement aux autorités militaires et maritimes (1). Il en est de même en ce qui concerne les aspirants aux emplois d'officier de réserve ou de l'armée territoriale.

Le relevé intégral des condamnations est également délivré aux administrations publiques de l'État saisies de demandes d'emplois (2), ou en vue de poursuites disciplinaires ou de l'ouverture d'une école privée, conformément à la loi du 30 octobre 1886. Les emplois pour l'accès desquels la vérification exacte du passé judiciaire est autorisée, ne sont pas seulement les fonctions publiques ressortissant directement de l'État, mais aussi toutes les fonctions instituées en vue du maintien de l'ordre public, comme celles notamment des gardes champêtres, des gardes de particuliers, des gardes de compagnies de chemins de fer, des préposés d'octroi. Car ces agents, s'ils ne sont pas des fonctionnaires de

(1) Circulaire du ministre de la guerre du 18 octobre 1899. Circ. Chanc. du 23 octobre 1899.

(2) Pourtant dans ce cas, lorsqu'une condamnation est considérée comme non avenue (V. plus loin, p. 130), cette condamnation ne doit pas être portée, quoiqu'elle figure sur l'extrait délivré aux magistrats avec la mention de la cause qui la rend non avenue. C'était la pratique ministérielle et il est à croire qu'il n'y sera rien changé.

l'État, sont officiers de police judiciaire et tiennent cette qualité de la puissance publique (1).

Seules, ont droit à la communication du bulletin n° 2, les administrations publiques de l'État ; il résulte des travaux préparatoires que ces expressions ne doivent pas comprendre les compagnies de chemins de fer, même de l'État, ni l'administration de l'Assistance Publique de Paris. Les administrations, même publiques, qui ne sont pas des établissements de l'État, la Banque de France par exemple, sont assimilées aux particuliers.

La seconde espèce d'extraits du casier judiciaire, les bulletins n° 3, destinés à l'usage privé, diffèrent essentiellement ; c'est là la véritable innovation de la loi.

Les articles 6, 7, 8 et 9 de la loi créent et organisent ce bulletin n° 3, qui, d'après le principe en vigueur depuis 1874, ne peut être délivré qu'à la personne qu'il concerne ; il doit rester clandestin pour tout autre que l'intéressé. Ainsi, la publicité « oblique » est légalement consacrée. La réforme consiste en deux choses :

(1) Circulaire du ministre de la justice : Extraits du casier judiciaire à joindre aux dossiers des candidats à la magistrature et aux fonctions d'officiers publics et ministériels, 20 décembre 1899. « En vertu de la loi du 5 août 1899, l'extrait du casier qui est désormais délivré aux particuliers sous la dénomination de bulletin n° 3, ne fait pas mention de certaines condamnations. Il est dès lors devenu inutile, puisqu'il ne dispense plus le ministère public de faire procéder à la vérification du dossier. Dans ces conditions, j'ai décidé que les postulants n'auraient pas à produire de bulletins n° 3, extraits de leur casier. Il appartiendra aux substituts de compléter le dossier à ce point de vue en y joignant le bulletin n° 2 prévu par l'article 4 de la loi susvisée. »

1° La suppression de certaines mentions du bulletin à délivrer aux parties ;

2° La prescription ou péremption des mentions du casier après un certain laps de temps.

A ces deux réformes, il est venu s'en juxtaposer une troisième :

3° Dans les cas limitativement prévus, où s'opère la prescription, après l'expiration d'un nouveau délai, la réhabilitation sera acquise de plein droit.

Les condamnations non inscrites dès le début ou ayant cessé de l'être, se trouveront mentionnées de nouveau au bulletin n° 3, si à une époque quelconque intervient une nouvelle décision judiciaire entraînant une peine autre que l'amende, contre le titulaire du bulletin. Ainsi le système, inauguré par la loi ne laisse pas d'être singulièrement compliqué. On peut distinguer : des condamnations jamais inscrites quel qu'en soit le nombre ; des condamnations primaires non inscrites au-dessous d'un certain taux de pénalité ; des condamnations inscrites, mais pouvant cesser de l'être et des condamnations après avoir été radiées ou non inscrites, pouvant encore reparaître au bulletin.

Ce n'est pas là un moindre défaut ; car ainsi que le disait M. le conseiller d'État Jacquin (1) : « On s'effraie de la besogne qui incombera aux greffiers chargés de répondre aux demandes d'extraits : on peut se poser

(1) Rapport sur le projet de loi.

sérieusement la question de savoir s'il leur sera véritablement possible de s'y reconnaître au milieu de toutes ces prescriptions si diverses, de ces régimes si différents faits à tels ou tels délits. Quand on songe au grand nombre de bulletins qui sont demandés, est-il possible d'admettre que, dans la pratique, un tel système puisse efficacement fonctionner ? Les erreurs ne sont-elles pas à redouter, à prévoir même, comme devant se produire fatalement, sans que le moindre reproche de négligence puisse être fait aux greffiers ? »

CHAPITRE II

OMISSIONS QU'Ê DOIT PRÉSENTER LE BULLETIN N° 3.

§ 1. — Condamnations omises dès le jugement.

Sous le régime des circulaires ministérielles, le bulletin délivré aux particuliers n'était pas identiquement semblable à celui mis à la disposition des magistrats. Cela tenait à la nature même des choses. Les particuliers demandent un extrait pour prouver qu'ils ne sont pas des libérés, qu'ils sont honnêtes « légalement » ; or on ne peut qualifier de « repris de justice » celui qui est réhabilité, amnistié, ou celui contre qui a été prononcée une décision en vertu de l'article 66 du Code pénal, décision qui est une sentence d'acquiescement.

Ainsi la pratique ministérielle avait admis des exceptions au principe de l'intégralité de la communication des renseignements contenus au casier ; mais ces exceptions ne touchaient en rien au principe, parce que la loi pénale elle-même considère les condamnations non mentionnées comme non avenues (1), soit par l'application d'un principe de droit, soit par des nécessités de fait,

(1) Ces mentions, qui n'étaient pas antérieurement portées à la connaissance des administrations publiques, ne devraient pas l'être actuellement.

attendu que les décisions visées n'impliquent pas l'immoralité de l'agent.

Le législateur est allé plus loin, et il a essayé de donner satisfaction à ceux qui pensaient que le casier judiciaire n'avait qu'un tort : celui d'être un instrument trop parfait et trop sensible. Il a donc admis des exceptions basées sur la minimité des fautes et leur excusabilité (1).

L'idée directrice était qu'il faut fournir au public toutes les indications qui lui sont nécessaires, et qu'il ne faut restreindre les communications qu'en ce qui concerne les condamnés véritablement intéressants (2). On arriva à ces conclusions pratiques : *a*) la loi doit opérer *a priori* le tri des condamnations ; *b*) la quotité de la peine est seule à considérer et les plus faibles condamnations seront seules exceptées ; *c*) quelques délinquants primaires sont seuls intéressants et leur condamnation sera inscrite s'ils commettent une seconde faute, punie d'une peine autre que l'amende.

L'article 7 de la loi énumère les condamnations qui,

(1) M. G. Dubois (*Bull. Soc. gén. des pris.*, janvier 1891, p. 1097) dit qu'il y a là quelque chose comme une tromperie sur la marchandise vendue, puisque l'Etat fait payer des extraits dont la mention « néant » ne procure pas l'absence de condamnation. On a répondu qu'on éviterait que le bulletin n° 3 soit « un mensonge officiel et légal » en changeant les expressions de sa rédaction. La mention « néant » prouve « qu'un homme n'a pas été frappé d'une condamnation portant, d'une manière fondamentale, atteinte à sa considération ».

(2) V. pour la critique de cette théorie, chap. 4, § 1 et 2 de notre 1^{re} partie.

dès l'origine, ne doivent pas être inscrites sur le bulletin n° 3 : ces condamnations sont, aux termes de l'article 9, réparties en deux groupes bien distincts. Pour les quatre premières catégories, la dispense est acquise définitivement, c'est-à-dire qu'une condamnation ultérieure, quelle qu'elle soit, n'enlève pas le bénéfice accordé par la loi à l'intéressé.

A. — *Premier groupe.*

1° Les décisions prononcées par l'application de l'article 66 du Code pénal. — Alors même que les mineurs, acquittés comme ayant agi sans discernement, seront envoyés dans une maison de correction, ces décisions constituent des jugements d'acquiescement et il n'y a pas de raison pour les faire figurer sur l'extrait destiné à l'usage privé ;

2° Les condamnations effacées par la réhabilitation ou par l'application de l'article 4 de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines. — C'est une consécration de la législation actuelle ;

3° Les condamnations prononcées en pays étranger pour des faits non prévus par les lois pénales françaises. — Par suite, le bulletin n° 3 mentionnera les peines encourues à l'étranger pour infraction également réprimées en France.

Cette règle soulève dans son application quelques difficultés pratiques : la qualification des faits contenus dans les bulletins n° 1 rédigés dans un pays étran-

ger peut ne pas répondre à la définition pénale des mêmes faits, telle qu'elle résulte de notre législation, et il ne sera pas toujours facile de reconnaître si l'infraction punie par une juridiction étrangère serait tombée sous le coup de la loi française.

Mais cette disposition est-elle inacceptable comme contraire aux principes essentiels du droit public ? M. H. de Forcrand dit « que la mention d'un jugement sur le bulletin n° 3 constitue une sorte d'exécution de cette décision, tout au moins une manifestation de son autorité, et que cependant les sentences pénales étrangères sont dépourvues de toute autorité en France contre nos nationaux ». En effet, toute souveraineté répudie l'immixtion des lois étrangères dans l'organisation de l'ordre intérieur et dans les règles qui constituent ou modifient l'état de ses nationaux. Aucun Etat n'exécute les condamnations rendues à l'étranger, et il n'est pas compréhensible qu'un tribunal organisé et recruté en dehors de l'autorité française, observant une procédure autre que la sienne et statuant sur des preuves qu'elle n'a pas vérifiées, rende une décision entraînant de plein droit l'inscription au bulletin n° 3, alors qu'elle n'entraîne pas les incapacités accessoires, civiles ou politiques, les déchéances de droit dont les coupables auraient été atteints s'ils avaient été jugés en France (1). Certes,

(1) « Un jugement étranger non seulement ne peut être rendu exécutoire, mais encore ne peut produire aucun effet direct ou indirect en France. C'est une conséquence d'un principe supérieur ;

la présence d'un condamné pour un fait commis à l'étranger, est une cause d'inquiétude, et l'on peut ne pas admettre qu'un fait délictueux, commis hors des frontières, échappe de plein droit à l'action de la loi pénale ; mais pour qu'une condamnation étrangère ait un effet quelconque en France, ne faudrait-il pas tout au moins l'intervention de l'autorité judiciaire française, rendant une décision, à la suite d'une procédure spéciale ?

D'autre part, le paragraphe 3 de l'article 7 ne laisse pas d'être parfaitement injuste : un étranger pourra produire un casier vierge des condamnations encourues en son pays, alors que le français verra figurer à la fois, sur l'extrait qui lui est délivré, les jugements français et les jugements étrangers !

4° Ne sont également pas inscrites au bulletin n° 3, les condamnations pour délits prévus par les lois sur la presse, à l'exception de celles qui ont été prononcées pour diffamation ou pour outrages aux bonnes mœurs, ou en vertu des articles 23, 24 et 25 de la loi du 29 juillet 1881. — Les diffamations ou les outrages aux bonnes mœurs ont été considérés comme rentrant dans les in-

l'indépendance des souverainetés » (Garraud, *Traité de dr. crim.*, t. I, p. 321). Il n'y a qu'un cas où une incapacité dérive d'un jugement étranger : le cas de faillite. L'article 18 du décret du 2 février 1852 déclare incapable les faillis non réhabilités dont la faillite a été prononcée à l'étranger, lorsque le jugement est rendu exécutoire en France. Tant qu'aucune procédure d'exequatur n'existe pour les jugements criminels, une condamnation ne peut avoir d'effets en France.

fractions de droit commun. Pourtant les délits de diffamation, commis par la voie de la presse sont sujets à une répression fort inégale, très accidentelle même. Comme la preuve est généralement interdite, la valeur morale des peines infligées est bien diminuée ; de telles condamnations ne devraient pas figurer au bulletin n° 3.

B. — *Deuxième groupe.*

Les trois derniers paragraphes de l'article 7 énumèrent des condamnations qui ne sont dispensées qu'à titre provisoire et conditionnel ; car l'article 9 dispose que s'il intervient une condamnation ultérieure pour crime ou délit à une peine autre que l'amende, le bulletin n° 3 reproduit intégralement les condamnations suivantes, primitivement dispensées :

5° Une première condamnation à un emprisonnement de trois mois ou de moins de trois mois, prononcée par application des articles 67, 68 et 69 du Code pénal. Il en sera de même, *à fortiori*, d'une simple condamnation à l'amende, quel qu'en soit le montant. Cette mesure est pleinement justifiable, puisque les mineurs de seize ans ne devraient pas être considérés comme de véritables inculpés, mais bien plutôt comme des « pupilles de droit » des tribunaux, et, en cette qualité, passibles de simples mesures plus ou moins sévères de protection et d'éducation ;

6° La condamnation avec sursis à un mois ou moins d'un mois d'emprisonnement avec ou sans amende.

C'est là la véritable innovation de l'article 7, la réforme à laquelle a abouti le système tendant à opérer un triage parmi les condamnations, à faire une distinction entre les libérés méritants et les libérés indignes. Ainsi, après avoir reconnu que les particuliers ne peuvent discerner quelles sont les condamnations qui ne donnent pas la mesure de la moralité, qui ne portent pas sérieusement atteinte à l'honneur et à la probité, après avoir créé ce bulletin n° 3 dont la raison d'être est de préserver des inconvénients du casier ceux dont le retour au bien est possible, il semble que la loi décide que seules les condamnations à un mois avec application de la loi Bérenger n'impliquent pas l'immoralité de l'agent. Certes une telle mesure n'est ni plus arbitraire, ni plus préjudiciable aux honnêtes gens et aux employeurs que la « prescription du casier » ; car le taux de la peine, s'il est un critérium commode, ne peut être un guide sérieux pour distinguer quels sont les libérés auxquels tel ou tel emploi peut être accordé. Mais si l'on admet que les condamnations minimales doivent rester clandestines, pourquoi une limitation aux seules condamnations avec sursis ?

Le législateur a maintenu l'inscription du bulletin n° 3 des condamnations à moins de six jours de prison ou à une amende ne dépassant pas 25 francs, ou à ces deux peines réunies. La condamnation à cinq jours de prison est une condamnation de simple police, et il est à croire qu'une telle peine n'indique pas une perversité

bien noire. Bien des circonstances peuvent empêcher un condamné de bénéficier de la loi de sursis, sans que pour cela il soit un être incorrigible. Le pouvoir du juge, que l'on a voulu proscrire en la matière du casier, ne réapparaît-il pas d'une façon indirecte (1), puisqu'il dépend uniquement du juge d'accorder ou non le sursis, et par suite d'ordonner ou non l'inscription au bulletin n° 3 ?

Le sursis est un acte de pardon prononcé par le magistrat, et espère-t-on l'amendement de ceux-là seuls qui ont été jugés dignes de bénéficier de cette mesure ? La société n'a pas été jugée intéressée à ce que la peine fût exécutée, et par suite, elle n'est pas intéressée à ce que la condamnation soit divulguée. Mais est-ce à dire que tous les autres libérés puissent être considérés comme incorrigibles ? Il semble que le législateur ait reculé en fin de cause, devant la lourde tâche qui lui incombait de déterminer quels libérés devraient avoir un casier, et ait voulu subordonner son choix à l'examen et à l'appréciation du tribunal, se contentant de fixer une limite maxima, limite fixée arbitrairement et sans raisons plausibles, au-dessus de laquelle le juge n'aurait pas à intervenir. La commission extra-parlementaire

(1) M. Bérenger disait, au cours de la discussion de projet de loi devant le Sénat : « les magistrats, quand ils sauront que le casier judiciaire ne portera pas cette condamnation, s'ils estiment la faute assez grave pour être signalée particulièrement, n'hésiteront pas à prononcer une condamnation à plus d'un mois, ce qui entraînera l'inscription du casier. » *J. off.*, 8 décembre 1898.

a examiné divers systèmes d'après lesquels certaines condamnations, au-dessus d'un taux fixé, devaient être inscrites si le juge l'ordonnait (1). Le législateur, réduisant la réforme à sa dernière expression, a déclaré qu'aucune exemption légale n'existerait à proprement parler : pas même pour les condamnations à cinq jours de prison. Mais il a admis, en renversant l'hypothèse examinée par la commission, que le pouvoir du juge pourrait s'exercer, si le coupable n'est passible que d'une pénalité d'un mois de prison et si le sursis peut lui être accordé.

La rédaction du paragraphe 6 de l'article 7 ne laisse pas d'être quelque peu incorrecte et ambiguë ; le texte de projet de loi portait : « Les condamnations avec sursis... » A la suite d'une discussion au Sénat, le texte fut rectifié sous le prétexte qu'il ne peut y avoir qu'une première condamnation avec sursis. Or il n'en est rien : un prévenu peut être plusieurs fois condamné à l'amende avec sursis s'il n'a pas été frappé d'emprisonnement pour crime ou délit de droit commun (art. 1, loi du 26 mars 1891) ; le sursis peut être accordé au condamné poursuivi pour un fait antérieur à la première infraction, ou commis avant la date de la précédente sentence (2).

7° Le dernier paragraphe de l'article 7 prescrit l'o-

(1) Propositions préconisées par MM. Guyot-Dessaigues, Trarieux, etc. ; cette proposition rentre également dans le système de M. Leveillé. Au-dessus d'un taux, les condamnations devaient être exemptées légalement.

(2) V. H. de Forcrand, *ouv. cité.*, p. 27.

mission des déclarations de faillite, si le failli a été déclaré excusable par le tribunal, ou a obtenu un concordat homologué, et les déclarations de liquidation judiciaire. Cette mesure ne saurait être qu'approuvée, puisque la faillite, ne produisant par elle-même aucune conséquence pénale, ne peut être assimilée à un délit.

Telle est la façon dont le législateur a résolu le délicat problème consistant à déterminer, parmi les condamnations prononcées contre un individu, celles-là qu'il importe sérieusement de porter à la connaissance des employeurs possibles de cet individu. En définitive, les inconvénients du casier sont palliés dans une bien faible mesure, et cette solution peut être considérée comme presque aussi pernicieuse que le système primitif. En fournissant un casier tronqué, inexact, menteur, on ne satisfait pas moins aux motifs invoqués pour justifier la publicité, sans répondre aux objections soulevées contre la publicité.

Si les dangers de la publicité sont évités pour certains libérés dont l'honorabilité est présumée non atteinte par une condamnation conditionnelle à un mois de prison (1), la loi laisse sous le coup des graves conséquences résultant de la divulgation de leur situation, nombre

(1) M. Bérenger disait avec beaucoup de raison : « Le casier judiciaire, en principe ne doit contenir que des condamnations définitives. Je vous le demande, une condamnation prononcée avec sursis est-elle une condamnation définitive ? C'est une condamnation essentiellement conditionnelle et qu'il dépend du condamné de faire tomber. Dans ces conditions elle ne peut évidemment pas figurer au casier. » *J. off.*, 8 décembre 1898.

d'autres libérés dont le relèvement est possible, et dont la faute a été extrêmement légère. Enfin, il n'en restera pas moins vrai, ainsi qu'on le répète depuis plusieurs années, que l'employeur éliminera tout libéré qui ne peut exhiber un casier vierge, sans tenir compte des qualités à exiger d'un manouvrier, d'un comptable ou d'un précepteur, sans examiner si les condamnations révélées peuvent provenir d'un outrage aux mœurs, d'une escroquerie, d'un vol, au lieu d'un délit de chasse ou de pêche.

Que les condamnations jugées insignifiantes par la loi, soient précisément celles que tel ou tel employeur aurait parfois le plus haut intérêt à connaître, cela n'est pas douteux, puisque la loi n'a tenu nul compte de la nature des infractions. Il faut reconnaître que si la nécessité d'agir et d'enrayer les inconvénients du casier judiciaire s'imposait de la façon la plus urgente et la plus absolue, la réforme ne saurait être plus timide.

On ne saurait reprocher au bulletin n° 2 d'être l'introduction du mensonge dans les actes officiels, d'être « une tromperie sur la marchandise vendue ». Car si l'Etat fait payer (1) les bulletins n° 3, on a eu soin de modifier la formule du bulletin; lorsqu'aucune mention ne doit être inscrite, le mot « néant », qui, d'après l'arti-

(1) Les articles 12 et 13 du règlement d'administration publique fixent les droits alloués aux greffiers pour la rédaction des différents bulletins du casier judiciaire, ainsi que leur mode de paiement. Toute demande du bulletin n° 3 doit être accompagnée du montant des droits dus au greffier, ainsi que du droit d'enregistrement.

de 4, § 2, de la loi figure sur le bulletin n° 2, ne pouvait être employé, puisqu'il signifie qu'aucun bulletin n° 1 n'existe au casier judiciaire. Pour éviter de délivrer un document dont les assertions pourraient être contraires à la réalité, on se contente d'oblitérer par une barre transversale le bulletin destiné à l'usage privé.

§ 2. — Condamnations qui cessent de figurer au bulletin n° 3 après un certain délai.

On appelle communément « prescription du casier », la réforme consacrée par l'article 8, qui ordonne de délivrer un bulletin vierge à certains condamnés, après un laps de temps écoulé sans nouvelle infraction commise. Si cette expression est commode, on s'accorde à reconnaître qu'elle est inexacte et impropre : il n'y a là aucune application de l'idée de prescription. Une contrainte, une charge pèse sur l'existence du condamné par suite du casier ; mais le condamné n'est pas libéré de cette charge par application de l'idée de prescription, ce qui supposerait l'exécution d'une obligation, l'inaction d'un créancier, d'un individu au profit de qui existe cette charge.

Si l'on admet que l'inscription d'une mention au bulletin n° 3 est une peine véritable, l'expression « prescription » n'est pas davantage justifiable. M. le sénateur Bérenger disait (1) : « La prescription peut tout couvrir.

(1) *J. off.*, Sénat, séance du 8 décembre 1898.

Le casier judiciaire sera-t-il la seule chose qu'elle n'atteindra pas ? Comment ! la peine, comment l'action publique elle-même se prescrivent et la mention de la condamnation seule restera imprescriptible ! » Peut-on dire qu'une peine perpétuelle deviendra prescriptible, si l'on donne au condamné la possibilité d'être libéré après avoir subi cette peine pendant un certain temps ? Sans doute, on soutient avec raison que « la peine accessoire, réellement créée par le casier, ne saurait être perpétuelle alors que la peine principale n'est que temporaire (1) ». Mais perpétuité et imprescriptibilité ne sont pas synonymes, et ces deux expressions ne peuvent être employées l'une pour l'autre.

Si le casier était une institution civile, si le bulletin n° 3 était un document purement administratif, on pourrait dire que les inscriptions sont périmées si elles ne sont pas renouvelées, après une certaine période, par le fait d'une condamnation nouvelle à mentionner. Ainsi l'article 8 établirait une péremption des inscriptions du casier (2), analogue par exemple à la péremption des inscriptions des hypothèques. Mais cette expression, si

(1) *Id.*

(2) M. Theureau (*ouv. citée*) déclare que la péremption est l'anéantissement de toute procédure par la discontinuation des poursuites pendant un laps déterminé ; il ne voit pas de raison pour que le terme « péremption » soit plus exact que le terme « prescription », et d'autre part, on ne peut parler de péremption, car la péremption n'existe pas en matière pénale. La disposition de l'article 8 n'a en effet aucune analogie avec la péremption d'instance et ce n'est pas en la comparant à celle-ci que l'on peut la qualifier de péremption.

elle est moins choquante, aurait le tort d'être peu significative : la radiation des condamnations du bulletin n° 3 est plus qu'une péremption quelconque ; c'est la libération d'une peine.

Faut-il voir, dans ce que l'on a appelé la prescription du casier, un simple moyen, quelque peu empirique, imaginé par le Sénat, pour atténuer les pernicieuses conséquences du bulletin n° 3 ? Nullement, car cette disposition nous semble reposer sur une donnée juridique bien nette ; elle se rattache à une idée contenue déjà dans la loi du 26 mars 1891 : la réhabilitation de plein droit, récompense de la bonne conduite présumée du délinquant qui ne récidive pas pendant un certain temps. M. le garde des sceaux Lebreton disait avec raison à la tribune du Sénat : « Au lieu d'agir d'un seul coup, comme le fait la loi du sursis, nous avons opéré en quelque sorte par degrés. Nous avons exigé un premier stage, au bout duquel la condamnation disparaît du casier judiciaire, mais en subsistant quant à ses effets. Nous organisons ensuite un nouveau délai, après lequel la condamnation est effacée par une sorte de réhabilitation légale (1). » Ainsi, les effets de la réhabilitation sont doublés ; l'article 8 établit une réhabilitation partielle qui n'a d'effets que sur la peine accessoire du casier, qui n'efface la condamnation que sur l'affiche communiquée au public.

1) *J. off.*, Sénat, séance du 8 décembre 1898.

Quelle que soit la notion que l'on se fasse de la mesure prise par l'article 8 et le terme dont on la désigne, cette réforme est celle qui a soulevé le moins d'objections. En vain, déclare-t-on qu'un fait ne se prescrit pas, que les employeurs peuvent aussi bien tirer des déductions d'une faute ancienne que d'une faute récente, etc. (1) ; les mêmes arguments apportés en faveur de la réhabilitation de droit justifient, *a fortiori*, cette soi-disant prescription. Un délinquant, qui évite de commettre une nouvelle infraction pendant un certain temps, a bien des chances de ne jamais retomber dans le crime, et il est inutile de divulguer pendant trop longtemps son infamie. Mais est-ce là un remède efficace aux inconvénients du casier ? Il est permis d'en douter, car c'est en sortant de prison (2) que le libéré a surtout besoin de trouver du travail. Sans doute, la perpétuité de l'inscription n'existant plus pour toute condamnation, la peine du casier ne sera pas absolument la même dans tous les cas, pour les individus les moins comme pour les plus cri-

(1) V. *Bull. Soc. gén. des pris.*, année 1891, discours de MM. Bonneville de Marsangy, G. Dubois.

(2) Comme l'a dit M. Leveillé : « L'heure de la libération, c'est l'heure de la crise. Il faut que ce jour-là le libéré mange ; et pour que ce jour-là le libéré mange, il faut que ce jour-là le libéré travaille. Je sais bien qu'on me répond : mais il y a la réhabilitation qui efface le casier dénonciateur ! Le malheureux est sorti hier de prison avec quelques sous dans sa poche, il a besoin aujourd'hui d'un morceau de pain et vous lui dites : il y a une très belle invention, la réhabilitation, dans quelques années vous pourrez en profiter. Ce n'est pas sérieux ! Ce qu'il faut au misérable, c'est du pain, du travail, non pas demain, non pas dans un an ni dans trois ans, mais tout de suite. »

minels : il y aura une graduation grossière en proportion de la gravité de la faute et du degré d'immoralité de l'agent. Mais la peine pour être de moins longue durée, sera-t-elle plus légitime ?

Les bienfaits relatifs de cette invocation sont en outre balancés par les difficultés d'application et les complications d'un mécanisme dont nous allons exposer les rouages.

Période d'épreuve et point de départ. — La radiation des inscriptions du bulletin n° 3 étant une récompense, elle ne sera accordée qu'après un délai variable suivant l'importance et le nombre des condamnations : 1° un an pour la condamnation unique à moins de six jours de prison ou à une amende ne dépassant pas 25 francs, ou à ces deux peines réunies ; 2° cinq ans pour une condamnation unique ne dépassant pas six mois de prison ; 3° dix ans pour la condamnation unique, à deux ans ou les condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas un an ; 4° quinze ans pour la condamnation unique supérieure à deux ans de prison. Ces dispositions n'infirmement nullement, ainsi que le législateur l'a formellement exprimé, l'article 4 de la loi du 26 mars 1891, car le sursis est une faveur particulière, à laquelle il n'y a pas à toucher.

La détermination des catégories respectivement soumises à la prescription de 1, 5, 10 et 15 ans est absolument arbitraire, et il est à présumer qu'il se produira souvent des résultats peu équitables. Comme, par suite

de l'article 9, toute condamnation ultérieure entraînera la réapparition des mentions rayées, vingt-quatre jours de prison pour rixe, délit de pêche ou autre infraction, feront perdre tout le bénéfice de ce stage à l'individu sorti depuis quinze à vingt ans du bagne ou de la maison centrale !

On a critiqué le délai minimum de un an, qui ne saurait constituer une épreuve sérieuse : peut-on reconnaître quelque mérite à celui qui se borne à un seul délit dans l'année ? Mais l'objection ne porte pas en fait, car on peut se demander quels sont les libérés qui vont profiter de cette faveur ?

Le paragraphe 1 de l'article 8 ne s'applique que lorsque la condamnation n'entraîne pas une incapacité civile ou politique ; or cette disposition restreint extrêmement la portée du texte, qui ne devient applicable probablement qu'aux seules condamnations à l'amende. En effet, l'article 2, § 11 de la loi du 21 novembre 1872 déclare incapables d'être jurés, pendant cinq ans après l'expiration de leur peine, les condamnés à une peine d'emprisonnement quelconque inférieure à trois mois, pour quelque délit que ce soit.

La loi vise les peines militaires et il n'est pas douteux que le paragraphe 3 s'applique à la peine des travaux publics dont le minimum est deux ans (1).

(1) Comme les peines au-dessus de deux ans de prison peuvent cesser de figurer au bulletin n° 3, les omissions du casier ne seront pas seulement des condamnations légères, mais des condamnations

Les difficultés pratiques d'application de l'article 8 résident dans la fixation du point initial du délai. Le législateur a décidé que, si des condamnations devront cesser d'être inscrites, ce sera à la double condition, pour le coupable, de ne pas commettre de nouvelles infractions et de se soumettre au jugement : le délai partira du terme effectif de la peine corporelle ou du jour du paiement de l'amende. Comme ces deux dates ne peuvent être connues au moment de la rédaction du bulletin n° 1, de là la nécessité d'envoyer postérieurement diverses notes au greffier du lieu d'origine du condamné (V. articles 2 de la loi et 7 du Règlement d'administration publique). Pour calculer le délai, le greffier devra connaître les évasions, les réincarcérations, les grâces, commutations ou réductions de peine, les arrêtés de mise en libération conditionnelle et de révocation, la date de l'expiration de la peine corporelle, de l'exécution de la contrainte par corps ou du recouvrement de l'amende. Est-ce que des détails aussi minutieux pourront toujours être observés (1) ?

à l'emprisonnement de longue durée, à la réclusion, à la détention, aux travaux forcés.

(1) Comme les condamnations qui ont disparu du casier, sont effacées par la réhabilitation à la suite d'un délai plus long, et qu'il n'y a pas entre ces deux mesures identité de conditions, ce que nous dirons au sujet des conditions de la réhabilitation dans le chapitre suivant, s'applique également aux dispositions de l'article 8 dont l'article 9 s'est approprié l'économie.

CHAPITRE III

LA RÉHABILITATION DE DROIT.

§ 1. — Corrélation entre la réhabilitation de droit et la prescription du casier. — Principe nouveau apporté en la matière de la réhabilitation.

A propos du casier judiciaire, le législateur a été amené à toucher à la matière toute différente de la réhabilitation. La juxtaposition de cette seconde question peut paraître étrange de prime abord, et l'on est tenté de dire : *Non est hic locus*, ce n'est pas ici sa place, ce n'est pas dans une loi sur le casier judiciaire que l'on doit insérer un article sur la réhabilitation, puisque celle-ci est réglementée par des lois qui lui sont propres.

Pourtant, l'on ne saurait reprocher à la loi du 5 août 1899 d'être un assemblage de réformes disparates : l'unité subsiste dans le but poursuivi, l'amélioration de la situation des libérés.

Sans doute, l'inscription d'une condamnation sur le bulletin n° 3 est une gêne dans l'existence ; c'est une entrave d'autant plus lourde que, étant donnés les usages répandus, étant donné le nombre des délivrances d'extraits qui va en progressant tous les ans dans des

proportions considérables, étant données les habitudes de presque tous ceux qui sollicitent des emplois de se munir de ce certificat légal d'honnêteté, le libéré n'ose même plus se présenter chez l'employeur, craignant de s'exposer à une honte inutile. Mais ce serait une grossière erreur que de croire que, la publicité d'une mention du casier n'existant plus, libérés et non-condamnés vont être mis sur le même pied.

Que la peine principale ait été subie, ce n'est pas à dire pour cela que le jugement de condamnation ait accompli tous ses effets : restent les peines accessoires, qui accompagnent à peu près toute peine principale. La plus grave, ou du moins celle qui atteint le plus durement les libérés est, sans doute, l'incapacité électorale ; non pas que les libérés tiennent beaucoup à l'exercice de leurs droits politiques, mais leur abstention au jour du scrutin paraît inexplicable et fait naître les soupçons sur leur véritable état criminel.

M. Bérenger, l'inspirateur de la réforme qui nous occupe, en a démontré la nécessité en apportant des exemples et des faits pratiques à l'appui de sa proposition. Cette méthode est rationnelle, car ainsi que le dit l'éminent criminaliste : « En matière pénale, ce n'est point avec des abstractions qu'on peut atteindre le but de justice qu'il faut avant tout réaliser. Il y a lieu de se mettre en présence des réalités de la vie, et de comparer pratiquement les situations, si l'on ne veut s'exposer à favoriser sans équité les uns au détriment des autres. »

Or combien, parmi les plus dignes d'entre les libérés, ne recourent pas à la réhabilitation que la loi de 1885 a cependant ouverte assez largement ? Certains libérés, par leurs efforts, par la continuité de leur bonne conduite sont arrivés dans quelque lieu où leur condamnation est restée ignorée, à conquérir la considération et l'estime publiques : ce sera leur situation même, péniblement acquise, qui viendra les exposer à de sérieux dangers. Tel homme est devenu une sorte de personnage dans sa commune, il est notoirement connu par sa vie honorable : on l'inscrit sur les listes électorales et ses amis, le jour du scrutin, l'entraînent dans la salle du vote : il devient, bien malgré lui, passible des peines prévues par le décret de 1852. Tel autre est élu conseiller municipal sans qu'il se présente ; tel autre est inscrit d'office sur la liste du jury, et là on constate en public qu'il est indigne de siéger (1).

Les diverses incapacités attachées à la personne qui accompagnent la condamnation sont parfois temporaires : mais le plus souvent, elles sont perpétuelles. Alors que la peine accessoire du casier n'est plus perpétuelle, doit-il subsister d'autres peines accessoires, d'autres entraves qui, à l'égard de ces libérés qui ont su s'élever à une certaine situation sociale, seront même plus lourdes que l'entrave du casier à laquelle ils se sont sous-

(1) Voir à ce sujet les exemples très frappants et les lettres des intéressés apportés par M. Bérenger à la tribune du Sénat, *J. off.*, Sénat, séance du 8 décembre 1898 et du 7 mars 1899.

traits ! Le législateur n'a pas cru devoir l'ordonner, et il a complété les dispositions de l'article 8 par celles de l'article 10 : ce sont là deux moyens parallèles quoique de valeur et de portée différentes.

Le législateur ne s'est occupé qu'incidemment de la réhabilitation ; pourtant, si l'innovation adoptée est fort restreinte en ses effets, elle a une importance capitale en ce qu'elle a fait pénétrer dans notre législation un principe inconnu jusqu'alors et qu'aucune législation étrangère n'a encore admis. Peut-être ce principe est-il destiné à révolutionner complètement la matière.

De tout temps, on a admis que le pouvoir social avait le droit de relever les condamnés des conséquences mêmes de la condamnation. L'application de cette idée se retrouve dans notre ancien droit, qui avait adopté, ou à peu près le système romain.

Divers textes du Digeste et du Code s'occupent d'une sorte de restitution du condamné dans l'état que son incapacité lui a fait perdre : le condamné était, par exemple, rétabli dans sa qualité de romain que sa condamnation lui avait fait perdre, il était rétabli dans la jouissance des droits et des dignités dont il avait été privé. C'était là une forme de la *restitutio in integrum*, acte fait par le magistrat en dehors de sa juridiction et qui émanait de son *imperium*, de même que les stipulations prétoriennes, les *missiones* et les interdits. C'était un acte grave qui anéantissait un événement dont les conséquences légales ne se produisaient plus ; le préteur

ne dut y recourir probablement qu'à une époque où il avait déjà fait, depuis un certain temps, usage des pouvoirs nouveaux provenant de la loi *Æbutia*.

Plus tard, la *restitutio in integrum* émane du souverain, de l'empereur qui met à son obtention et à ses effets telles conditions et telle étendue qui lui plaisent. Il en est à peu près de même dans notre ancienne France. Les lettres de réhabilitation, que Pothier distingue soigneusement des lettres de grâce, rétablissent le condamné dans sa bonne *fame et renommée*.

Avec le Code pénal de 1791, la réhabilitation a un caractère plus précis ; ce n'est plus un acte de la clémence du prince, dépendant du bon plaisir du souverain, elle entre au nombre des institutions systématisées, elle cesse en quelque sorte d'être une faveur pour commencer à être un droit. Ce sont les municipalités qui accordent la réhabilitation : elle dépend donc d'une assemblée politique.

Avec le Code d'instruction criminelle, ce rôle prépondérant est enlevé aux municipalités qui, ainsi que la Chambre d'accusation, ne donnent qu'un simple avis. L'avis de la Cour d'appel est transmis par le procureur général au garde des sceaux qui provoque la décision du chef de l'État : la réhabilitation est accordée par décret, c'est un acte mixte, à la fois judiciaire, administratif et gouvernemental.

La loi de 1885 vient modifier cette conception et placer la réhabilitation dans les attributions de l'autorité judiciaire.

Enfin, le terme de l'évolution que nous venons de retracer sommairement se trouve dans la loi du 5 août 1899, qui applique, partiellement du moins, un principe, une formule destinée à fournir sans doute la solution définitive en la matière si souvent remaniée de la réhabilitation : la réhabilitation obtenue par le seul effet du temps, par le seul effet d'un laps de temps passé sans défaillance, sans rechute. C'est là un principe nouveau, qui s'impose avec toute la force d'une idée humanitaire.

Sans doute, la loi du sursis contenait en germe le principe nouveau : les effets de la condamnation disparaissent, la réhabilitation est acquise de plein droit dans un délai de cinq ans. Mais c'est le jugement initial qui proclame la suppression de l'inscription au bulletin n° 3, la disparition des diverses peines accessoires, qui efface la condamnation. Bien qu'une pénalité ait été édictée, la condamnation n'a qu'un caractère préventif et provisoire ; l'esprit du jugement est d'être une admonestation, un avertissement. Avec la loi de 1899, un nouveau pas est fait : plus de jugement, plus de formalités pour effacer une condamnation définitive dont la peine a été subie, pour effacer même des condamnations multiples.

Qu'objecte-t-on contre cette innovation ? On prétend que se trouve atteinte d'un coup mortel l'ancienne réhabilitation, si moralisatrice dans son principe : car prononcée par décret après enquête sévère, les bénéfi-

ciaires pouvaient à juste titre forcer l'estime de leurs concitoyens. Cela est possible, mais les formalités solennelles qui accompagnaient ce nouveau baptême civique a été la cause de son insuccès. Jusqu'en 1830, le nombre annuel des réhabilités n'a pas dépassé 13 ; dans les années suivantes, ce chiffre n'augmente pas sensiblement malgré les lois du 28 avril 1832 et du 3 juillet 1852. Quels sont donc les effets de cette institution qui devaient « ramener l'espérance dans le cœur des coupables », et dont la pensée était si haute, si noble, si puissamment moralisatrice !

Fallait-il, pour que la réhabilitation devienne une institution vraiment utile, la rendre plus accessible, diminuer les conditions, réduire les formalités et la publicité aux plus extrêmes limites ? La tentative a été faite par la loi de 1885. Sans doute, il se trouve encore certains auteurs qui déclarent que la réhabilitation, telle que l'a établie la loi de 1885, répond à tous les besoins, qu'elle corrige même suffisamment les inconvénients du casier judiciaire. Pour démontrer le contraire, est-il même besoin de rappeler les chiffres de la statistique : 2.500 réhabilités par an, alors que les condamnés sont au nombre de 250.000, alors que le nombre des libérés est de 4 à 5 millions !

On prétend que la réhabilitation ordinaire est méritée parce que la Cour d'appel la prononce. C'est une tâche bien délicate pour le juge que de descendre dans la conscience d'un homme pour décider s'il a suffisam-

ment expié, si la tache de la condamnation doit être effacée. Les avantages de l'enquête judiciaire l'emportent-ils sur les inconvénients, et la justice n'est-elle pas bien souvent leurrée ? Car, et c'est là une constatation désolante, ce ne sont pas les plus dignes qui demandent la réhabilitation, dont l'effet le plus sûr est de flétrir l'honnête homme qui la demande, au lieu de lui rendre l'honneur (1).

Quelle que soit la discrétion avec laquelle est faite l'enquête d'où il ressortira que l'impétrant est digne ou non d'être réhabilité, un fait reconnu est que le public arrivera à connaître la situation du réhabilité. Comment

(1) « Voilà un homme qui, sa peine finie, s'est à force de patience et de courage, créé une existence nouvelle. Afin de mieux attester sa ferme volonté de rompre avec un passé déplorable, il s'est expatrié. Dans le milieu où il s'est établi, il est parvenu à dissimuler ses antécédents. Comme on ne le juge que par ses œuvres actuelles, il a la réputation d'un honnête homme et personne ne lui refuse l'estime. Nul mieux que lui n'a mérité la réhabilitation ; mais la sollicitera-t-il si vous l'obligez à faire revivre un passé définitivement racheté ? Il a tout à perdre à étaler sa honte devant ses nouveaux concitoyens. Le succès de ses démarches ne sera pas un remède complètement réparateur du préjudice causé par un aveu de sa faute. Même en déclarant que l'expiation a été complète, le pouvoir le laissera sous le coup de la défaveur qui s'attachera à sa qualité, désormais publique, de repris de justice. Mais un échec est même possible ! Et en ce cas, le rejet de sa demande le couvrira de confusion et équivaldra à une nouvelle condamnation plus douloureuse que la première. Pour lui, c'est payer trop cher la restitution des droits que de l'obtenir au prix d'une cruelle divulgation de sa faute. Presque toujours ce sont les plus dignes qui redoutent d'affronter cette épreuve, et quelques-uns préfèrent retirer leur demande plutôt que de s'y soumettre. » Duhamel, Discours de rentrée, Cour d'appel de Grenoble.

se procurer les attestations des maires des communes, les avis des juges de paix des cantons, ceux des sous-préfets des arrondissements où l'impétrant a résidé, parfois les attestations des chefs militaires et les certificats des patrons, sans éveiller l'attention du public ?

Etant donnée l'impossibilité où se trouvent la plupart des libérés les plus méritants de demander la réhabilitation judiciaire, faut-il s'attacher à cette considération : celui qui par absence ou par fraude a réussi à ne pas être condamné pendant une certaine période peut néanmoins être un très malhonnête homme, il peut même avoir été condamné à l'étranger ; n'est-ce pas excessif que, sans avoir à fournir aucune justification, il soit assimilé légalement à celui qui par le repentir et le travail mérite d'être proclamé un honnête homme ? Mais des individus tout aussi indignes n'échappent-ils pas à toute peine, à toute poursuite même, par le seul effet du temps ? On ne doit pas être arrêté par le fait que quelques indignes profiteront indûment d'un bien, alors que ce bien améliorera sensiblement la situation d'une grande majorité de gens méritants. Car si des individus restent un temps fort long sans subir de nouvelles condamnations, il est à présumer que, la plupart du moins, ne retomberont plus dans le crime. L'habileté ne peut qu'exceptionnellement permettre à un malfaiteur de ne pas retomber rapidement dans les mailles de la justice. Si des libérés ne récidivent pas, ne sont pas condamnés à nouveau, on ne peut généralement l'imputer à leur adresse : c'est qu'ils se sont repentis, c'est qu'ils se sont amendés.

N'est-ce pas une idée moralisatrice, propre à stimuler les efforts et la bonne volonté des libérés, que celle de la réhabilitation du droit ? Que les libérés restent quelques années sans commettre de nouvelles infractions, et alors ils pourront se présenter partout le front haut, ils pourront aller déposer leur bulletin de vote avec leurs concitoyens ; nul ne découvrira plus la faute ancienne ignorée, rachetée par la bonne conduite. Et ce résultat, ils ont la certitude qu'il ne dépend que d'eux-mêmes ; ils savent que, pour l'atteindre, ils n'auront pas à subir des formalités déshonorantes, à obtenir un jugement qui les condamnera peut-être à nouveau.

Sans doute, les partisans de la réhabilitation judiciaire ne disent pas tout à fait : « La pensée d'ouvrir aux condamnés, après qu'ils ont subi leur peine, l'espérance de recouvrer, par de bonnes mœurs, l'estime et la considération, et par elles les droits légaux que la condamnation leur a fait perdre, paraît une chimère à ceux qu'une longue expérience a rendu inaccessible à tout système de perfectionnement de l'espèce humaine. » Mais en fait, puisque la réhabilitation ne remplit pas le but, les intentions qui l'ont fait établir, puisque pratiquement les effets en sont insignifiants sinon mauvais, n'est-il pas nécessaire d'appliquer efficacement le principe dont M. Bérenger a été l'instigateur ?

Avec la loi de 1899 seulement, se trouvent réalisés les paroles du rapporteur de la loi de 1885 : la réhabili-

tation a cessé d'être une faveur, pour devenir un droit. Le premier pas fait dans la voie où la belle institution de la réhabilitation, corollaire indispensable de tout système pénitentiaire, pourra enfin produire tous les heureux effets qu'on en attendait, n'est-il pas le précurseur d'une réforme plus large ?

Sans doute la rénovation générale des principes admis en la matière de la réhabilitation ne corrigera pas les inconvénients du casier, qui agit surtout au moment de la libération ; qu'importe, puisque la réforme du casier et celle de la réhabilitation, questions connexes tout au plus, ont chacune des raisons d'être distinctes. On ne peut réduire davantage les enquêtes et les formalités sans rendre illusoire le jugement de la Cour ; c'est donc que l'intervention de l'autorité judiciaire doit disparaître.

§ 2. — Conditions dans lesquelles s'opère la réhabilitation de droit.

La réhabilitation de droit produit tous les effets déterminés par la loi de 1885 : elle fait cesser pour l'avenir dans la personne du condamné, toutes les incapacités qui résultent de la condamnation et elle efface la condamnation. Mais elle n'a pas pour effet d'effacer une mention du bulletin n° 3, puisque seuls, ceux qui auront déjà bénéficié de l'article 8 de la loi de 1899 pourront être admis à la réhabilitation de droit.

Le point de départ du délai, les conditions visées sont

identiques, qu'il s'agisse de « la prescription » du casier ou de la réhabilitation de droit. La durée du délai seul varie ; elle est de dix ans dans les cas prévus par l'article 8, § 1 et § 2 ; de quinze ans dans le cas prévu par l'article 8 § 3 ; de vingt ans dans le cas prévu par l'article 8, § 5.

Le législateur, pour la répartition de ses libérales dispositions, s'est écarté de la règle qui, au gré de certains esprits, aurait dû servir de principe directeur : la distinction entre le délinquant primaire et celui qui a été condamné plusieurs fois. M. Béranger a démontré combien il était peu équitable de s'en tenir à un critérium absolu (1). En effet, on ne saurait croire qu'un individu, puni plusieurs fois pour des délits insignifiants, peu graves, des délits de pêche ou de chasse par exemple, soit moins intéressant qu'un autre individu, qui n'est coupable que d'une seule faute, mais qui a commis un acte d'une grave portée, un forfait honteux et déshonorant que la loi pénale réprime rigoureusement. La distinction fondamentale qui tend à se faire entre les libérés procède d'une conception théorique très belle ; pratiquement, si l'on compare les situations dans chaque cas particulier, on constate que bien souvent elle conduit à l'injustice. La raison en est qu'en matière pénale les règles abstraites et générales blessent bien souvent l'équité.

Les délais de la réhabilitation courent de la date de l'expiration de la peine corporelle ou du paiement

(1) *J. off.*, Sénat, séance du 7 mars 1897.

de l'amende ; la remise par voie de grâce équivaut à l'exécution des peines. Mais la prescription des peines n'a pas le même effet : il aurait fallu pour cela que la loi contienne des dispositions analogues à celles de la loi du 10 mars 1898 qui a ouvert la réhabilitation judiciaire aux condamnés ayant prescrit contre l'exécution de la peine.

Les articles 8 et 10 ne s'appliquent pas aux faillites. Mais un projet de loi a été déposé récemment à la tribune du Sénat par M. Béranger sur la réhabilitation commerciale de droit, et cette lacune va sans doute être rapidement comblée. Mais d'autre part, la loi de 1899 ne peut s'appliquer ni aux décisions disciplinaires ni à la dégradation civique. Ce sont là des omissions que rien ne justifie. Peut-on refuser aux officiers publics et ministériels destitués, des faveurs que l'on accorde à des forçats libérés ?

La réhabilitation de droit est obtenue à la seule condition que, pendant le délai prescrit, le libéré ne subisse pas de condamnations autres qu'à l'amende ; une fois acquise, elle fait disparaître définitivement du bulletin n° 3 les mentions des condamnations à l'égard desquelles elle est intervenue, sans que jamais elles puissent revivre.

Les contestations qui peuvent s'élever sur la réhabilitation sont soumises à une procédure spéciale (1) ; le tribunal du lieu du domicile du demandeur est compétent.

(1) Voir plus loin, chapitre V, § 3.

CHAPITRE IV

LES ERREURS DU CASIER JUDICIAIRE.

§ 1. — Infractions en matière de casier judiciaire.

S'il est vrai que le casier judiciaire n'a jamais été une mesure efficace d'intimidation, il n'en est pas moins vrai que les malfaiteurs, connaissant parfaitement le fonctionnement de l'institution, ont de tout temps cherché à en éluder les effets ; cette préoccupation s'est traduite par le soin qu'ils prennent, soit de dissimuler leur identité en se faisant condamner sous le nom de personnes innocentes ou imaginaires, soit de fabriquer de faux bulletins du casier ou de se faire délivrer un bulletin sous le nom d'un tiers.

Sous le régime des circulaires ministérielles, la répression des fraudes était presque impossible. Sans doute, dans la plupart des cas, lorsque par exemple de fausses indications sont données aux agents verbalisateurs ou enquêteurs, au juge d'instruction, au tribunal, le coupable commet le crime de faux en écritures publiques. Mais les faux de ce genre, à cause de la disproportion qui existe entre la criminalité de l'agent et la peine édictée, ne seraient pas souvent punis ; vu nos

mœurs actuelles, le jury ne peut que prononcer le pardon de l'infraction.

Aussi était-il absolument nécessaire de correctionnaliser la plupart des infractions en matière de casier judiciaire. La loi nouvelle présente à cet effet des dispositions particulières.

Un tiers n'a pas le droit d'obtenir le bulletin n° 3 d'un autre individu ; l'intéressé qui seul a ce droit, doit faire une demande par lettre revêtue de sa signature ; cette signature n'est pas nécessairement légalisée, car si cette formalité avait été exigée, il en aurait résulté des retards et des déplacements onéreux. Mais le respect de cette prescription est assuré par l'article 11 de la loi : quiconque, en prenant un faux nom ou une fausse qualité, se fera délivrer le bulletin n° 3 d'un tiers, sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement. Ainsi, dans ce cas prévu, l'infraction est toujours punie correctionnellement.

Les deux premiers paragraphes de l'article 11 prévoient deux autres hypothèses :

Quiconque, en prenant le nom d'un tiers, aura déterminé l'inscription au casier de ce tiers d'une condamnation, sera puni de six mois à cinq ans d'emprisonnement, sans préjudice des poursuites à exercer pour le crime de faux, s'il y échet.

Sera puni de la même peine celui qui, par de fausses déclarations relatives à l'état civil d'un inculpé, aura sciemment été la cause de l'inscription d'une condam-

nation sur le casier judiciaire d'un autre que cet inculpé.

Cette rédaction est loin d'être irréprochable. Quels sont les actes prévus ? Tout acte criminel, par lequel un individu provoque un jugement de condamnation contre un autre que l'inculpé, est un faux. Au cours de la discussion à laquelle a donné lieu cette question au Sénat, dans la séance du 7 mars 1899, aucun exemple de cas où un faux n'existerait pas, n'a pu être apporté. Or, du jugement ainsi faussé, résulte indépendamment de la volonté de l'agent, la rédaction du bulletin du casier judiciaire.

Est-ce la conséquence de ce faux, l'inscription au casier du tiers non inculpé d'une condamnation, qui sera punie correctionnellement ?

Telle n'a pas été, évidemment, l'intention du législateur. Car le délinquant aurait épuisé la matière pénale par le faux destiné à provoquer le jugement, et l'inscription au casier ne saurait faire l'objet d'une imputation distincte en vertu de la règle : *non bis in idem*. D'ailleurs, en vertu du principe du non-cumul des peines, la peine correctionnelle se confondrait avec celle du crime. Pourtant que signifie ce membre de phrase « sans préjudice des poursuites à exercer pour le crime de faux, s'il y échet ». Le législateur semble avoir prévu une double poursuite criminelle et correctionnelle.

Pour interpréter ce texte assez obscur, il faut nécessairement se reporter aux travaux préparatoires.

Des discussions au Sénat, il ressort que le fait prévu est bien le faux lui-même qui a provoqué l'erreur dans la rédaction du jugement. L'intention du législateur est que l'acte dont se rend coupable un individu qui s'empare du nom d'autrui pour faire prononcer un jugement de condamnation sous ce nom, soit puni correctionnellement. Mais si cet acte pur et simple, qui est lui-même un faux, est accompagné d'autres actes qui viennent le corroborer et qui sont eux-mêmes des faux caractérisés, les peines du crime seront applicables. Ainsi par exemple, la poursuite criminelle pourrait avoir lieu dans le cas où le prévenu aurait appuyé par la production de pièces falsifiées, les fausses déclarations punies par l'article 11.

La loi ne punit pas l'individu qui obtient sa propre condamnation sous un nom imaginaire. Cette supercherie est assez fréquente ; cependant le législateur a décidé avec raison que l'emploi de ce moyen ne saurait constituer un délit. Cette supercherie est très aisément découverte par la justice, qui n'a qu'à vérifier si un acte de naissance au nom indiqué existe dans la commune dont l'inculpé se prétend originaire. Par suite, donner un nom de fantaisie (1), c'est en réalité refuser de don-

(1) Avant la loi du 5 août 1899, la jurisprudence avait fait la même distinction entre celui qui prend un nom de fantaisie et celui qui prend le nom d'une personne véritable. C'est ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de cassation du 12 avril 1853 : « Si les règles d'ordre public, qui, dans l'intérêt de la justice et de l'humanité, donnent à la défense la plus grande latitude, ne permettent pas de considé-

ner son véritable nom. On ne peut considérer comme un délit, le fait d'égarer la justice par des déclarations qui ne portent pas préjudice à un tiers. C'est à l'accusation, puissamment secondée par le service anthropométrique, par le service des renseignements en général, à déjouer les fraudes, à chercher et à établir l'identité des prévenus, si ceux-ci ne veulent pas avouer quel est leur véritable état civil.

On peut prévoir l'hypothèse, bien rare sans doute, dans laquelle le magistrat et le greffier rédigeraient ou feraient rédiger un jugement, une expédition, un extrait, un bulletin quelconque du casier sous le nom d'un autre que le condamné, ou qui délivreraient à dessein un bulletin n° 2 ou n° 3 erroné ; dans ce cas, la qualité de l'inculpé justifiant pleinement l'application des peines du faux, il n'y aurait évidemment pas lieu de poursuivre correctionnellement.

L'article 11 *in fine* déclare que l'article 463 du Code pénal est, dans tous les cas, applicable ; cela est tout naturel et ne peut soulever aucune objection.

rer, comme constituant le crime de faux, les mensonges d'un prévenu qui prend un nom supposé dans ses interrogatoires pour cacher son individualité, lorsque les résultats de cette usurpation de nom n'ont d'autre but et ne peuvent avoir pour effet que d'égarer la justice, il n'en peut être ainsi lorsque l'attribution que se fait le prévenu de ce faux nom et les circonstances qui l'accompagnent sont de nature à porter préjudice à un tiers... »

§ 2. — Erreurs involontaires. — Force probante du casier judiciaire. — Responsabilité civile du greffier et des magistrats.

Nous avons examiné le cas où l'inscription au casier d'une mention erronée provient d'une infraction ; il faut examiner les cas où cette inscription proviendra d'une simple inadvertance.

Sans être frauduleuse, une inscription peut provenir de fausses indications contenues dans la minute même du jugement, par la faute des magistrats en général, ou des agents qui ont recueilli les renseignements et rédigé la minute du jugement.

Ou bien l'erreur proviendra simplement de ce que le greffier s'est trompé, a mal transcrit sur le bulletin n° 1 les énonciations du jugement, a mal rédigé les extraits du casier. Cette dernière hypothèse se rencontrera probablement assez fréquemment, vu les dispositions très compliquées de la loi. Si les greffiers n'ont pas à rechercher d'office les condamnations visées par les articles 7, 8, 9 et 10 de la loi, ils doivent dès maintenant lorsque l'occasion s'en présente, tenir compte de ces dispositions. Afin de calculer les délais divers, il faudrait minutieusement connaître tous les faits énumérés par l'article 2 de la loi et l'article 7 du règlement d'administration publique.

Or, pour les condamnations antérieures à la loi, les énonciations qui doivent actuellement parvenir au casier après la rédaction primitive du bulletin n° 1, n'existent évidemment pas. Le greffier ne connaît pas la date

exacte de la libération définitive et du paiement de l'amende.

La tâche du greffier ne sera guère moins délicate, lorsqu'il s'agira de condamnations pour lesquelles ces renseignements pourront être parvenus. Est-il bien sûr que les énonciations requises seront toujours fidèlement enregistrées, régulièrement envoyées au casier judiciaire ? En supposant même tous les éléments nécessaires réunis, l'application de la loi n'en reste pas moins difficile; il est à prévoir que dans bien des cas les greffiers éprouveront la plus grande hésitation, les doutes les plus sérieux sur la rédaction des bulletins. Il est à croire que forcément, malgré la vérification du parquet, de fréquentes erreurs se produiront.

En présence de l'organisation nouvelle du casier, on peut se préoccuper de savoir quelle sera la force probante du casier judiciaire, dont les indications, plus peut-être que par le passé, sont sujettes à caution ?

Quoique le casier soit organisé par une loi, il est à croire que les extraits du casier judiciaire feront la même sorte de preuves devant la justice que par le passé, c'est-à-dire qu'ils vaudront seulement à titre de simples renseignements. Car si les extraits du casier sont délivrés en vertu d'une loi, il n'est pas à dire qu'ils fassent mieux la preuve légale des condamnations qui, en principe, résulte de la production faite par le ministère public des extraits réguliers ou des expéditions des jugements ou arrêts. Ce n'est pas que l'on puisse sérieusement s'ar-

rêter à cette considération que les extraits du casier ne sont que des copies de copies ; mais on peut soutenir que ces extraits ne sont pas de nature à établir la conviction absolue du fait incriminé, vu les nombreuses causes d'erreur que nous avons signalées.

La jurisprudence n'a pas admis une théorie très nette au sujet de la force probante du casier, alors qu'il n'était encore qu'une institution ministérielle. Certains points sont parfaitement élucidés. Si les énonciations du bulletin n° 2 sont corroborées par l'aveu du prévenu, la preuve de l'existence des condamnations est acquise dans tous les cas, qu'il s'agisse de la récidive ordinaire ou de la récidive entraînant relégation. Mais dans le cas où l'accusé conteste formellement les énonciations du bulletin n° 2, le tribunal ne devra pas se contenter de cette preuve légale : la preuve des condamnations antérieures devra être établie par tous les moyens propres à faire entrer la conviction dans l'esprit des juges (1).

(1) M. G. Le Poittevin (*ouv. cit.*, p. 41 et s.) déclare qu'aujourd'hui il n'y aura plus besoin de joindre au dossier de relégation des extraits en forme des jugements ou arrêts, *même lorsque les condamnations seront contestées* : le casier judiciaire aurait donc à lui seul, toujours, force probante complète. M. Le Poittevin s'appuie sur ces arguments : 1° le caractère purement administratif du casier était *le seul motif* pour lequel le bulletin n° 2 ne pouvait faire preuve complète de l'existence des condamnations ; 2° le bulletin n° 2 a, en réalité, le caractère d'un acte authentique *sui generis* et les articles 1335-4° et 1334 du Code civil ne s'appliquent pas ; 3° enfin une dernière considération suffirait à établir la force probante du casier : c'est qu'une décision de justice est nécessaire pour faire rectifier une mention portée au casier et qu'une procédure spéciale a été

Mais une situation intermédiaire peut se présenter, la plus fréquente en pratique : aucune contestation ne s'est élevée sur le bulletin, rien, dans la procédure ne vient indiquer que le prévenu ou l'accusé ait contesté ou avoué les énonciations qu'il contient. Dans ce cas, la jurisprudence est assez indécise ; on dit généralement que la jurisprudence a fait une distinction. Le casier aurait force probante suffisante au point de vue de l'application de la récidive du Code pénal, et ne vaudrait qu'à titre de renseignements s'il s'agit de l'application de la relégation. Divers arrêts semblent indiquer que la Cour de cassation établit une distinction entre les deux espèces de récidive (1). Cette distinc-

organisée à cet effet.

Ce dernier argument nous paraît sans valeur : la décision de justice intervient pour rectifier le jugement de condamnation, et de tout temps, elle a été indispensable. La rectification des bulletins du casier suit celle du jugement, par voie de conséquence : rien n'est innové à cet égard. D'autre part, aucune décision de justice n'intervient lorsque l'erreur à rectifier ne provient pas de la minute même du jugement de condamnation.

Nous laissons de côté les articles 1334-2° et 1335 du Code civil. Est-ce que le seul fait de l'organisation législative du casier va forcément transformer le bulletin n° 2 en document faisant la conviction absolue dans l'esprit des juges ? Sans doute, la jurisprudence pourrait en décider ainsi ; mais les véritables raisons qui s'opposaient jadis à cette solution, subsistent actuellement, plus sérieuses encore peut-être : les nombreuses causes d'erreur dans la rédaction des extraits du casier, dont les assertions sont moins convaincantes de l'existence des condamnations que celles des extraits en forme des jugements. Malgré l'intérêt qui existe de rendre rapide la procédure, dans le cas où l'aveu du prévenu n'a pas corroboré les assertions du casier judiciaire, nous persistons à croire que le juge doit s'éclairer par la production de pièces plus sûrement exactes, avant de prononcer des peines très rigoureuses et parfois perpétuelles.

(1) Cass. (D. 74. 1. 277) ; 40 avril 1880 (S. 81.1.91). En sens dif-

tion est absolument injustifiable : quoique la peine de la relégation ait une gravité exceptionnelle, ce n'est pas à dire que la justice ne doive pas s'entourer des garanties les meilleures, lorsqu'il s'agit de prononcer les peines de la récidive du Code pénal. Mais au lieu d'une distinction, au lieu de deux théories différentes, la jurisprudence n'aurait-elle émis deux théories successives ? Les arrêts les plus anciens, à propos de la récidive, déclarent la preuve suffisante par le casier ; les arrêts les plus récents, à propos de la relégation, la déclarent insuffisante : la seconde théorie doit infirmer la première, d'une façon générale.

Ainsi, en résumé, nous sommes porté à conclure que le casier doit faire la conviction absolue dans l'esprit des juges, seulement lorsqu'il est corroboré par l'aveu formel du prévenu.

Étant données les inexactitudes nombreuses qui se glisseront probablement dans la rédaction des bulletins du casier judiciaire, il importe de se demander quelle sera la responsabilité des personnes chargées de l'ad-

férent, Cass., 4 et 17 février 1887 (D. 87.1.238). La Cour de cassation déclare que « si relativement à la peine de la récidive, établie par les articles 55 et suivants du Code pénal, le silence du prévenu a pu être considéré comme un aveu des condamnations portées sur l'extrait de son casier judiciaire, une semblable interprétation ne saurait être admise en matière de relégation ; que la présomption qui lui sert de fondement est inconciliable avec les garanties spéciales dont la loi du 27 mai 1885 a voulu entourer les individus exposés à l'application de la peine perpétuelle qu'elle édicte. » Ces considérants ont été reproduits dans plusieurs arrêts postérieurs.

ministration du casier et de la surveillance de la régularité de ses mentions.

Les erreurs du casier peuvent entraîner des conséquences graves, dont les greffiers sont responsables civilement, en vertu de l'article 1383 du Code civil (1).

Comment les magistrats seront-ils tenus de réparer le préjudice causé par leur faute ? Sans doute, on peut imaginer certains cas où la prise à partie sera possible. Mais c'est là une voie de recours extraordinaire, admise dans des conditions strictement limitées ; l'usage n'en est que très exceptionnel. La responsabilité des magistrats n'est donc que morale et disciplinaire.

D'ailleurs, quand y aura-t-il préjudice causé ? Sans doute on peut imaginer des cas, où un préjudice proviendra de ce qu'un bulletin n° 2 erroné a été la cause de la non-obtention d'un emploi public, d'une distinction quelconque ; mais alors, la preuve serait bien difficile à faire. Dans la généralité des cas, l'intéressé, avant de subir un préjudice, constatera les erreurs qui vont lui nuire ; alors, il ne sera pas réduit à prendre la voie contentieuse, puisque la voie gracieuse lui suffira pour obtenir satisfaction : il demandera la rectification de son casier judiciaire.

(1) L'article 1383 s'étend aux fautes que les officiers ministériels commettent dans l'exercice de leurs fonctions, en n'accomplissant que d'une manière irrégulière les obligations de leur charge qui leur sont imposées par les lois ou les règlements (Aubry et Rau, *Cours de dr. civ. fr.*, t. 4, p. 756 ; Larombière, *Obligations*, t. 5, p. 695).

§ 3. — Procédure en rectification.

Avant la loi du 5 août 1899, la rectification des jugements ou arrêts entachés d'erreur était une question qui soulevait beaucoup de difficultés et de discussions. Un tribunal saisi d'une demande en rectification de ce genre s'est même déclaré incompétent, sous le prétexte qu'aucun texte de loi ne disposait en la matière (1). Depuis fort longtemps, des criminalistes demandaient l'intervention du législateur afin de régler par un texte précis cette question (2).

A défaut de texte législatif, la jurisprudence, par application d'un principe général de droit, était arrivée pratiquement à une solution équitable. On eut recours aux articles 518 et suivants du Code d'instruction criminelle qui visent des cas spéciaux : la reconnaissance de l'identité des individus condamnés, évadés et repris. Certains criminalistes ont déclaré que la disposition du Code « a été malencontreusement étendue » à notre espèce ; M. J. Appleton considère cette exten-

(1) Voici un cas très curieux (D. 1876. 2. 32) : un nommé Brajeux (Cyrille), fut condamné sous le nom de Brajeux Pierre dit Cyrille, par le tribunal de Vassy. Le véritable Brajeux Pierre, frère du condamné, eut donc un casier judiciaire ; il demanda rectification du jugement, et le tribunal de Vassy se déclara incompétent. C'était là un véritable déni de justice. La théorie du tribunal de Vassy n'a pas triomphé, et Brajeux (Pierre), avec beaucoup de peine il est vrai, obtint plus tard la rectification demandée.

(2) Voir à ce sujet : O. Despatys (*ouv. cité* p. 155), L. Theureau, p. 120.

sion, comme « absolument contraire à l'esprit du texte » (1). Ces critiques pouvaient être fondées en fait, mais elles nous paraissent n'avoir aucune portée : ne fallait-il pas trouver un subterfuge pour faire respecter l'équité, et ne doit-il pas être admis, comme principe général, que le tribunal qui prononce une condamnation est chargé de s'assurer de l'identité de l'individu, et doit, par conséquent, résoudre toutes les difficultés qui s'attachent à cette question ?

Quoi qu'il en soit, la loi nouvelle rend vaine toute discussion au sujet de l'extension de l'article 518 à des cas non prévus, ainsi qu'elle fait disparaître les difficultés provenant de l'article 519 par suite duquel on exigea parfois, pour admettre la demande, la présence du condamné à l'audience.

Dans son article 14, la loi sanctionne la procédure en usage. L'initiative appartient concurremment à l'intéressé et au ministère public, qui adressent une requête au président de la juridiction dont émane la décision critiquée ; le jugement est rendu en audience publique sur le rapport du juge commis, après conclusions du ministère public, et il est mentionné en marge de la décision réformée.

Le texte de l'article 14 est quelque peu incorrect : Celui qui voudra faire rectifier une mention portée à son casier judiciaire En réalité, le législateur con-

(1) *Ouv. cité*, p. 108.

fond, là encore, l'effet avec la cause : il s'agit de la rectification d'un jugement indûment porté au nom d'un individu. Lorsque le jugement est rectifié, par voie de conséquence, la condamnation n'ayant jamais existé, de même qu'en cas d'amnistie, le bulletin n° 1 rédigé doit être détruit ; également, il s'ensuit la rédaction d'un bulletin n° 1 contre le véritable condamné, si l'on a pu le découvrir.

Quand l'erreur du casier ne provient pas de la minute même du jugement, mais d'une faute de rédaction postérieure, cette procédure ne trouve évidemment pas son application : il n'est nullement nécessaire de faire rendre un nouveau jugement. C'est là une question administrative, et le parquet puise dans ses pouvoirs propres le droit de corriger l'erreur.

La loi donne aux juges la faculté d'ordonner « d'assigner la personne objet de la condamnation ». Cette formule est loin d'être satisfaisante, car il n'y a pas encore, au moment de l'assignation, certitude légale de la culpabilité de cette personne. Quelle va être la qualité de la personne assignée ? Sans doute, elle ne peut être entendue sous serment, mais à titre de simples renseignements.

En cette matière, tous les actes, jugements et arrêts sont dispensés du timbre et enregistrés gratis. Les frais sont mis à la charge de l'intéressé s'il succombe ; dans le cas contraire, ils sont imposés à la personne objet de la condamnation, si elle a été appelée dans l'instance.

La procédure prévue par l'article 14 s'applique en cas de contestation sur la réhabilitation ; alors le tribunal du domicile du demandeur est compétent. Cette disposition déroge aux principes généraux, car lorsqu'il s'agit de l'exécution d'un jugement, la compétence appartient au tribunal qui a rendu la décision à interpréter.

Mais le texte de la loi est-il général, et s'applique-t-il d'une façon générale à toutes les difficultés qui surgiront par suite des articles 7, 8, 9 et 10 de la loi, par suite de l'interprétation des lois d'amnistie ? Pour établir et préciser ce point, le garde des sceaux a déposé, à la séance du 4 décembre 1899, un projet de loi. Outre le but d'établir le point que nous venons de signaler, ce projet est destiné à faire disparaître quelques imperfections et à réaliser certaines améliorations de détail, sans porter atteinte à l'esprit de la loi :

1° La loi déclarerait concéder le droit de demander un bulletin n° 2 : au préfet de police, aux présidents des tribunaux de commerce, pour être joint aux procédures des faillites ; aux administrations publiques pour l'instruction de demandes ou propositions relatives à des distinctions honorifiques ;

2° L'autorité administrative du lieu du domicile, après avoir, à l'aide des duplicata des bulletins n° 1 prévus dans l'article 5, § 2, rectifié la liste électorale, enverrait ces duplicata à la sous-préfecture du lieu d'origine où sera maintenu, comme par le passé, le casier électoral ;

3° Le délai d'épreuve de l'article 8 § 1 serait porté à deux ans, mais par contre, on supprimerait la restriction d'après laquelle ce texte n'est pas applicable aux condamnations qui entraînent une incapacité civile ou politique ;

4° Enfin, l'erreur matérielle qui existe dans le texte de l'article 12 disparaîtrait ; le mot « bulletin n° 2, doit être remplacé par : bulletin n° 3.

Comme ces corrections s'imposent, et seront probablement rapidement effectuées, nous n'avons pas cru devoir insister sur ces points.

CHAPITRE V

ÉCHANGE INTERNATIONAL DES BULLETINS.

LÉGISLATION COMPARÉE.

L'intérêt de la société est, incontestablement, que le juge soit, toujours et partout, édifié d'une façon absolument exacte sur les antécédents judiciaires de l'inculpé qui comparait devant lui, que cet inculpé soit un régnicole ou un étranger. Pour rendre réalisable cette idée, pour arriver à une entente universelle, il faudrait d'abord que tous les pays civilisés adoptent des systèmes uniformes pour recueillir les renseignements judiciaires. Se plaçant à ce point de vue, les congrès pénitentiaires ont préconisé l'adoption de la méthode des casiers judiciaires (1).

Tant que ce vœu ne sera pas accompli, il faut renoncer à l'idée de constituer une statistique générale et universelle de tous les crimes et de tous les criminels.

(1) V. *Actes du Congr. pén. intern. de Rome*, t. I. Rapport de M. E. Yvernès : « Quelle serait la meilleure marche à suivre pour arriver à l'échange régulier des casiers judiciaires entre les différents Etats ? » *Bull. Soc. gén. des pris.*, année 1887.

M. Kirchheim a émis l'idée de remplacer les traités existants par un traité universel, sur le modèle de l'Union postale universelle. On pourrait créer un bureau central des casiers judiciaires, à l'instar de ce que l'on a fait dans l'administration postale.

Actuellement, lorsqu'un gouvernement a besoin de s'éclairer sur les condamnations prononcées contre un étranger par les tribunaux de son pays d'origine, il peut obtenir par voie diplomatique ou par commission rogatoire les renseignements qu'il désire.

Ainsi, le casier judiciaire d'un étranger ne peut contenir que les condamnations prononcées contre lui en France. Par contre, cet étranger, d'après l'article 12 de la loi du 5 août 1899, n'aura droit aux dispenses d'inscriptions sur le bulletin n° 3 que si, dans son pays d'origine, une loi ou un traité réserve aux condamnés français des avantages analogues. Cette restriction est très bizarre car les lois pénales étant territoriales, elles devraient comme telles s'appliquer aussi bien aux étrangers qu'aux régnicoles. Pourquoi refuser aux étrangers la faveur de l'omission d'une inscription au casier, alors que notre législation admet les étrangers aux remises de peines, à la libération conditionnelle, au sursis, à la réhabilitation, à la prescription de l'action publique et du jugement (1) ? Le droit d'expulsion est une mesure de protection suffisante contre les étrangers dangereux. Pour appliquer l'article 12, il faudrait établir une liste officielle des analogies, ce qui est impossible à cause de la diversité des législations. Mais cette dispo-

(1) Cette exception au principe de la territorialité des lois pénales ne nous paraît pas heureuse. Pourquoi traiter l'étranger plus rigoureusement que le français ? Est-ce que la connaissance des condamnations visées sera plus utile aux employeurs parce que le délinquant n'est pas un régnicole ?

sition ne nous paraît pas avoir grande portée : dans les pays qui ont le casier judiciaire, étrangers et nationaux sont traités de la même façon, et il existe peu de pays où le français serait traité plus durement que dans sa mère-patrie.

Actuellement, l'échange des bulletins se pratique seulement de cette façon : les gouvernements se communiquent réciproquement les arrêts de condamnation prononcés dans un pays contre un individu originaire d'un autre pays. Sur ce point une entente s'établit peu à peu pour former une ligue internationale contre les malfaiteurs.

Le principe des bulletins de condamnations prononcées dans un pays contre les régnicoles d'un autre avait déjà fait son apparition dans le projet d'extradition soumis par le cabinet de Turin au gouvernement belge, le 29 avril 1865. Actuellement, la France pratique régulièrement cet échange avec les pays suivants : Autriche, Bavière, Belgique, Luxembourg, Alsace-Lorraine, Suisse, Italie, Pérou. Tantôt une convention diplomatique, tantôt une clause insérée dans un traité d'extradition, tantôt une simple correspondance officielle, sert de base à l'échange (1).

Le mode de procéder à cet échange varie d'un pays à l'autre ; en France, le greffier du tribunal de jugement dresse un duplicata du bulletin n° 1, semblable à celui

(1) V. Vincent et Pénaud, *Dictionnaire de droit international privé*, I, pp. 494-496.

qui est destiné au casier central : ce duplicata est transmis à la Chancellerie qui le fait parvenir à destination par voie diplomatique. Les pays étrangers imitent notre procédé.

La méthode du casier judiciaire, qu'on s'accorde à reconnaître unanimement comme très ingénieuse et très pratique, est d'origine éminemment française et n'a guère été qu'imitée à l'étranger. Aussi croyons-nous inutile de passer en revue l'organisation du casier judiciaire et des institutions similaires dans la plupart des États civilisés. Nous nous bornerons à examiner rapidement les principes qui dominent la matière à l'étranger.

Certains pays ont refusé d'admettre chez eux l'institution du casier judiciaire ; ce n'est pas qu'ils n'aient étudié et apprécié le système français, qu'ils n'aient reconnu la grande supériorité du procédé de renseignements judiciaires, la facilité et la simplicité de son organisation (1) : mais ils ont reculé devant la question délicate et grosse de conséquences qu'ils ont pressentie, la question de la communication du casier aux particuliers.

A. — *Pays qui n'ont pas l'institution du casier judiciaire.*

La plupart des pays qui n'ont pas adopté la méthode

(1) M. Theureau déclare que dès 1865, l'Angleterre, la Suède, la Russie ont envoyé des délégués chargés d'étudier en France même, l'organisation du casier français ; après examen de la question, ces pays préférèrent s'en tenir à leurs procédés grossiers et imparfaits.

du casier, constatent les antécédents judiciaires des condamnés par le procédé des registres (1).

En Angleterre, le seul moyen d'investigation consiste dans les témoignages à l'audience, les souvenirs personnels des agents, les mentions des registres des prisons et de la police. Il existe des registres régionaux de condamnations, qui servent à la rédaction de notes, de « calendars » qui sont remis aux juges qui interrogent le prévenu sur sa conduite antérieure. Le service anthropométrique vient compléter ce système, dont nul ne se plaint et qui paraît parfaitement suffire à la bonne administration de la justice. Ces renseignements de police ne sont pas ouverts au public.

En Russie, une publication mensuelle du ministère de la justice, « le Messager des condamnés », enregistre les noms des individus condamnés par les tribunaux de l'Empire. D'après ce système, on ne peut évidemment pas constater les antécédents de chaque individu. Mais comme en Russie on se préoccupe uniquement de la constatation de la récidive légale, et que, pour qu'il y ait récidive, il faut une seconde infraction commise dans un certain délai, le juge n'a, pour un prévenu, qu'à consulter les registres correspondant à cette période.

En Finlande est usité un procédé analogue au casier,

(1) M. Mironesco (p. 132-175) a fait une étude approfondie de la législation comparée. Après lui, M. Doat (p. 67-113) a exposé dans les plus minutieux détails les procédés de renseignements judiciaires des différents peuples.

le tribunal de jugement envoie un bulletin au pasteur de la paroisse où est domicilié le délinquant : à celui-ci, il est délivré un certificat pastoral, contenant la mention des actes de l'état civil et celle des condamnations. Comme il est d'usage de demander ce certificat à ceux qui demandent du travail, il résulte de ce système les mêmes inconvénients que du casier français.

En Suède, on s'en tient à un système analogue au système finlandais. Un projet de réforme a été récemment repoussé (1). La Norvège n'a pas d'institution spéciale pour constater les antécédents judiciaires ; il existe une sorte de journal, appelé *Polititidende*, sorte de bulletin de police, feuille confidentielle destinée aux officiers de police, qui contient diverses indications utiles.

En Suisse, depuis 1875, le casier existe dans les cantons de Berne et de Vaud ; il est identique au casier français, sauf que les déclarations de faillite et les contraventions n'y figurent pas. Dans les autres cantons, on se sert de registres généraux, centralisés en un point fixe, et dont l'administration est confiée tantôt à la direction de la police cantonale, tantôt à l'autorité judiciaire.

B. — *Pays qui ont adopté la méthode française.*

Quelques États européens (2) ont imité, presque

(1) *Bulletin de la Soc. de législation comparée*, année 1898 (n° 67, p. 363), *Chronique suédoise*, article de M. Uppström.

(2) Le casier judiciaire existe dans quelques États des États-Unis d'Amérique. V. Maurice Block, *Dictionnaire de l'administration fran-*

toujours très fidèlement, le casier judiciaire français ; mais s'ils ont adopté cet excellent procédé d'informations judiciaires, quelques-uns d'entre eux se sont bien gardés de donner aux particuliers le droit de puiser à cette source de renseignements. En Allemagne, en Belgique, en Portugal, les extraits du casier judiciaire ne sont pas délivrés dans un intérêt privé.

Pourtant on a prétendu, en s'appuyant sur le texte de l'article 21 du décret du 24 août 1763, qu'en Portugal, la communication du casier aux particuliers est faite très largement, plus largement même qu'en France : « Les simples particuliers pourront également demander des certificats les concernant ou concernant toute autre personne : mais dans ce dernier cas, les certificats ne seront délivrés que quand le ministère public, chargé de la direction suprême de son casier, en aura accordé l'autorisation, sauf recours de sa décision au gouvernement. » Cette disposition ressemble singulièrement à celle prise en France par M. Rouher ; seulement le décret portugais ne dit pas que la demande doit être accordée en règle générale ; le parquet portugais n'a pas considéré comme lettre morte les instructions qui lui étaient données ; il n'a pas jugé que « pouvoir demander » signifiait « devoir obtenir ». Bref, la pratique n'a pas consacré la délivrance des extraits dans l'intérêt privé des employeurs qui désirent n'admettre

gaise : dans les États de Rhode-Island, de Vermont, d'Indiana, du Michigan, de Californie, d'Arkansas et de Pensylvanie.

chez eux que des non-condamnés. L'ordonnance du juge doit accorder bien rarement la délivrance d'un extrait à un particulier, puisqu'un jurisconsulte éminent, M. Henri Midosi, professeur de droit et avocat à Lisbonne, dit (1) : « Mon opinion est que les extraits doivent être accordés seulement pour les cas prévus par l'article 1^{er} du décret de 1872. » C'est-à-dire, qu'ils doivent être accordés dans le but de faire constater les antécédents judiciaires des personnes pour les cas de simple aggravation de peine, récidive ou cumul d'infractions, et d'indiquer ceux qui sont privés ou suspendus de l'exercice des droits civils et politiques. Par suite le casier ne produit aucun effet par lui-même : il permet seulement la stricte application des lois. Ainsi, en fait, sinon en droit, le casier n'est pas ouvert au public.

Le casier judiciaire belge, créé par une circulaire ministérielle du 31 décembre 1888, est organisé sur les mêmes bases que le casier français ; mais, et c'est là le point important, les extraits du casier ne sont délivrés qu'à la justice. Toutefois les comités de patronage, certaines administrations sont admis à y puiser des renseignements (2).

En Allemagne, une ordonnance du 16 juin 1882 (3) a rendu uniforme dans tout l'empire, le système d'in-

(1) M. Mironesco (p. 158), pour élucider cette question, s'est adressé à M. Midosi dont nous reproduisons la réponse.

(2) *Bull. de la Soc. gén. des pris.*, année 1893, p. 1123.

(3) Stengels, *Wörterbuch des Deutschen Verwaltungsrechts*, V^o *Strafre-gister* (t. II, p. 569 et s.).

formations judiciaires ; le casier a été adopté. On rédige, sauf quelques exceptions, un bulletin n° 1 à la suite d'un crime ou d'un délit, et non à la suite d'une condamnation pour contravention ; l'extrait du casier est délivré seulement à la justice et aux autorités publiques.

D'autres pays, moins bien inspirés sans doute, ont cru devoir imiter plus fidèlement notre institution. Le casier a été institué en Italie par un décret du 6 décembre 1865 ; la matière a été quelque peu remaniée lors de la confection du nouveau Code pénal. Quelques différences, au point de vue des décisions mentionnées, existent entre le casier italien et le casier français. Les bulletins n° 1 ne mentionnent pas les déclarations de faillite et les décisions disciplinaires ; les bulletins délivrés aux particuliers ne mentionnent pas les contraventions. Cette restriction est importante, car le code italien ayant admis la division des infractions en délits et en contraventions, par contravention on entend des infractions qui peuvent être punies de deux ans de prison et de deux mille francs d'amende.

En Grèce depuis 1871, en Hollande depuis 1896, le casier judiciaire existe. En Danemark, depuis 1897, fonctionne un système analogue, différent seulement en ce que les mentions centralisées au lieu de naissance sont inscrites sur des registres ; il en est à peu près de même en Espagne.

Sans pousser plus avant notre étude de la législation étrangère, nous pouvons déclarer que M. le conseiller

d'État Jacquin a commis une erreur lorsqu'il disait dans son rapport : « Si l'on consulte enfin les législations étrangères, partout où, à l'instar de la France, le mode de réunion des renseignements judiciaires a été établi, on constate que l'on a admis la communication aux particuliers : aucune législation n'a fait place à l'idée de conserver aux indications du casier un caractère occulte. » Au contraire, dans peu de pays, dans les pays seuls qui se sont bornés à nous imiter d'une façon servile et irraisonnée, la publicité du casier est aussi largement admise qu'en France ; dans aucun pays sans doute les particuliers n'ont l'habitude de faire un usage si général et si pernicieux du casier.

Dans les pays où le caractère confidentiel des renseignements judiciaires s'est maintenu, nous n'entendons s'élever aucunes plaintes, aucunes réclamations : les relations sociales ne paraissent pas moins sûres, les libérés ne semblent pas plus dangereux parce que l'État ne divulgue pas leur situation. En France au contraire, et partout où les antécédents judiciaires sont impitoyablement dénoncés, par exemple dans les pays où existe le système Finlandais, d'après lequel les certificats pastoraux mentionnent à la fois les actes de l'état civil et les actes de l'état criminel, nous pouvons constater les mêmes maux, les mêmes inconvénients. A l'appui de notre allégation, nous citons les paroles d'un sénateur Finlandais (1) : « Chaque individu qui cherche

(1) *Bull. de la Soc. gén. des pris.*, année 1891. Discussion à la suite du Rapport de M. C. de Vence.

du travail doit être muni de son certificat de naissance, délivré par le pasteur et relatant en outre toutes les condamnations qu'il a pu encourir. De même qu'en France, on peut constater en Finlande que les patrons refusent du travail à un homme qui présente un certificat de naissance sur lequel est mentionnée une condamnation.....

« Il me semble qu'en général cette question dépend de problèmes de psychologie populaire et qu'en conséquence on ne peut jamais être sûr de trouver chez des patrons ou des ouvriers ce grand esprit de tolérance et de charité nécessaire pour accueillir un libéré. Lors de notre dernière Diète, un jeune jurisconsulte a proposé qu'on ne mentionnât plus sur les certificats de naissance remplissant chez nous le rôle de votre casier judiciaire, les condamnations autres que celles prononcées pour crimes graves.

« Quoi qu'il en soit, vous voyez que les mêmes problèmes s'agitent aussi chez nous que chez vous, en présence des mêmes difficultés. »

En outre, nous pouvons remarquer que précisément dans les pays où les renseignements judiciaires sont occultes, la répression est particulièrement sévère. De l'Angleterre vient le système très rigoureux des peines progressives (1), système qui fut imité ensuite par la

(1) « Le promoteur, en Angleterre, des peines accumulées ou progressives, a été un juge de paix du comté de Gloucester qui, usant du pouvoir véritablement arbitraire que laisse au magistrat la législation anglaise, imagina de décider, en principe, que la peine pour un premier cas de filouterie ou de larcin, ne portant pas à autrui

Russie, qui fut introduit en quelque sorte en France par la loi du 26 mars 1894. En Allemagne la loi pénale du 26 février 1876 a modifié le Code pénal allemand dans le sens de la répression à outrance. Comment donc soutenir que le principe de la clandestinité procède d'une sentimentalité exagérée ? Ce principe n'infirme nullement cet autre principe : la peine est un des facteurs les plus puissants par lesquels on peut espérer le refoulement de la criminalité.

Les promoteurs du casier judiciaire n'ont aperçu qu'un très petit côté de la question ; aveuglés par l'enthousiasme qu'ils éprouvèrent lors de la découverte d'une méthode administrative très ingénieuse, ils ne virent pas exactement quelle était la portée de l'institution. Sans doute l'administration de la justice est facilitée par le casier, si tant est qu'aujourd'hui le service anthropométrique ne le rende pas superflu ! Mais en rendant la situation des libérés qui cherchent du travail par trop défavorable, n'était-ce pas — et les nations étrangères qui ne se bornent pas à copier servilement nos institutions l'ont bien compris ! — rendre à peu près inutiles toutes les mesures adoptées en vue de l'amendement des libérés ?

un préjudice de plus de 150 francs, ne serait que d'un mois d'emprisonnement ; mais qu'elle s'élèverait à six mois pour un second vol et à 7 ans pour un troisième. Cette jurisprudence, appliquée avec succès pendant plusieurs années, fut consacrée par l'Act Victoria qui en a fait entrer le principe dans la législation. » *Bull. Soc. gén. des pris.*, année 1888, p. 660.

APPENDICE

Loi sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit (5 août 1899).

ARTICLE 1^{er}. — Le greffe de chaque tribunal de première instance reçoit, en ce qui concerne les personnes nées dans la circonscription du tribunal et après vérification de leur identité aux registres de l'état civil, des bulletins, dits bulletins n° 1, constatant :

1° Les condamnations contradictoires ou par contumace et les condamnations par défaut non frappées d'opposition prononcées, pour crime ou délit, par toute juridiction répressive ;

2° Les décisions prononcées par application de l'article 66 du Code pénal ;

3° Les décisions disciplinaires prononcées par l'autorité judiciaire ou par une autorité administrative, lorsqu'elles entraînent ou édictent des incapacités ;

4° Les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire ;

5° Les arrêtés d'expulsion pris contre les étrangers.

ART. 2. — Il est fait mention sur les bulletins n° 1 des grâces, commutations ou réductions de peines, des décisions qui suspendent l'exécution d'une première condamnation, des arrêts de mise en libération conditionnelle et de révocation, des réhabilitations et des jugements relevant de la relégation, conformément à l'article 16 de la loi du 27 mai 1885, et des décisions qui rapportent les arrêtés d'expulsion, ainsi que de la date de l'expiration de la peine et du paiement de l'amende.

Sont retirés du casier judiciaire : les bulletins n° 1 relatifs à des condamnations effacées par une amnistie ou réformées en conformité d'une déclaration de rectification du casier judiciaire.

ART. 3. — Le casier judiciaire central, institué au ministère de la justice, reçoit les bulletins n° 1 concernant les personnes nées à l'étranger, dans les colonies, ou dont l'acte de naissance n'est pas retrouvé.

ART. 4. — Le relevé intégral des bulletins n° 1 applicables à la personne est porté sur un bulletin appelé bulletin n° 2.

Il est délivré aux magistrats du parquet et de l'instruction, aux autorités militaires et maritimes pour les appelés des classes et de l'inscription maritime ainsi que pour les jeunes gens qui demandent à contracter un engagement.

Il l'est également aux administrations publiques de l'État, saisies de demandes d'emplois publics, ou en vue de poursuites disciplinaires ou de l'ouverture d'une école privée, conformément à la loi du 30 octobre 1886.

Les bulletins n° 2 réclamés par les administrations publiques de l'État pour l'exercice des droits politiques, ne comprennent que les décisions entraînant des incapacités prévues par les lois relatives à l'exercice des droits politiques.

Lorsqu'il n'existe pas de bulletins n° 1 au casier judiciaire, le bulletin n° 2 porte la mention : Néant.

ART. 5. — En cas de condamnation, faillite, liquidation judiciaire ou destitution d'un office ministériel prononcée contre un individu soumis à l'obligation du service militaire ou maritime, il en est donné connaissance aux autorités militaire ou maritime par l'envoi d'un duplicata du bulletin n° 1.

Un duplicata de chaque bulletin n° 1 constatant une décision entraînant la privation des droits électoraux, est adressé à l'autorité administrative du domicile de tout Français ou de tout étranger naturalisé.

ART. 6. — Un bulletin n° 3 peut être réclamé par la personne qu'il concerne. Il ne doit, dans aucun cas, être délivré à un tiers.

ART. 7. — Ne sont pas inscrites au bulletin n° 3 :

1° Les décisions prononcées par application de l'article 66 du Code pénal ;

2° Les condamnations effacées par la réhabilitation ou par l'application de l'article 4 de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation et l'aggravation des peines ;

3° Les condamnations prononcées en pays étranger pour des faits non prévus par les lois pénales françaises ;

4° Les condamnations pour délits prévus par les lois sur la presse à l'exception de celles qui ont été prononcées pour diffamation ou pour outrages aux bonnes mœurs, ou en vertu des articles 23, 24 et 25 de la loi du 29 juillet 1881 ;

5° Une première condamnation à un emprisonnement de trois mois ou de moins de trois mois prononcée par application des articles 67, 68 et 69 du code pénal.

6° La condamnation avec sursis à un mois ou moins d'un mois d'emprisonnement avec ou sans amende ;

7° Les déclarations de faillite, si le failli a été déclaré excusable par le tribunal ou a obtenu un concordat homologué, et les déclarations de liquidation judiciaire.

ART. 8. — Cessent d'être inscrites au bulletin n° 3 délivré au simple particulier :

1° Un an après l'expiration de la peine corporelle ou le paiement de l'amende, la condamnation unique à moins de six jours de prison ou à une amende ne dépassant pas 25 francs, ou à ces deux peines réunies, sauf le cas où ces deux condamnations entraîneraient une incapacité civile ou politique ;

2° Cinq ans après l'expiration de la peine corporelle ou le paiement de l'amende, la condamnation unique à six mois ou à moins de six mois de prison ou à une amende, ainsi qu'à ces deux peines réunies ;

3° Dix ans après l'expiration de la peine, la condamnation unique à une peine de deux ans ou moins de deux ans ou les condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas un an ;

4° Quinze ans après l'expiration de la peine, la condamnation unique supérieure à deux ans de prison.

Le tout sans qu'il soit dérogé à l'article 4 de la loi du 26 mars 1891, sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

Dans le cas où une peine corporelle et celle de l'amende auront été prononcées cumulativement, les différents délais prescrits par le présent article commenceront à courir à partir du jour où ces deux peines auront été complètement exécutées.

La remise totale ou partielle, par voie de grâce, de l'une ou de l'autre de ces peines équivaldra à leur exécution totale ou partielle.

L'exécution de la contrainte par corps équivaudra au paiement de l'amende.

ART. 9. — En cas de condamnation ultérieure pour crime ou délit à une peine autre que l'amende, le bulletin n° 3 reproduit intégralement les bulletins n° 1, à l'exception des cas prévus par les §§ 1, 2, 3, 4 de l'article 7.

ART. 10. — Lorsqu'il se sera écoulé dix ans, dans le cas prévu par l'article 8-1° et 2°, sans que le condamné ait subi de nouvelles condamnations à une peine autre que l'amende, la réhabilitation lui sera acquise de plein droit.

Le délai sera de quinze ans dans le cas prévu par l'article 8-3°, et de vingt ans dans le cas prévu par l'article 8-4°.

En cas de contestation sur la réhabilitation, le demandeur pourra s'adresser au tribunal du lieu de son domicile, dans les formes et suivant la procédure prescrites à l'article 14. Le jugement rendu sera susceptible d'appel et de pourvoi en cassation.

ART. 11. — Quiconque, en prenant le nom d'un tiers, aura déterminé l'inscription au casier de ce tiers d'une condamnation, sera puni de six mois à cinq ans d'emprisonnement, sans préjudice des poursuites à exercer pour le crime de faux, s'il y échet.

Sera puni de la même peine celui qui, par de fausses déclarations relatives à l'état civil d'un inculpé, aura sciemment été la cause de l'inscription d'une condamnation sur le casier judiciaire d'un autre que cet inculpé.

Quiconque, en prenant un faux nom ou une fausse qualité, se fera délivrer le bulletin n° 3 d'un tiers sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement.

L'article 463 du Code pénal sera dans tous les cas applicable.

ART. 12. — L'étranger n'aura droit aux dispenses d'inscription sur le bulletin n° 2 que si, dans son pays d'origine, une loi ou un traité réserve aux condamnés français des avantages analogues.

ART. 13. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi et, notamment, les conditions dans lesquelles doivent être demandés, établis et délivrés les bulletins n°s 2, 3, les droits alloués au greffier, ainsi que les conditions d'application de la présente loi aux colonies et aux pays de protectorat.

ART. 14. — Celui qui voudra faire rectifier une mention portée à

son casier judiciaire présentera requête au président du tribunal ou de la Cour qui aura rendu la décision.

Le président commuquera la requête au ministère public et commettra un juge pour faire le rapport.

Le tribunal ou la Cour statuera en audience publique, sur le rapport du juge et les conclusions du ministère public.

Le tribunal ou la cour pourra ordonner d'assigner la personne objet de la condamnation.

Dans le cas où la requête est rejetée le requérant sera condamné aux frais.

Si la requête est admise, les frais seront supportés par celui qui aura été la cause de l'inscription reconnue erronée, s'il a été appelé dans l'instance.

Le ministère public aura le droit d'agir d'office dans la même forme en rectification du casier judiciaire.

Mention de la décision rendue sera faite en marge du jugement ou de l'arrêt visé par la demande en rectification.

Ces actes, jugements et arrêts seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

DÉCRET du 12 décembre 1899, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit.

ARTICLE 1^{er}. — Le service du casier judiciaire institué près de chaque tribunal de première instance est dirigé par le greffier du tribunal sous la surveillance du procureur de la République et du procureur général.

ART. 2. — Le service du casier central institué au ministère de la justice est dirigé par un agent spécial, sous la surveillance du directeur des affaires criminelles et des grâces.

ART. 3. — Un bulletin n° 1 est établi au nom de toute personne qui a été l'objet d'une des décisions énumérées à l'article 1^{er} de la loi du 5 août 1899.

Le bulletin s'appliquant à une personne pour laquelle doit exister un bulletin n° 1 antérieur porte la mention manuscrite : Récidive.

ART. 4. — Les bulletins n° 1 constatant une condamnation pour crime ou délit prononcée par une juridiction répressive, une décision rendue par application de l'article 66 du Code pénal, une décision disciplinaire de l'autorité judiciaire, qui entraîne ou édicte des incapacités, une déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire, sont dressés par le greffier de la juridiction qui a statué, dans la quinzaine à partir du jour où la décision est devenue définitive.

Le délai de quinzaine pour les décisions par défaut, émanant des juridictions correctionnelles, court du jour où elles ne peuvent plus être attaquées par la voie de l'appel ou du pourvoi en cassation.

Le délai court du jour de l'arrêt, pour les arrêts par contumace.

ART. 5. — Les bulletins n° 1 constatant une décision disciplinaire d'une autorité administrative, qui entraîne ou édicte des incapacités sont dressés soit au greffe de l'arrondissement d'origine de celui qui en est l'objet, soit au service du casier central, dès la réception de l'avis qui est donné dans le plus bref délai au procureur de la République ou au ministre de la justice par l'autorité qui a prononcé la décision.

Les bulletins n° 1 constatant un arrêté d'expulsion sont dressés au service du casier central sur la notification faite par le ministre de l'intérieur au ministre de la justice ; si l'expulsé est né en France, le service du casier central transmet une copie du bulletin n° 1 au casier judiciaire du lieu d'origine.

ART. 6. — Les bulletins n° 1 et, dans le cas du dernier paragraphe de l'article précédent, les copies des bulletins n° 1 sont classés dans le casier judiciaire d'arrondissement ou dans le casier central par ordre alphabétique et, pour chaque personne, par ordre de date des arrêt, jugement, décision ou arrêté.

ART. 7. — Le greffier du lieu d'origine où l'agent chargé du service du casier central inscrit sur les bulletins n° 1 les mentions prescrites par l'article 2 de la loi du 5 août 1899, dès qu'il est avisé.

L'avis est adressé au procureur de la République ou au ministre de la justice dans le plus bref délai et sur des fiches individuelles :

1° Pour les grâces, commutations ou réductions de peine, par le ministre sur la proposition duquel la mesure gracieuse a été prise ;

2° Pour les arrêtés de mise en libération conditionnelle et de révocation, par le ministre de l'intérieur ;

3° Pour les arrêts portant réhabilitation et les arrêts et juge-

ments relevant de la rélégalion, par le procureur général ou le procureur de la République près la juridiction qui a statué ;

4° Pour les décisions rapportant des arrêtés d'expulsion, par le ministre de l'intérieur ;

5° Pour les dates de l'expiration des peines corporelles et l'exécution de la contrainte par corps, par les agents chargés de la direction des prisons et établissements pénitentiaires, et par l'intermédiaire du procureur de la République de leur résidence ;

6° Pour le paiement intégral des amendes, par les agents chargés du recouvrement et par l'intermédiaire du procureur de la République de leur résidence.

Les déclarations d'excusabilité en matière de faillite et les homologations de concordat sont également inscrites sur le bulletin n° 1 d'après l'avis qui en est donné par le greffier de la juridiction qui a prononcé.

ART. 8. — Lorsque des conventions diplomatiques ont été conclues à cet effet avec des États étrangers, les bulletins n° 1 sont transmis par les soins du service du casier central. Les bulletins n° 1 concernant les étrangers appartenant à ces États sont adressés à ce service avec un duplicata.

ART. 9. — Le bulletin n° 2 est réclamé au greffe du tribunal de l'arrondissement d'origine ou au service du casier central par lettre ou par télégramme indiquant l'état civil de la personne dont le bulletin est demandé et précisant le motif de la demande.

ART. 10. — Le bulletin n° 3 ne peut être réclamé que par lettre signée de la personne qu'il concerne et précisant l'état civil de celle-ci. Si cette personne ne sait ou ne peut signer, cette impossibilité est constatée par le maire ou le commissaire de police, qui atteste, en même temps, que la demande est faite sur l'initiative de l'intéressé.

ART. 11. — Lorsqu'il n'existe pas au casier judiciaire de bulletins n° 1 ou lorsque les mentions que portent les bulletins n° 1 ne doivent pas être inscrites sur le bulletin n° 3, ce bulletin est oblitéré par une barre transversale.

ART. 12. — Les droits alloués au greffier pour la rédaction des différents bulletins du casier judiciaire sont fixés ainsi qu'il suit :

Bulletin n° 1.	0 40
Duplicata	0 15
Bulletin n° 2 réclamé par les magistrats du parquet et de l'instruction, par les autorités militaires ou maritimes pour les jeunes gens qui demandent à contracter un engagement volontaire, ou par les administrations publiques de l'Etat. . .	0 25
Bulletin n° 2 réclamé pour l'exercice des droits politiques :	
S'il est affirmatif.	0 25
S'il est négatif	0 15
Bulletin n° 2 réclamé par les autorités militaires ou maritimes pour les appelés des classes et de l'inscription maritime :	
S'il est affirmatif.	0 15
La mention « Néant » mise en regard des noms portés sur les états transmis par les mêmes autorités, donnera lieu au paiement d'un droit de recherches de.	0 05
Bulletin n° 3 :	
Droit de recherches	0 50
Droit de rédaction.	0 25
Droit d'inscription au répertoire.	0 25

} 1 »

ART. 13. — Les bulletins n° 1, les duplicata des bulletins n° 1, ainsi que les bulletins n° 2 délivrés aux magistrats du parquet et de l'instruction sont payés sur les crédits affectés aux frais de justice criminelle. Le prix de ces bulletins est compris parmi les frais de justice à recouvrer sur les condamnés.

Les bulletins n° 1 et les duplicata des bulletins n° 1, rédigés par les greffiers des juridictions militaires ou maritimes, sont payés sur ordonnance émise par le garde des sceaux après envoi d'un état récapitulatif adressé au département de la justice et certifié par les ministres de la guerre ou de la marine.

Les bulletins n° 2 que réclament les administrations publiques de l'État et les autorités militaires et maritimes sont payés par ces administrations ou par ces autorités.

La demande du bulletin n° 3 est accompagnée du montant des droits dus au greffier en l'article 12 ci-dessus, ainsi que du droit d'enregistrement.

ART. 14. — Les bulletins n^{os} 1, 2 et 3 et les duplicata des bulletins n^o 1 sont établis conformément aux modèles annexés au présent décret.

ART. 15. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, est chargé, etc.

18

BULLETIN N° 1

TRIBUNAL

DE PREMIÈRE INSTANCE

de la Seine

à classer au Greffe du Tribunal civil de

MANDAT DE DÉPÔT L nommé

du 1900

RENSEIGNEMENTS : Fils de } } âgé de ans.
né à le 18

Célibataire arrondissement de département de

Marié domicile

Veuf profession

Nombre d'enfants nationalité

Signes particuliers :

A ÉTÉ CONDAMNÉ

Par jugement

Peine expirée le de la 1^{re} ch^{re} du trib^{unal} corr^{el} de la Seine du 1900à { d'emprisonnement }
francs d'amende } et aux dépens.

Amende payée le

Pour

Contrainte par corps
exécutée le

commis le 1900

par application } Code pénal
des articles } 194, Code d'inst. crim.

Pour extrait conforme :

Vu au Parquet : Paris, le 1900

Le Substitut du procureur de la République, Pour le Greffier en chef,

Vu au Parquet de la Cour d'appel :

Pour le Procureur général :

COUR D'APPEL
DE PARIS
BULLETIN N° 2.

GREFFE
 du L nommé
 CASIER JUDICIAIRE
 du
 Tribunal civil fils } de
 de la Seine. né à } et de

le 18

D'après le } Domicile
 dernier bulletin } État civil et de famille
 n° 1. } Profession Nationalité

DATE des CONDAMNATIONS	COURS et TRIBUNAUX	NATURE des CRIMÉS OU DÉLITS	DATE des CRIMES OU DÉLITS	NATURE et DURÉE DES PEINES	DATE des Mandats de dépôt	Signes particuliers et OBSERVATIONS

Vu au Parquet :
 Le Procureur de la République :

Pour relevé conforme :
 , le 1900.
 Le Greffier,

COUR D'APPEL
DE PARIS
BULLETIN N° 3.

CASIER JUDICIAIRE
du
Tribunal civil
de la Seine.

Extrait du Casier judiciaire concernant

Le nommé

fil} de
et de

né le

à

Domicile

État civil et de famille

Profession

Nationalité

DATE des CONDAMNATIONS	COURS ou TRIBUNAUX	NATURE des CRIMES OU DÉLITS	DATE des CRIMES OU DÉLITS	NATURE et DURÉE DES PEINES	OBSERVATIONS

COUT DU BULLETIN

Rédaction, recherches, etc. 1 »
Enregistrement 0 25
Prix total. . . . 1 25

Vu au Parquet :
P. le Procureur de la République
Le Substitut délégué,

Pour extrait conforme :

Paris, le 1900
Le Greffier,

CONCLUSION

Malgré les louables intentions de ses promoteurs, la loi du 5 août 1899 n'a pas été accueillie généralement avec beaucoup de faveur. Les uns craignent que la délivrance d'un casier tronqué, inexact, menteur détourne les particuliers de se servir de ce certificat ; les autres, qui se réjouiraient de ce résultat, n'osent l'espérer, car il n'est pas probable que les employeurs renoncent à un mode d'enquête et d'élimination commode, habituel, parce que ce mode est devenu plus grossier, plus arbitraire. Bref on s'accorde pour reconnaître que le système de la loi ne remédie pas sensiblement aux abus du casier, qu'il présente les mêmes inconvénients que le système antérieur sans avoir l'avantage de permettre à tout individu d'établir d'une façon exacte quel est son état criminel.

On ne peut croire que l'usage du casier tombe en désuétude. Il faudra donc remanier encore l'institution. On a émis le vœu de supprimer le bulletin n° 3 et de le remplacer par un certificat analogue à celui délivré

actuellement par les maires (1) ; mais au lieu d'être rédigé sans grand souci de la réalité, il serait délivré par le greffier, vérifié et visé par le parquet, et constaterait qu'il n'existe contre l'intéressé aucune condamnation entraînant une déchéance quelconque, privation de droits civils, politiques ou de famille. Tous les citoyens pourraient vérifier si le candidat qui se présente à leurs suffrages est électeur, si l'individu dont on invoque le témoignage n'est pas incapable, etc. etc.

Est-il besoin de dire qu'il n'est pas nécessaire que tous les citoyens connaissent l'existence des peines accessoires afin de les faire appliquer : l'État n'est-il pas chargé de ce soin ? Est-il besoin d'établir que, pour les employeurs, ce certificat serait un moyen d'élimination plus rigoureux que le casier, puisque toute condamnation ou du moins toute condamnation à l'emprisonnement, entraîne une déchéance quelconque ? Enfin un tel système ne serait-il pas un retour aux errements anciens, à la publicité directe des renseignements judiciaires dont le seul effet appréciable est de favoriser le chantage et la diffamation.

Un moyen efficace de corriger et de réformer le casier serait de revenir à une saine interprétation des dispositions qu'avaient prises, eux-mêmes, les créateurs du casier en 1850 : soumettre la délivrance de l'extrait à une

(1) Observations du groupe dijonnais de la Société des prisons ; rapport de M. Poisot sur la loi du 5 août 1899 (V. *Bull. Soc. gén. des pris.*, année 1899, p. 1065).

véritable ordonnance du juge. Cette règle souple permettrait à merveille de diriger et d'endiguer les effets de la communication du casier ; nous avons vu qu'en Portugal, le parquet ne s'est pas désintéressé de la charge qui lui incombait, et dans ce pays, la question du casier n'existe pas. Pourquoi n'en serait-il pas de même en France ?

Si ce remède paraît impraticable actuellement, c'est qu'alors le bulletin n° 3 doit disparaître ; on doit revenir, en droit, au système des renseignements confidentiels que préconisent l'équité et la raison. A l'aurore du vingtième siècle, la peine du casier doit rejoindre dans le passé les peines dégradantes et difformes que notre législation moderne a peu à peu éliminées : telles, la marque, le pilori, le carcan, la surveillance de la haute police. Le casier ne peut être assimilé aux actes de l'état civil ; il n'est pas admissible qu'on exige d'un individu de se diffamer lui-même et de faire lui-même la preuve de son infamie.

La question du casier ne se présente pas comme un conflit entre l'intérêt public et l'intérêt privé des libérés, mais comme un conflit entre deux manières de comprendre l'intérêt public, la conservation de la société. Si l'individu souffre d'un état de choses qui peut paralyser en lui l'effet des meilleures intentions, des plus fermes efforts, la société en souffre plus encore, car il n'y a pas de causes plus actives de récidive que l'impossibilité de gagner sa vie par le travail. Suivant une pitto-

resque et saisissante expression, le casier judiciaire, c'est « l'Assistance publique par la prison ».

Un profond moraliste a déclaré que les hommes ne seraient pas mauvais, s'ils connaissaient les avantages de la vertu ; sans doute, mais s'ils n'ont pas les moyens de la pratiquer ? En 1791, l'Assemblée Constituante (1) proclamait l'idée qu'il faut appeler par nos institutions le repentir dans le cœur du coupable afin qu'il puisse revivre à la vertu, en lui laissant l'espérance de revivre à l'honneur. Est-ce suffisant de laisser au libéré l'espoir de recouvrer les droits légaux que la condamnation lui a fait perdre ? N'est-il pas indispensable de lui laisser un droit qui est au-dessus des conventions sociales, au-dessus du Code et des Lois humaines, un droit qui lui est conféré par une loi supérieure, par une loi absolue qui commande à l'humanité ?

Empêcher le libéré de travailler est une œuvre néfaste. on ne doit pas laisser errer en liberté des êtres qui ne peuvent se mêler à la société régulière et qui, par suite, deviennent d'irréconciliables ennemis de l'ordre établi, ennemis d'autant plus dangereux qu'ils sont désespérés. Malgré l'habitude prise, malgré les usages qui tendent à se généraliser, ou plutôt, à cause de cette habitude et de ces usages, il faut rétablir le caractère occulte des renseignements judiciaires, il faut revenir au principe du Code d'instruction criminelle puisqu'il est bien

(1) Rapport sur le projet de Code pénal ; Lepelletier de St-Fargan.

démontré combien on a été imprudent de s'en écarter.

Que l'on revienne à ce principe, en droit, par la suppression pure et simple des articles 6, 7, 8 et 9 de la loi du 5 août 1899 ; que l'on y revienne, en fait, en donnant au juge la mission bien nette de ne délivrer un extrait du casier judiciaire aux particuliers que dans les cas très rares où il décidera, après examen de l'espèce, de la nécessité urgente et de l'utilité véritable d'une telle communication, les résultats pratiques nous paraissent à peu près identiques. Cette fâcheuse entrave qui vient précisément se jeter en travers des résolutions les meilleures, et des repentirs les plus sincères, disparaîtrait. Malgré les défaillances de leur destinée passée, les libérés ne seraient plus marqués, notés d'infamie, immuablement rangés dans une classe d'êtres en qui l'on est communément tenté de croire que réside uniquement le vice criminel. Ne faut-il pas montrer aux libérés que tout est possible, que tout homme vaut un autre homme s'il sait se transformer et s'élever par la passion et la volonté ? Mu par le désir, l'homme peut faire de grandes choses, et la circonstance, parfois, fait fleurir un héros dans un coquin, un habile dans un maladroit : ces modifications de l'être, ces merveilleuses et multiples métamorphoses n'indiquent-elles pas qu'il faut ouvrir largement aux libérés la voie du travail, leur montrer que par le travail, ils peuvent se procurer les satisfactions matérielles qu'ils tentent en vain d'obtenir par des moyens illicites, enfin leur donner, en

même temps que le désir, la possibilité et l'espoir d'arriver par le travail à leur reclassement social, et aussi, à l'estime et à la considération de leurs concitoyens ? Peut-être bien souvent ne sera-ce qu'un rêve, mais ce rêve remplacerait avantageusement le rêve du crime, en évitant le mauvais réveil au bagne ou au pied de l'échafaud !

Vu :

Le Président de la thèse,
J. LEVEILLÉ.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	VII
INTRODUCTION.	4
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE.	7
§ 1. — Procédés d'informations judiciaires ; les registres et les bulletins ; les sommiers de la préfecture de police ; les casiers judiciaires ; le service an- thropométrique	
§ 2. — Définitions et généralités ; question que soulève actuellement le casier judiciaire. Le sentiment de l'équité en opposition avec le sentiment de l'hon- nêteté publique. Division générale.	16

PREMIÈRE PARTIE

DE L'UTILISATION DU CASIER JUDICIAIRE ET DES THÉORIES DIVERSES RELATIVES A LA COMMUNICA- TION DU CASIER AUX PARTICULIERS.

CHAPITRE I. — De l'usage du casier judiciaire pour les besoins de l'État	22
CHAPITRE II. — De l'usage du casier judiciaire pour les besoins des particuliers	32
§ 1. — Principe du Code d'instruction criminelle. Inno- vation de M. le garde des sceaux Rouher en 1850. Intention des promoteurs du casier. Effets réels. Première réforme en 1875	32
§ 2. — La publicité oblique. Conséquences. Réformes proposées	39

CHAPITRE III. — De la nature du casier judiciaire . . .	57
§ 1. — Théories opposées sur la nature du casier judiciaire communiqué aux particuliers. L'inscription au casier est une peine au sens juridique du mot.	57
§ 2. — Objections apportées à cette première théorie ; le bulletin destiné à l'usage privé ne serait-il qu'un document administratif pur et simple ?	63
CHAPITRE IV. — De la clandestinité du casier judiciaire.	71
§ 1. — Principales objections apportées contre la clandestinité ; discussion.	71
§ 2. — Le caractère pénal de la communication des renseignements judiciaires aux particuliers doit entraîner la suppression de la publicité du casier.	81
CHAPITRE V. — Les systèmes transactionnels de publicité restreinte	91
§ 1. — Fondements sur lesquels reposent ces systèmes ; moyens par lesquels il est possible d'effectuer un triage parmi les condamnations. Objections générales	91
§ 2. — Limite fixe établie par la loi même	98
§ 3. — L'intervention de l'autorité judiciaire ; le droit de grâce ; la suspension administrative.	103
CHAPITRE VI. — La délivrance du casier ne devrait-elle pas être soumise à une véritable ordonnance du juge ?	110

DEUXIÈME PARTIE

RÉGLEMENTATION LÉGISLATIVE DU CASIER JUDICIAIRE. LA RÉHABILITATION DE DROIT.

CHAPITRE I. — Constitution et fonctionnement des casiers judiciaires.	117
1. — Organisation ; le casier central et les casiers d'arrondissements. Enonciations du bulletin n° 1. . .	117

§ 2. — Les duplicata du bulletin n° 1 ; le casier militaire et le casier électoral	123
§ 3. — Les extraits du casier judiciaire ; énonciation et délivrance du bulletin n° 2 ; création du bulletin n° 3.	125
CHAPITRE II. — Omissions que doit présenter le bulletin n° 3	131
§ 1. — Condammations omises dès le jugement	131
§ 3. — Condammations qui cessent de figurer au bulletin n° 3 après un certain délai	142
CHAPITRE III. — La réhabilitation de droit.	148
§ 1. — Corrélation entre la réhabilitation de droit et la « prescription » du casier. Principe nouveau apporté en la matière de la réhabilitation	148
§ 2. — Conditions dans lesquelles s'opère la réhabilitation de droit.	159
CHAPITRE IV. — Les erreurs du casier judiciaire.	162
§ 1. — Infractions en matière de casier judiciaire.	162
§ 2. — Erreurs involontaires. Force probante du casier judiciaire. Responsabilité civile du greffier et des magistrats	167
§ 3. — Procédure en rectification.	173
CHAPITRE V. — Echange international des bulletins de condamnation. Législation comparée.	178

APPENDICE

Loi sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit	191
Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 5 août 1899. — 12 décembre 1899	195
Modèles des bulletins n° 1, n° 2 et n° 3	200
CONCLUSION	203

Imp. J. THEVENOT, Saint-Dizier (Hte-Marne)
